

CA20N  
Z1  
- 1992  
S012F

Gouvernement  
Publications

# RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LE RACISME SYSTÉMIQUE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE EN ONTARIO

## RÉSUMÉ À L'INTENTION DU PUBLIC



Décembre 1995



Digitized by the Internet Archive  
in 2024 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118494913>



RAPPORT DE LA  
COMMISSION SUR LE  
RACISME SYSTÉMIQUE  
DANS LE SYSTÈME DE  
JUSTICE PÉNALE EN  
ONTARIO

RÉSUMÉ À L'INTENTION  
DU PUBLIC

Décembre 1995

RAPPORT DE LA  
COMMISSION SUR LE  
RACISME ET L'ANTISÉMITISME  
DANS LE SYSTÈME DE  
JUSTICE PENALE  
DU QUÉBEC

RECHERCHE ET DOCUMENTATION





Commission sur le racisme systémique dans le système de justice pénale en Ontario

Commissaires : Margaret Gittens (coprésidente), David Cole (coprésident), Toni Williams,  
Sri-Guggan Sri-Skanda-Rajah, Moy Tam, Ed Ratushny.

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1995  
This document is also available in English

ISBN 0-7778-4719-1

Réviseur : Eric Mills  
Couverture : M.A. Korsik





COMMISSION ON SYSTEMIC  
RACISM IN THE ONTARIO  
CRIMINAL JUSTICE SYSTEM

COMMISSION SUR LE RACISME  
SYSTÉMIQUE DANS LE SYSTÈME  
DE JUSTICE PÉNALE EN ONTARIO

Margaret Gittens  
Co-Chair  
Coprésidente

David Cole  
Co-Chair  
Coprésident

Commissioners  
Commissaires

- Toni Williams
  - Moy Tam
  - Ed Ratushny
  - Sri-Guggan
- Sri-Skanda-Rajah

Le 19 décembre 1995

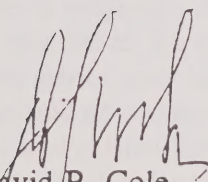
Son Honneur H.N.R. Jackman  
Lieutenant-gouverneur de l'Ontario  
Bureau 131  
Édifice de l'Assemblée législative  
Queen's Park  
M7A 1A1

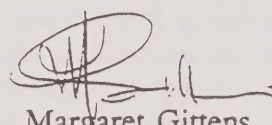
Excellence,

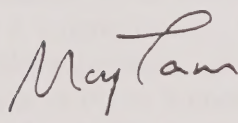
Comme suite à notre nomination par le décret n° 2909/92 daté du mois d'octobre 1992, nous avons le plaisir de vous soumettre notre rapport final sur le racisme systémique dans le système de justice pénale en Ontario.

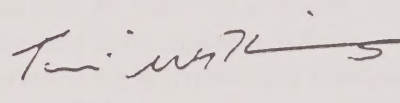
La Commission tient à remercier les centaines de personnes à travers la province qui lui ont consacré leur temps, leur énergie et leur travail et à exprimer sa reconnaissance pour toutes les contributions qui lui ont été apportées sur le plan national et international.

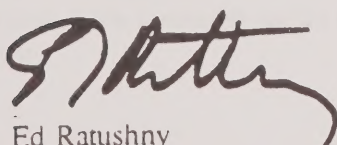
Nous vous prions d'agréer, Excellence, l'expression de notre très haute considération.

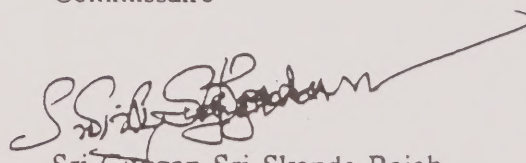
  
David P. Cole  
Coprésident

  
Margaret Gittens  
Coprésidente

  
Moy Tam  
Commissaire

  
Toni Williams  
Commissaire

  
Ed Ratushny  
Commissaire

  
Sri-Guggan Sri-Skanda-Rajah  
Commissaire







## Remerciements

Le rapport final de la Commission est le résultat de la collaboration de centaines de personnes à travers la province de l'Ontario. Nous avons été remarquablement aidés dans notre travail par ceux qui nous ont présenté des communications officielles, ceux qui ont participé aux groupes de discussion et autres rencontres communautaires, et tant d'autres qui ont pris le temps de nous écrire ou de nous téléphoner pendant toute la durée de notre mandat. Nous tenons aussi à remercier les représentants de plusieurs ministères et d'autres organismes, y compris la police et la magistrature, pour leur collaboration officielle et non officielle. Nous sommes reconnaissants de l'aide des universitaires et des experts qui se sont intéressés à notre travail et nous ont généreusement dispensé leurs conseils et offert de nombreuses suggestions.

Nous tenons à remercier tout notre personnel, qui a souvent travaillé dans des délais difficiles à respecter, pour son dévouement sans limite. La commissaire Toni Williams mérite toute notre admiration pour avoir accepté de rédiger le rapport. Nous saluons tout particulièrement son acuité, son sens de l'analyse et la façon dont elle a réussi à articuler les multiples facettes de notre mandat. Nous rendons également hommage à Valerie Holder, notre coordonnatrice générale, qui, sans perdre son calme et sa bonne humeur, a su mener à bien des tâches multiples, résoudre maints problèmes techniques, rester maître des documents et des publications et faire face aux nouveaux défis à mesure qu'ils se présentaient.

Nous remercions les jeunes, les femmes et les hommes actuellement derrière les barreaux qui nous ont parlé dans des circonstances bien peu favorables et ont partagé leurs expériences, leurs connaissances, leurs analyses et leurs suggestions avec nous. Nous remercions les chefs d'établissement, les agents des services correctionnels et le personnel des institutions carcérales fédérales et provinciales pour leur coopération lors de nos visites dans ces établissements et en réponse à d'autres demandes.

Notre travail a été enrichi par les contributions des particuliers, des activistes et des membres de différentes communautés et nous leur en sommes reconnaissants. Nous remercions également de leur collaboration les ministres et le personnel de trois ministères connexes, le ministère du Procureur général, le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et le ministère des Services sociaux et communautaires. Notre gratitude va également aux chefs de police et aux membres des associations policières pour l'aide qu'ils nous ont apportée.

Enfin, à tous ceux qui n'ont cessé de nous parler de leurs expériences parce qu'ils mettaient tous leurs espoirs dans une société où règnerait plus de justice et d'égalité, nous tenons à dire que nous espérons que ce rapport marquera un tournant dans l'histoire de la justice en Ontario.





## *Table des matières*

Remerciements	iv
1. Introduction	1
2. Le racisme dans le système judiciaire : perceptions	3
3. Le racisme dans le système judiciaire : qu'entend-on par racisme systémique?	13
4. Les admissions dans les prisons	20
5. La détention préventive	31
6. La gestion des accusations	49
7. La dynamique des tribunaux	62
8. L'emprisonnement après condamnation	73
9. Le racisme derrière les barreaux : un nouveau son de cloche	84
10. Le système de police communautaire	94
11. Les réactions systémiques à l'usage d'armes à feu par la police	108
12. Stratégie pour assurer l'égalité dans le système judiciaire	114
13. Et maintenant	120
<i>Annexes</i>	
A. Mandat	122
B. Documents de travail	125
C. Consultations et tribunes publiques	126
D. Mémoires	131

Le diagramme illustre le processus du système de justice pénale au Canada, structuré en plusieurs phases et acteurs clés :

- Acteurs et Rôles :**
  - Public :** Impliqué dans la prise en charge du crime par la collectivité et les services aux victimes.
  - Parlement :** Élabore les lois fédérales et provinciales.
  - Services aux victimes :** Fournissent un soutien aux victimes.
  - Services de sécurité communautaire :** Incluent des consultations, des évaluations d'équité, des services sociaux et communautaires.
- Processus de Déclaration et d'Enquête :**
  - Déclaration du comportement :** Mène à une **Enquête/Décision de porter des accusations**.
  - Enquête/Décision de porter des accusations :** Peut aboutir à une **Enquête préliminaire** ou à une **Audience sur la capacité de subir un procès**.
  - Services aux victimes et aux témoins :** Fournissent un soutien aux victimes et aux témoins.
- Processus de Procès :**
  - Procès :** Le cœur du processus, où les accusations sont examinées.
  - Appels :** Permettent de contester une décision.
  - Commission ontarienne d'examen créée en vertu du Code criminel :** Examine les décisions de la Commission des libérations conditionnelles.
- Processus de Libération et de Réinsertion :**
  - Libération inconditionnelle :** Permet de libérer un individu sans conditions.
  - Libération conditionnelle :** Permet de libérer un individu sous certaines conditions.
  - Commission des libérations conditionnelles :** Évalue les risques et décide des conditions de libération.
  - Travaux communautaires :** Une condition de libération conditionnelle.
  - Probation :** Surveille les individus libérés.
- Processus de Réinsertion et de Réintégration :**
  - Retour dans la collectivité :** Permet de réintégrer un individu dans la société.
  - Retour dans la collectivité de subir son procès :** Permet de réintégrer un individu dans la collectivité pour subir son procès.
  - Retour dans la collectivité/programmes après la sentence :** Permet de réintégrer un individu dans la collectivité après la sentence.

# 1

## *Introduction*

Au cours des deux dernières décennies, les membres des communautés noires ont exprimé avec force leur manque de confiance dans le système de justice pénale de l'Ontario. Leurs craintes, alimentées par le fait que la police a tué et blessé plusieurs personnes noires depuis 1978, sont renforcées par l'apparente incapacité du système à examiner dans quelle mesure le racisme avait contribué à ces tragédies. Leur sentiment d'injustice a été intensifié par le manque de réponse systémique à leurs expériences répétées de contacts arbitraires et humiliants avec la police, et leur sentiment d'exclusion renforcé par la sous-représentation des membres des communautés noires et d'autres minorités raciales parmi les autorités judiciaires. Dans son *Rapport au premier ministre* de juin 1992, Stephen Lewis prônait la constitution d'une commission d'enquête, suite aux troubles civils dont la communauté urbaine de Toronto avait été le théâtre en mai de la même année.

La Commission sur le racisme systémique dans le système de justice pénale en Ontario a été instituée en octobre 1992 en vue d'examiner l'étendue du racisme systémique dans les pratiques, les procédures et les politiques du système de justice pénale et de faire des recommandations à ce sujet. La Commission regroupait six commissaires aux antécédents divers. La Commission avait pour mandat d'examiner l'exercice du pouvoir discrétionnaire à des points clés des prises de décisions, les politiques du système

de police communautaire et leur mise en œuvre, les réponses systémiques aux comportements prétendument criminels des autorités judiciaires à l'égard de membres des minorités raciales, la prévention du racisme systémique dans les pratiques d'embauche, la participation des minorités raciales à l'élaboration des politiques et au processus de réforme, et l'accès des minorités raciales aux services juridiques.

En accord avec notre mandat, nous avons reconnu que «dans la société et ses institutions, des tendances et des pratiques se développent qui, bien qu'elles n'aient pas été conçues dans le but de défavoriser quiconque, peuvent avoir pour effet de désavantager certains secteurs de la société ou d'entraîner une discrimination à leur égard». Dans la mesure où ces tendances et ces pratiques amènent certains membres des minorités raciales à juger qu'ils sont moins bien traités que les personnes de race blanche, on peut conclure qu'un système est entaché de racisme systémique. Le travail de la Commission consistait donc à identifier ces tendances et ces pratiques et à formuler des recommandations pour les éliminer.

L'égalité est un droit fondamental au Canada, un droit garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés* et protégé par les codes fédéral et provinciaux des droits de la personne. Le droit à l'égalité impose deux exigences essentielles au système de justice pénale. Tout d'abord, il exige que ses politiques, procédures et pratiques ne reflètent et ne perpétuent aucun



préjugé contre les personnes exclues ou accablées de façon arbitraire, non pas à cause de leurs caractéristiques personnelles, mais à cause des caractéristiques stéréotypées qui leur sont attribuées parce qu'elles le sont à tous les membres du groupe dont elles font partie.

Ensuite, l'égalité requiert que le système de justice pénale s'adapte à la diversité de la communauté qu'il sert. Un système qui se contente de dispenser un traitement uniforme traite en fait les gens de façon inégale en ne tenant pas compte des besoins de ceux qui s'écartent de ses normes.

Un système qui revendique l'égalité comme une valeur fondamentale manquera de crédibilité si le public n'est pas convaincu que cette égalité existe vraiment. C'est pourquoi le système de justice pénale doit se fixer pour priorités essentielles d'explorer les perceptions du public à cet égard et de faire le nécessaire pour l'améliorer.

Nous avons parlé avec des représentants de tous les secteurs du système de justice pénale et avec des organismes communautaires qui s'occupent de questions liées à la justice. Nous avons organisé des discussions de groupe et des entrevues structurées sur divers thèmes avec des décideurs, des avocats, des juges de paix, des représentants des services de police et des services de sécurité privés, des interprètes, des membres du public, des détenus et des employés des services correctionnels.

Nous avons aussi tenu des audiences publiques et lancé un appel aux quatre coins de la province à nous soumettre des mémoires. Nous avons complété et amélioré ces consultations par des sondages auprès d'un grand nombre de procureurs de la Couronne, d'avocats de la défense et de juges et auprès d'un nombre plus limité d'autres représentants du système judiciaire. Enfin, nous avons interrogé des résidents de la communauté urbaine de Toronto, la ville la plus grande et la plus racialement

diversifiée de l'Ontario. La Commission a par ailleurs effectué des recherches empiriques, parfois sans précédent au Canada, pour déterminer si le système de justice pénale réserve un traitement différentiel aux personnes membres des minorités raciales par rapport aux personnes de race blanche.

Ce rapport présente nos constatations et nos recommandations.

# 2

## *Le racisme dans le système judiciaire : perceptions*

### **Les résidents de l'Ontario pensent-ils que l'on fait preuve de racisme dans le système de justice pénale?**

Pour le savoir, nous avons invité des personnes à l'intérieur comme à l'extérieur du système de justice pénale à nous dire si, d'après elles, la discrimination fondée sur la race ou sur d'autres motifs se produit dans ce système, en Ontario.

### **À qui avons-nous posé cette question?**

Pour déterminer ce que les membres du grand public pensent de la discrimination dans le système judiciaire de l'Ontario, la Commission a demandé à un organisme de recherche indépendant, le *Institute for Social Research* de l'université York, d'enquêter auprès de trois groupes importants d'adultes de la communauté urbaine de Toronto. Le sondage a eu lieu par téléphone, en anglais ou en chinois, auprès de personnes sélectionnées au hasard, qui se sont décrites comme étant Noires, Chinoises ou Blanches.

Le sondage a eu lieu dans la communauté urbaine de Toronto plutôt qu'à l'échelle de toute la province, compte tenu du pourcentage élevé de membres des minorités raciales qui vivent dans cette ville. Les caractéristiques démographiques générales de notre échantillon – comme le revenu, l'âge et l'éducation – correspondent aux données du recensement le plus récent. L'échantillon était donc représentatif de la population noire, chinoise et blanche de la communauté urbaine de Toronto. En tout, il y a eu 1 257 entrevues, dont 417 avec des personnes noires, 405 avec des personnes

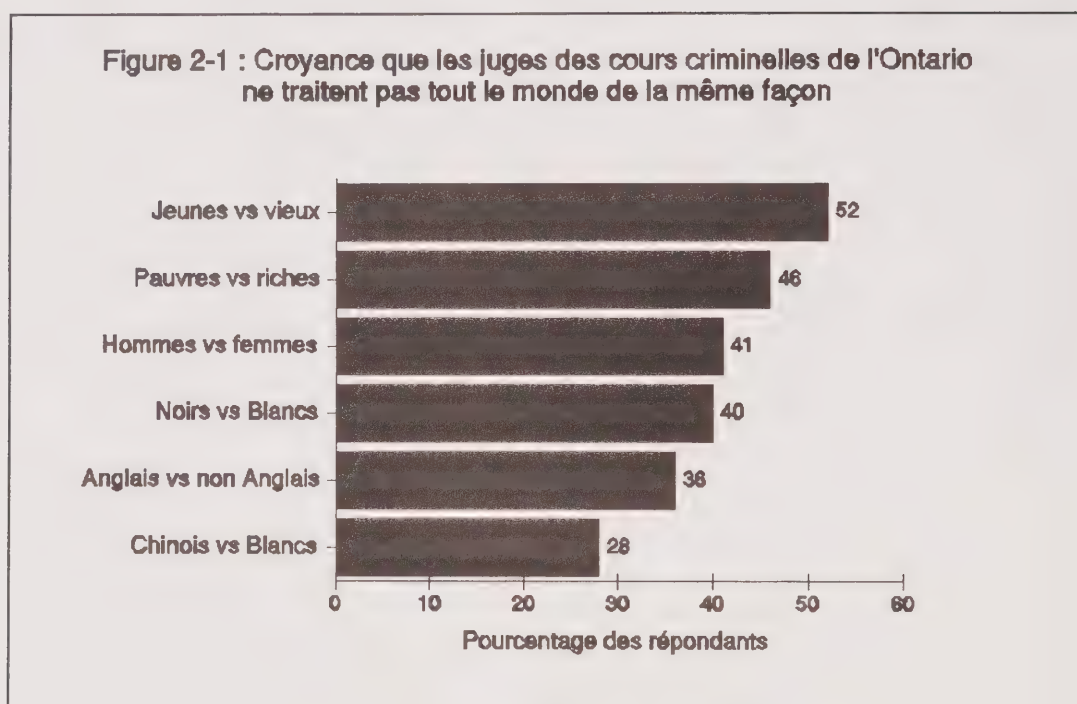
chinoises et 435 avec des personnes blanches (d'après la façon dont elles se caractérisent elles-mêmes).

Les entrevues se sont limitées à des Torontoises et des Torontois noirs, blancs et chinois, parce que les Noirs et les Chinois constituent les deux plus importantes minorités raciales de l'Ontario et que nous voulions comparer leurs opinions et attitudes à celles des membres de la majorité raciale blanche de Toronto.

Ce sondage s'attachait principalement à explorer les perceptions de ces personnes quant à la manière dont les hommes et les femmes qui travaillent dans le système de justice pénale traitent les personnes blanches et les personnes appartenant à une minorité raciale. Comme notre mandat précisait que nous devions accorder une attention spéciale aux femmes et aux jeunes, nous avons également essayé de savoir si les personnes interrogées percevaient une différence dans la façon dont les gens sont traités au sein du système pénal en fonction de leur âge et de leur sexe. Enfin, comme beaucoup de juges et d'avocats avaient suggéré que le revenu était la raison véritable de ce qui pouvait apparaître comme une discrimination raciale dans le système de justice pénale, nous avons aussi sondé les perceptions d'un traitement différentiel fondé sur le revenu.

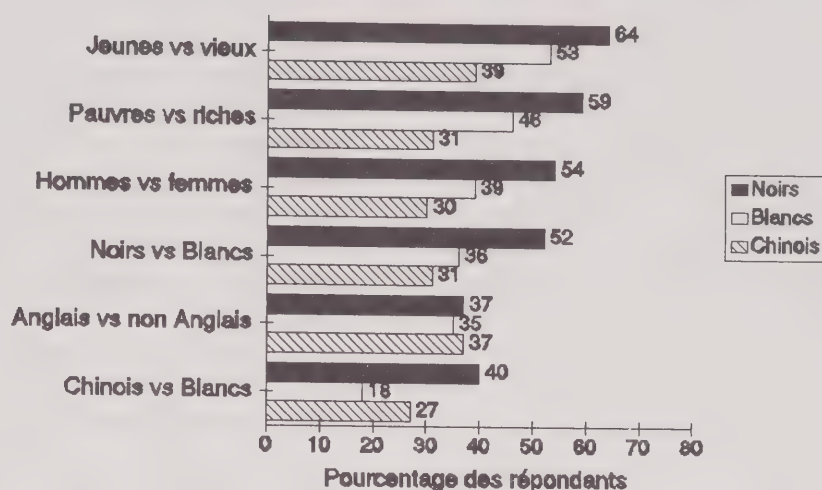
## Que pense la population de Toronto des juges?

Dans l'ensemble, nos résultats indiquent qu'une proportion importante de la population de Toronto pense que les juges des tribunaux criminels de l'Ontario ne traitent pas tout le monde de la même façon. Les graphiques ci-après illustrent nos constatations.

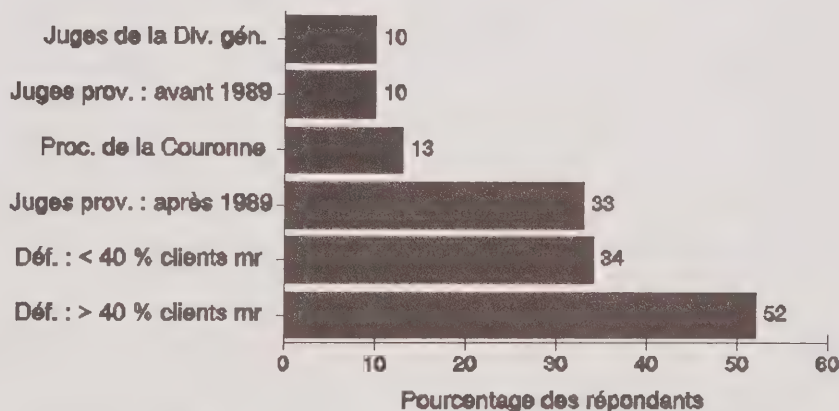




**Figure 2-2 : Croyance que les juges des cours criminelles de l'Ontario ne traitent pas tout le monde de la même façon, selon la race des répondants**



**Figure 2-3 : Pourcentage des juges et des avocats qui pensent que les accusés blancs et membres des minorités raciales ne sont pas traités de la même façon dans les cours criminelles de l'Ontario**



Juges prov. : avant 1989 = juges de la Division provinciale, nomination antérieure à 1989  
 Juges prov. : après 1989 = juges de la Division provinciale, nomination postérieure à 1989  
 Déf. : > 40 % clients mr = avocats de la défense avec plus de 40 pour 100 de clients membres des minorités raciales

## **Résumé du sondage auprès des résidents de la communauté urbaine de Toronto**

Que faut-il conclure de ces perceptions d'inégalité dans le système de justice pénale?

Les résultats du sondage indiquent qu'une proportion notable des résidents de la communauté urbaine de Toronto ne pensent pas que le système judiciaire traite réellement tout le monde de façon égale.

Les résultats du sondage révèlent aussi que les Torontoises et les Torontois des trois groupes ont davantage tendance à percevoir une discrimination à l'égard des Noirs qu'à l'égard des Chinois. Il découle de cette constatation que les gens perçoivent une hiérarchie dans la discrimination.

La perception des Torontoises et des Torontois de race noire qu'il existe une discrimination fondée sur l'âge, la richesse, le sexe et la langue – ainsi que sur la race – est tellement répandue qu'elle traduit un manque de confiance généralisé dans l'équité du système de justice pénale. Comme ces résultats concernent les perceptions, ils ne mesurent pas les différences basées sur la race dans les procédés du système de justice pénale au jour le jour ni leurs conséquences. Quoi qu'il en soit, en matière de traitement différentiel, il est tout aussi important de savoir ce que les gens pensent que d'avoir des données concrètes. L'opinion du public concernant le système de justice pénale importe surtout parce que le système judiciaire – plus que bien d'autres institutions – repose sur la confiance de la communauté. Les résultats de notre sondage démontrent la fausseté de l'argument selon lequel seuls les membres d'organismes marginaux peu représentatifs de la communauté noire ont l'impression que le système de justice pénale ne traite pas tout le monde de la même façon.

## **Les perceptions des juges et des avocats**

Des entrevues séparées ont eu lieu avec des procureurs de la Couronne, des avocats de la défense et des juges. Les paragraphes qui

suivent portent essentiellement sur ce que les juges et les avocats pensent de la discrimination raciale dans le système de justice pénale.

## **Ce que pensent les juges**

En Ontario, les juges qui président les procès criminels sont nommés parmi les avocats de la province reçus au barreau depuis au moins dix ans. Les juges qui siègent à la Division générale sont nommés par le gouvernement fédéral, tandis que les nominations à la Division provinciale relèvent de l'Ontario.

Les juges peuvent participer avec les procureurs de la Couronne et les avocats de la défense aux conférences préparatoires aux procès, au cours desquelles des ententes sont parfois conclues sur les questions qui seront contestées en cour. Les juges doivent s'assurer que les procès sont équitables, décider si une personne accusée est innocente ou coupable, et si elle est coupable, déterminer quelle sanction lui sera imposée.

Nous avons demandé aux juges s'ils pensaient qu'en général, les membres des minorités raciales sont traités de la même façon que les Blancs dans le système judiciaire de l'Ontario. La majorité des juges de la Division provinciale – environ trois sur cinq (64 %) – comme de la Division générale – trois sur quatre (72 %) – estiment que, dans l'ensemble, les tribunaux traitent les membres des minorités raciales et les Blancs de la même façon. Un sur cinq (19 %) des juges de la Division provinciale et un sur dix (10 %) des juges de la Division générale ne sont pas d'accord.

Nous avons aussi demandé aux juges s'ils pensaient que la discrimination systémique pose un grave problème dans le système de justice pénale de l'Ontario. Un sur quatre (25 %) des juges de la Division provinciale, mais moins d'un sur dix (7 %) des juges de la Division générale, admettent que la discrimination systémique pose un

grave problème dans notre système de justice pénale. Environ cinq sur dix (45 %) des juges de la Division provinciale et trois sur quatre (76 %) des juges de la Division générale ne sont pas d'accord.

Ces questions, comme beaucoup d'autres questions du sondage, ont suscité différents types de réponses suivant que les juges de la Division provinciale avaient été nommés avant ou après les changements apportés en 1989 à la procédure de nomination des juges. Les juges nommés selon le nouveau système ont beaucoup plus tendance que leurs collègues en poste de longue date à penser qu'il y a des différences fondées sur la race dans la façon dont les gens sont traités dans les tribunaux. Un sur trois (33 %) des juges nommés récemment, par comparaison avec un sur dix (10 %) des juges nommés depuis plus longtemps, pensent que les Blancs et les membres des minorités raciales ne sont pas traités de la même façon.

Les juges nommés selon le nouveau système sont aussi beaucoup plus nombreux que leurs collègues avec plus d'ancienneté à penser qu'il existe un racisme systémique dans le système de justice pénale. Près de deux sur cinq (37 %) des juges nommés récemment, mais moins d'un sur cinq (16 %) des juges de plus longue date reconnaissent que la discrimination systémique pose un grave problème dans le système de justice pénale.

Les commentaires des juges font valoir des arguments similaires à ceux invoqués par les procureurs de la Couronne et les avocats de la défense. L'opinion dominante, particulièrement parmi les juges de la Division générale, est que les inquiétudes exprimées à propos du racisme et d'autres formes de discrimination dans les tribunaux de l'Ontario sont sans fondement. Certains juges ont insisté pour dire qu'il n'y a pas de preuve de discrimination dans les tribunaux :

Mon expérience est que les tribunaux ne tiennent pas compte de la couleur. Dans la plupart des cas, je peux honnêtement affirmer que les juges, les jurés, le personnel des tribunaux, les avocats, etc. ont traité les membres des minorités de la même façon que les autres.

Ces juges ont expliqué que **la tendance dans les tribunaux de l'Ontario serait plutôt de mieux traiter les membres des minorités raciales que les membres de la communauté blanche :**

99 % des juges, des avocats de la défense et du personnel des tribunaux se mettent en quatre pour être justes et ne pas sembler racistes. [Ils] font souvent preuve de plus de courtoisie et de considération envers les non-Blancs qu'envers les Blancs.

Ces juges prétendent aussi que **les allégations de racisme servent à excuser la criminalité :**

Trop de groupes ethniques crient au racisme... sans tenir compte du fait que leur groupe particulier commet réellement un nombre disproportionné d'infractions criminelles graves dans un secteur donné.

Ils suggèrent par ailleurs que **les allégations de racisme – et le travail de la Commission – sont l'effet d'un regrettable programme politique, plutôt que d'un problème authentique dans le système de justice pénale de l'Ontario :**

Cet exercice tout entier témoigne d'une réaction excessive à un petit segment de la population qui trouverait moyen de se plaindre au paradis. Ce n'est peut-être pas le moment de nous montrer trop satisfaits de nous-mêmes; mais enfin – les choses vont-elles vraiment assez mal



pour justifier que l'on gaspille l'argent des contribuables à financer une autre commission, une autre étude, un autre sondage? À mon avis, il serait temps de voir les choses en face!

D'autres juges, au contraire, ont déclaré que **le racisme et les autres formes de discrimination représentent une réalité dans l'administration de la justice :**

Je suis d'avis qu'il existe un racisme systémique dans le système judiciaire de l'Ontario. Beaucoup ne seront pas d'accord avec moi, mais j'estime que des programmes de sensibilisation à l'intention des responsables de l'administration de la justice pourraient aider à éliminer la discrimination involontaire. Je suis convaincu que nous sommes nombreux, depuis le personnel des tribunaux jusqu'aux juges, à faire preuve de discrimination sans nous en rendre compte. Inconsciemment, les stéréotypes nous influencent sans doute beaucoup. Dans une certaine mesure, plus nous sommes exposés à ces minorités, mieux nous pourrions les comprendre.

### **Ce que pensent les procureurs de la Couronne**

Les procureurs de la Couronne sont les avocats qui représentent l'État dans le processus de justice pénale. Les procureurs de la Couronne de l'Ontario s'occupent des infractions au *Code criminel* et des infractions graves aux lois provinciales, tandis que les procureurs de la Couronne du gouvernement fédéral s'occupent des affaires de drogues et d'autres infractions aux lois fédérales autres que le *Code criminel*.

Les procureurs de la Couronne jouissent de vastes pouvoirs discrétionnaires, qu'ils exercent dans le contexte de prescriptions légales et de politiques ministérielles.

Ils peuvent par exemple faire savoir aux agents de police et aux membres du public qui veulent porter une accusation criminelle contre quelqu'un s'il existe bien un fondement légal à une telle accusation. La loi leur permet de demander qu'une personne accusée d'une infraction criminelle soit emprisonnée en attendant son procès. Les procureurs de la Couronne ont aussi le pouvoir, l'obligation même, de décider si les accusations portées contre une personne justifient une action en justice. Enfin, les procureurs de la Couronne peuvent négocier avec l'avocat de la défense en vue de s'entendre sur des points particuliers qui ne seront pas contestés lors du procès.

Nous avons demandé aux procureurs de la Couronne s'ils pensaient qu'en général, les minorités raciales sont traitées de la même façon que les personnes de race blanche dans le système judiciaire de l'Ontario. La vaste majorité – trois sur quatre (74 %) — pensent, ou sont convaincus, que les tribunaux traitent généralement les Blancs et les membres des minorités raciales de la même façon. Seulement un procureur interrogé sur huit (13 %) n'est pas d'accord.

Nous avons aussi interrogé les procureurs de la Couronne sur l'étendue de la discrimination à l'égard des minorités raciales au sein du système de justice pénale de l'Ontario. La plupart – trois sur cinq (61 %) – pensent que la discrimination existe, mais seulement dans certains secteurs et seulement de la part de certaines personnes. Une minorité – environ un procureur interrogé sur cinq (18 %) – pense qu'il n'y a pas de discrimination à l'égard des minorités raciales dans le système de justice pénale de l'Ontario. Moins d'un répondant sur dix (7 %) pense que la discrimination à l'égard des minorités raciales est largement répandue, mais subtile et difficile à détecter. Seulement 1 % des répondants pensent que la discrimination à



l'égard des minorités raciales est largement répandue et facile à observer.

De nombreux procureurs de la Couronne ont répondu à l'invitation qui leur était faite de nous dire ce qu'ils pensaient personnellement de la question du racisme dans le système de justice pénale. Comme on peut s'y attendre d'après les réponses résumées ci-dessus, la plupart ont déclaré qu'en général, il n'y a pas de problème de racisme dans les tribunaux de l'Ontario. Ces procureurs de la Couronne ont mentionné **la bonne foi, l'éducation et le professionnalisme des personnes qui travaillent pour la justice** :

Je crois sincèrement que le devoir et l'honneur sont deux concepts qui ne sont pas étrangers à la façon dont les professionnels du système de justice pénale s'acquittent de leurs fonctions, qu'ils soient juges ou avocats, qu'ils fassent partie du personnel de soutien ou des forces de police. Dans les années 1990, les personnes qui occupent ces postes sont mieux éduquées que jamais. J'ai donc du mal à croire que les incidents de racisme qui peuvent se produire à l'occasion sont autre chose que des événements très isolés.

Certains procureurs de la Couronne qui pensent qu'il n'y a pas de racisme dans le système judiciaire ont manifesté une forte opposition au mandat et au travail de la Commission. Selon eux, les gens qui croient à l'existence d'un racisme systémique dans le processus pénal **ne comprennent pas le système judiciaire** :

Les plaintes continuelles à propos d'une prétendue discrimination sont une perte de temps. La suggestion de discrimination est sans fondement.

Ces procureurs vont jusqu'à dire que les personnes qui se plaignent de discrimination raciale **se cherchent des excuses** :

Il est bien trop facile dans notre société de crier au racisme, plutôt que de faire face aux véritables raisons pour lesquelles on a des difficultés avec la loi.

D'autres procureurs de la Couronne, cependant, sont convaincus que le racisme pose un réel problème dans le système judiciaire. Ils ont parlé de **la subtilité du racisme** :

Les exemples explicites de racisme dans le système de justice pénale sont rares. Ce sont les exemples subtils qui sont partout.

Les procureurs de la Couronne qui pensent que le système de justice pénale traite les personnes différemment suivant leur race ont aussi évoqué **les personnes et les cadres responsables du racisme dans le système judiciaire** :

Le comportement des autorités judiciaires a besoin d'être examiné de plus près. Lorsque les juges ou les juges de paix font des commentaires déplacés etc., il faut réagir. Actuellement, bien que la réputation de certains individus ne soit plus à faire, le système laisse courir. Tant que nous fermerons les yeux sur leur comportement, ce qui équivaut à le pardonner, ils continueront, et même de plus belle.

**Ce que pensent les avocats de la défense**

Les avocats de la défense représentent les personnes accusées d'avoir commis une infraction criminelle.

Leurs principaux pouvoirs discrétionnaires entrent en jeu au moment de négocier avec les procureurs de la Couronne sur les faits, les plaidoyers et les sentences,

d'élaborer une stratégie pour défendre leur client lors du procès et enfin, de rassembler et de présenter des informations sur la personne accusée qui pourraient influencer la sentence, autrement dit, la peine qui lui sera imposée. Dans l'exercice de ces pouvoirs, les avocats de la défense sont guidés par la loi et la pratique courante, les désirs de leurs clients et leur obligation professionnelle de servir, non seulement ces derniers, mais aussi le tribunal.

Nous avons demandé aux avocats de la défense s'ils pensaient qu'en général, les minorités raciales sont traitées de la même façon que les personnes de race blanche dans le système judiciaire de l'Ontario. Cinq avocats de la défense sur dix (50 %) ont répondu que les Noirs et les membres des autres minorités raciales sont traités de la même façon que les Blancs. Quatre avocats de la défense sur dix (40 %) ne sont pas d'accord.

Cette question, comme beaucoup d'autres, a suscité différents types de réponses suivant que les avocats avaient une importante clientèle de membres des minorités raciales (40 % ou plus de leurs clients) ou non.

Les avocats avec une importante clientèle de membres des minorités raciales ont répondu pour moitié (52 %) que les Noirs et les membres des autres minorités raciales ne sont pas traités de la même façon que les Blancs, par comparaison avec trois sur dix (34 %) des avocats de la défense qui comptaient peu de membres des minorités raciales parmi leur clientèle. Quatre sur dix (38 %) des avocats servant beaucoup de membres des minorités raciales pensent que les Noirs et les membres des autres minorités raciales sont traités de la même façon que les Blancs, par comparaison avec six sur dix (56 %) des avocats de la défense qui ne travaillent pas souvent avec des membres des minorités raciales.

Encore une fois, beaucoup d'avocats de la défense ont profité du sondage pour nous

communiquer leurs commentaires. Sur la base de leur expérience de l'administration de la justice pénale, certains ont déclaré **qu'ils ne voient aucun racisme dans les tribunaux de l'Ontario :**

Mon observation est la suivante : vous faites enquête sur un faux problème. Pourtant, je parie que vous allez recommander un ensemble compliqué de mesures pour régler un problème qui n'existe pas.

D'autres avocats, qui avaient de toute évidence une expérience bien différente de l'administration de la justice pénale, ont signalé **les préjugés subtils contre leurs clients membres des groupes minoritaires :**

On ne parle jamais de racisme, mais il est certain que les notions de crédibilité, de culpabilité hors de tout doute raisonnable et d'innocence jusqu'à preuve de la culpabilité sont moins évidentes face à un client de race noire ou jaune. Le problème ne se limite pas aux agents de police et aux procureurs.

Ces avocats ont aussi mentionné **l'exercice du pouvoir discrétionnaire :**

Les agents de police, les procureurs et les juges partent du principe que certaines minorités raciales ont davantage tendance à se rendre coupables de certaines catégories d'infractions, ce qui les amène à exercer ou à ne pas exercer leur pouvoir discrétionnaire selon les circonstances.

Ils reprochent à leurs collègues **un comportement raciste en privé :**

Je suis souvent consterné par le fait que les juges, les procureurs, les agents de police et même les avocats de la défense pensent automatiquement qu'ils parlent à

quelqu'un qui est d'accord avec leur point de vue raciste.

de classe viennent s'ajouter aux préjugés raciaux.

Les avocats de la défense pour qui la discrimination raciale dont il est question ici est une réalité ont évoqué **les responsabilités des agents de police, des juges et, dans une moindre mesure, des procureurs de la Couronne et des avocats de la défense en ce qui concerne le racisme dans le système de justice pénale :**

S'il y a une discrimination notable contre les minorités, elle est pire contre les Noirs. Les agents de police perçoivent la communauté noire comme une sous-culture criminelle... Les avocats de l'aide juridique qui travaillent en mercenaires et au volume ont tendance à s'intéresser encore moins aux droits de leurs clients noirs si cela ne va pas dans le sens de l'opportunisme et de l'argent facile.

Plusieurs avocats de la défense percevaient des préjugés systémiques dans le système judiciaire et étaient conscients de la vulnérabilité des accusés membres des minorités raciales à ces préjugés, mais ils disaient que **l'inégalité de traitement est surtout ou réellement due à des motifs autres que la race :**

Les différences de traitement me paraissent essentiellement «systémiques» – autrement dit, liées au fait que les accusés de race blanche sont plus souvent en mesure que les membres des minorités raciales de présenter les éléments (argent, emploi, cure de désintoxication, soutien familial, soutien communautaire, etc.) qui incitent les procureurs, la police et les juges à accorder la liberté sous caution ou à faire preuve d'indulgence pour ce qui est de la peine réclamée ou imposée. Les préjugés

### **Résumé des perceptions des juges et des avocats**

Ces résultats indiquent deux choses importantes. D'abord, il y a des variations substantielles parmi les professionnels de la justice quant à la perception de la présence de discrimination raciale dans les tribunaux criminels de l'Ontario. Ensuite, comme l'illustrent les propos tenus par les personnes que nous avons interrogées, beaucoup de professionnels de la justice rejettent la possibilité même que le racisme systémique représente un véritable problème dans les tribunaux criminels de l'Ontario.

Un grand nombre des commentaires laissent croire que les préjugés fondés sur la classe ou le revenu inhérents, autrement dit profondément ancrés, dans la société canadienne sont transmis au système judiciaire par le biais d'autres institutions comme le système d'éducation et les marchés du travail. Comme on peut penser que l'existence de préjugés fondés sur la classe ou le revenu ne porte pas atteinte à la réputation des juges ou des avocats, il est peut-être plus facile pour les professionnels de la justice de reconnaître ce problème sans avoir le sentiment d'en être personnellement responsables.

Par contre, un grand nombre des commentaires recueillis lors du sondage révèlent une tendance à traiter toute suggestion de préjugés d'ordre racial dans le système judiciaire comme une attaque contre l'intégrité personnelle des répondants. Cette réaction suggère que l'idée de discrimination raciale évoque l'image de décisions délibérément injustes, prises par des individus spécifiques et motivées par des jugements négatifs sur les races. Cette vue étroite que tout préjugé d'ordre racial dans les tribunaux reflète nécessairement une malveillance délibérée est à l'origine du



refus indigné de reconnaître un profond problème dans la société canadienne.

Il est important de comprendre les effets négatifs du racisme, même lorsqu'ils ne sont pas le résultat de motivations conscientes. Il faut faire davantage d'efforts pour reconnaître et éliminer les formes plus subtiles du racisme. La coopération et les initiatives des personnes concernées au plus près par le système de justice pénale s'avéreront essentielles aussi bien pour répandre la perception d'une égalité véritable dans le système de justice pénale de l'Ontario que pour traduire cette perception dans la réalité.

### **Conclusion**

Il est important de restaurer la confiance du public dans le système de justice pénale. La Commission a pu constater qu'une proportion importante de Torontoises et de Torontois de race noire doutent fort de l'équité du système de justice pénale de l'Ontario. Beaucoup de Blancs et de Chinois de Toronto partagent ce point de vue.

Il ressort aussi du sondage effectué pour le compte de la Commission que les autorités judiciaires sont divisées sur la question de savoir si le système de justice pénale traite tous les résidents de l'Ontario équitablement. Les données recueillies suggèrent qu'une vaste proportion des personnes interrogées estiment que la discrimination est chose courante. Il n'est plus possible d'écarter leurs déclarations comme étant des attaques portées contre le système de justice pénale par des personnes qui ne le comprennent pas.

Les conclusions de l'étude faite par la Commission sont un appel à prendre les préoccupations exprimées au sérieux et à utiliser toutes les ressources disponibles pour concrétiser et améliorer ce qui n'est encore qu'une promesse d'égalité. Ces ressources comprennent entre autres les membres du système judiciaire et les membres du public qui reconnaissent l'existence du problème et

qui sont prêts à prendre les devants pour proposer des solutions.



# 3

## *Le racisme dans le système judiciaire : qu'entend-on par racisme systémique?*

### **Qu'est-ce que le racisme systémique?**

*Nous entendons par racisme systémique la production sociale d'une inégalité fondée sur la race dans les décisions dont les gens font l'objet et les traitements qui leur sont dispensés.* L'inégalité raciale est le résultat de l'organisation de la vie économique, culturelle et politique d'une société. Elle est le résultat de la combinaison de ce qui suit : la construction sociale des races comme réelles, différentes et inégales (racialisation); les normes, les processus et la prestation des services utilisés par un système social (structure); les actions et les décisions des gens qui travaillent pour les systèmes sociaux (personnel).

### **Qu'est-ce que la racialisation?**

*La racialisation est le processus par lequel une société construit théoriquement les races comme réelles, différentes et inégales de façons qui ont un effet sur la vie économique, politique et sociale.* Elle comprend la sélection de certaines caractéristiques humaines comme des marques significatives de différences d'ordre racial; la classification des gens en races sur la base des variations de ces caractéristiques; l'attribution de traits de personnalité, de comportements et de particularités sociales aux gens classés comme membres de certaines races; une façon d'agir comme si la race indiquait des différences socialement significatives entre les gens.

Les races sont un produit de la racialisation, autrement dit elles sont créées par elle. Sans la racialisation, elles

n'existeraient pas. La race est un mythe parce qu'il n'existe aucune norme scientifique qui permette de classer l'humanité en groupes raciaux distincts. Les variations entre les êtres humains ne présentent tout simplement pas de tendances régulières qui permettent d'effectuer une classification objective des gens en races différentes. Quels que soient les critères utilisés pour assigner certaines personnes à une catégorie raciale particulière — comme la couleur de la peau, la texture des cheveux, la forme du nez ou la taille — les preuves démontrent de façon concluante, et cela pour un grand nombre de gens, que les similarités sont plus grandes entre les membres des groupes raciaux supposés différents qu'entre les membres du même groupe. Par ailleurs, les indications supposées de race n'ont pas d'effet prévisible sur le comportement d'une personne ni ne révèlent quoi que ce soit sur son caractère. Même si la science n'a pas d'argument cohérent à offrir pour diviser l'humanité en races, les systèmes adoptés par les sociétés pour mener à bien leurs affaires peuvent refléter ou incorporer des jugements racialisés.

Il arrive que la racialisation soit explicite, officielle et soutenue par la loi, comme dans le cas de l'apartheid. Elle peut continuer à avoir des effets puissants alors qu'elle est seulement un trait implicite et non officiel du système. Dans ces situations, elle se révèle par la façon dont les gens agissent et dont les institutions fonctionnent. *La racialisation est active dans tout système*

*social où les gens agissent et les institutions fonctionnent comme si les races représentaient des différences réelles et significatives entre certains être humains.*

### **Que sont les signes des différences fondées sur la race?**

La racialisation a besoin de signes pour marquer les différences et diviser les gens en catégories. Les signes d'origine indiquent qui doit être placé dans quel groupe racial. Les caractéristiques physiques héritées sont les principaux signes d'origine utilisés pour déterminer l'appartenance à un groupe. L'ethnicité, la culture et le lieu de naissance sont également utilisés pour créer des groupes raciaux.

### **Pourquoi ces différences fondées sur la race sont-elles considérées comme importantes?**

La racialisation attache des significations diverses aux différences entre les races qui découlent des origines historiques de la racialisation et des fins auxquelles elle est utilisée. Les préjugés et les jugements associés aux différences entre les races prennent généralement la forme de comparaisons hiérarchisées. Au Canada, ces significations reflètent les rapports perçus entre les aptitudes, les caractéristiques et les capacités des personnes de race blanche et ceux des gens définis comme appartenant à une race différente.

Au Canada, les principales significations attachées aux différences entre les races sont issues de deux systèmes importants : l'impérialisme et l'immigration. Les empires européens des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles ont utilisé les différences entre les races pour justifier l'exploitation des gens, des terres et des ressources d'autres sociétés. Dans le cadre de ce processus, les élites d'Angleterre, de France, d'Espagne, du Portugal et des Pays-Bas ont défini les membres des sociétés qu'ils exploitaient comme inférieurs, sauvages et étranges et

eux-mêmes comme supérieurs, civilisés et normaux. Les puissances impériales ont aussi utilisé ces significations pour justifier l'asservissement des peuples africains et leur transport aux Amériques.

Ces significations des différences entre les races, en plus de justifier l'exploitation économique, ont été intégrées dans les sociétés impériales européennes par la religion (surtout le christianisme), l'éducation, la culture et la politique. De nos jours, ces significations sont bien établies dans un grand nombre de sociétés, y compris le Canada.

Les systèmes d'immigration, comme les systèmes impériaux, peuvent juger des groupes raciaux comme inférieurs et supérieurs, normaux ou bizarres, civilisés ou sauvages. Ces systèmes d'immigration considèrent la race comme une mesure de compatibilité et d'adaptabilité à la société hôte.

L'importance accordée à la compatibilité avec l'identité canadienne (blanche) aux fins d'immigration a influencé à son tour les significations attachées à la différence entre les races parmi les résidents du Canada. Beaucoup de gens à la peau blanche ne sont pas racialisés comme blancs ou ethniques ou comme membres d'une culture différente. Leurs signes d'origine sont invisibles parce qu'ils sont définis par la couleur de leur peau comme «Canadiens». Ces Canadiens peuvent mener leur vie quotidienne sans avoir à répondre à des questions explicites ou voilées sur leurs origines et leur appartenance à ce pays.

Par contraste, les constructions des autres Canadiens comme «étrangers» et les jugements relatifs à leur incompatibilité persistent longtemps après qu'ils ont immigré dans notre pays. Les descendants des pionniers noirs, asiatiques et originaires du Sud asiatique qui n'ont pas d'autre patrie que le Canada peuvent découvrir qu'ils sont perçus comme des gens de l'extérieur, traités comme des étrangers et supposés ne pas

comprendre les «façons de faire canadiennes».

### **La racialisation des systèmes sociaux**

La racialisation peut produire l'inégalité raciale dans les systèmes sociaux qui sont des processus organisés pour dispenser des services. Des institutions comme la police, les tribunaux et les prisons sont des systèmes, tout comme les organismes communautaires, les gouvernements et les corporations.

Les systèmes comprennent des gens avec leurs attitudes et leurs croyances (personnel du système); des valeurs, des procédures, des politiques et des règles non officielles (normes d'exécution); des façons de prendre les décisions et des modes de prestation des services. Ces éléments s'influencent continuellement les uns les autres avec le temps et constituent un ensemble perçu comme un tout. La totalité des normes et des processus d'un système et les actions de son personnel constituent ses pratiques systémiques.

La racialisation présente dans tout élément d'un système ou d'un sous-système a la capacité d'introduire la racialisation dans les pratiques systémiques, c'est-à-dire d'entretenir ou de transmettre la racialisation au sein du système. En l'absence d'une vigilance constante, les éléments du système peuvent aussi laisser la racialisation s'infiltrer dans les pratiques. De plus, la racialisation présente dans tout système ou sous-système peut être transmise à tout autre système qui lui est associé.

### **Comment les gens introduisent la racialisation dans les systèmes**

Les gens introduisent la racialisation dans les systèmes lorsqu'ils agissent comme si les races étaient réelles, différentes et inégales. Ils peuvent agir de cette façon parce qu'ils éprouvent personnellement de l'hostilité à l'égard des membres des groupes racialisés et que le système ne les empêche pas de

l'exprimer. Ce sont les manifestations de cette hostilité que l'on appelle généralement le «racisme explicite».

Les gens qui n'éprouvent pas d'hostilité personnelle contre les gens racialisés peuvent aussi se conduire comme si les races étaient réelles, différentes et inégales. Ils peuvent agir ainsi parce que ce type de comportement procure des avantages, facilite la vie, aide à mieux s'entendre avec ses collègues ou simplifie les choses. Si leur comportement repose explicitement sur des catégories raciales, il peut aussi être qualifié de racisme explicite. Sinon, on parlera de racisme implicite, voilé ou subtil.

Les insultes racistes ajoutent une autre dimension à l'expansion de la racialisation. Lorsque des gens de race blanche qui occupent une position de pouvoir insultent des Noirs ou d'autres personnes racialisées en termes racistes, leur langage reflète les jugements de la société sur la supériorité des Blancs et l'infériorité des autres. Le langage raciste a cet effet, qu'il soit ou non utilisé à cette fin, parce que ces jugements font partie intégrante de la signification attachée aux mots. En conséquence, les insultes racistes ont pour effet à la fois d'insulter le prisonnier individuel auquel elles s'adressent et d'exprimer une histoire de mépris général à l'endroit du groupe racial tout entier.

Par exemple, les agents correctionnels qui utilisent un langage injurieux à caractère raciste transmettent la racialisation dans les systèmes d'incarcération, ce qui donne lieu à des incidents de racisme explicite. Ces incidents peuvent avoir différentes causes. Par exemple, l'hostilité personnelle envers les Noirs ou d'autres personnes racialisées est un facteur, le manque de professionnalisme en est un autre et le besoin d'affirmer son contrôle un troisième. Cependant, il est essentiel d'identifier les différents facteurs à l'œuvre si l'on veut appliquer des remèdes appropriés.



### **Comment les processus de prise de décisions introduisent la racialisation dans les systèmes**

Les processus de prise de décisions introduisent la racialisation dans les systèmes quand les normes ou les critères sur lesquels reposent les décisions reflètent ou tolèrent certains préjugés contre les personnes racialisées. Les critères et les normes font partie des normes d'exécution d'un système et peuvent être officiels et explicites comme lorsqu'ils sont énoncés dans des lois, des politiques et des procédures. Ils peuvent aussi ne pas être énoncés officiellement et découler des façons acceptées de faire les choses.

La présence de préjugés fondés sur la race dans les prises de décisions se manifeste par une inégalité raciale dans le traitement et les résultats. Ces inégalités peuvent à leur tour promouvoir la racialisation dans le système où il y a des préjugés et dans les systèmes connexes. Ceci se produit lorsque les gens voient les disparités comme des preuves que les races sont réelles, différentes et inégales — plutôt que le produit des processus de prise de décisions du système.

### **Préjugés inhérents aux normes dans la prise de décisions**

Les normes peuvent contenir des préjugés inhérents contre les gens racialisés. Ce type de préjugé direct est présent lorsque les normes traitent quelque chose d'implicitement lié à l'origine d'une personne comme ayant un rapport avec la décision. Il peut être inhérent aux normes d'exécution officielles comme, par exemple, lorsque les systèmes d'immigration exigent des Noirs et d'autres personnes racialisées qui font une demande d'immigration qu'elles aient des aptitudes supérieures à celles des personnes non racialisées. Les préjugés peuvent aussi être liés à des critères non officiels. Les normes peuvent aussi contenir des préjugés inhérents si elles utilisent des critères apparemment neutres qui ont

cependant pour effet de pénaliser les personnes racialisées. La discrimination qui résulte de ce type de norme est généralement appelée indirecte.

### **Préjugés transmis dans les processus de prise de décisions**

Dans les systèmes sociaux, plusieurs décisions doivent être prises à différentes étapes par différents membres du personnel du système. Cela signifie que les choix effectués ou les décisions prises à une étape du processus ont un effet sur les autres décisions prises dans le système. La racialisation dans une partie du système a donc de très fortes chances de se transmettre à d'autres parties, à moins que des précautions ne soient prises.

### **Comment le mode de prestation des services peut encourager la racialisation**

La façon dont un système organise et dispense ses services peut indiquer qu'il soutient la racialisation ou ne reconnaît pas que les personnes racialisées et les personnes de race blanche sont égales. Toute acceptation apparente de la racialisation peut réduire de façon notable la confiance dans l'engagement du système envers l'égalité. Les systèmes utilisés par des nombres importants de Noirs et d'autres personnes racialisées mais dont le personnel est presque exclusivement blanc se présentent presque toujours comme s'ils soutenaient la racialisation.

Il se peut que le système de justice pénale puisse démontrer qu'il n'exclut pas délibérément les personnes autochtones, noires ou membres d'autres groupes racialisés des emplois et qu'il n'entretient pas d'obstacle évident à leur recrutement. Mais cette preuve ne suffit pas à rassurer les utilisateurs et à les convaincre que le système de justice pénale répudie la racialisation, et un système qui n'est pas capable de persuader ses utilisateurs qu'il



rejette la racialisation risque d'être perçu comme lui donnant son aval.

### **Les liens entre les normes d'exécution et la racialisation dans les systèmes sociaux**

Pour gérer leur personnel, leurs processus de prise de décisions et la prestation de leurs services, les systèmes se fondent sur des lois, des politiques et des procédures internes. Ces règles non officielles représentent les ententes souvent tacites sur la façon dont les opérations journalières de l'institution sont effectuées. Les normes d'exécution peuvent introduire la racialisation dans un système si les critères sur lesquels se fondent les prises de décisions sont entachés de préjugés. Elles peuvent promouvoir la racialisation si elles encouragent les stéréotypes et les préjugés qui prétendent que les races sont réelles, différentes et inégales. Les normes d'exécution peuvent témoigner d'une tolérance envers la racialisation dans les pratiques systémiques. Il y a trois principales formes de tolérance : la tolérance passive, l'indifférence et la complicité.

La tolérance passive de la racialisation reflète un manque total de sensibilisation au fait qu'elle s'est infiltrée dans le système. C'est le cas lorsque les gens responsables du travail effectué par une institution ne voient pas les signes de racisme dans ses pratiques, car celles-ci ne sont pas contrôlées.

L'indifférence est une forme plus active de tolérance de la racialisation; elle existe lorsqu'une institution est consciente du fait que le racisme est présent dans ses pratiques mais que ses normes d'exécution n'y opposent pas de réponse efficace. Il y a parfois indifférence parce que les normes d'exécution d'un système ne traitent pas l'égalité raciale comme une priorité. Les gens peuvent être au courant des incidents racistes mais ils ne leur prêtent pas attention parce qu'ils pensent que ces événements ne se produisent qu'à petite échelle ou qu'il s'agit d'incidents isolés. L'indifférence peut

aussi venir du fait que les décideurs ne voient pas clairement comment éliminer le racisme systémique et que les normes d'exécution n'encouragent pas le développement des compétences nécessaires pour ce faire.

La troisième forme de tolérance institutionnelle du racisme, la complicité, apparaît lorsque les normes d'exécution encouragent des pratiques basées sur des normes racialisées. Cette forme de racisme systémique est active en ce sens que l'institution soutient les règles ou les normes. Elle est aussi explicite en ce sens que les règles ou les normes sont clairement reconnues comme acceptables.

De nos jours, au Canada, cependant, la norme offensante est rarement motivée par l'hostilité raciale. Ce qui arrive, c'est que la règle a pu être adoptée pour une raison apparemment légitime, mais qu'elle est discriminatoire à l'égard des gens racialisés. L'essence de la complicité n'est pas l'intention derrière la règle mais la pratique qu'elle encourage.

### **Le racisme systémique : résumé de la définition**

Le racisme systémique est un phénomène social complexe. Il s'agit du processus sous-jacent qui rend «systémiques» des incidents, des actions et des conséquences spécifiques. Ce processus est lui-même constitué d'autres processus sociaux. L'un d'entre eux est la racialisation, l'autre est le système.

Au Canada, la racialisation consiste à classer les gens par référence à des signes d'origine et à porter des jugements sur leur caractère, leurs aptitudes, leurs talents et leur capacité de s'intégrer au Canada en fonction de ces signes. À mesure qu'elles sont utilisées, ces constructions sociales voulant que certaines personnes soient considérées comme membres de groupes raciaux distincts doté d'une personnalité, d'un comportement et de capacités prévisibles sont renforcées. Les systèmes

sociaux — qui sont des façons d’organiser certaines activités et d’accomplir certaines tâches — font intervenir des processus qui ne contiennent ni ne perpétuent la racialisation de façon inhérente. Ils peuvent cependant intégrer la racialisation dans leurs normes d’exécution et leurs prises de décisions et la tolérer dans la prestation des services.

C’est le personnel qui est responsable de l’introduction et de l’entretien de la racialisation dans ces systèmes sociaux. Cependant, il est souvent impossible d’attribuer la responsabilité de l’introduction de la racialisation à des individus particuliers parce que les classifications et les jugements sont intégrés aux normes d’exécution du système. C’est ce processus d’introduction et d’entretien de la racialisation dans les systèmes sociaux qui constitue le racisme systémique.

Le personnel du système, le véhicule par lequel un système social applique et transmet la racialisation, est aussi le seul à pouvoir l’éliminer et protéger le système contre son retour. Bien qu’on ne puisse attendre du personnel et des cadres d’un système qu’ils réussissent à eux seuls à faire disparaître la racialisation, ils doivent s’engager à tout faire pour la rendre intolérable s’ils veulent que des changements réels, efficaces et permanents se produisent.

### **Le racisme systémique : comment le reconnaître et l’éliminer**

Le racisme systémique se manifeste par des incidents, des actions et des conséquences et on le reconnaît par son impact sur les personnes racialisées. Pour éliminer le racisme systémique, il faut commencer à déterminer son impact, puis examiner les pratiques systémiques afin de découvrir à quelles fins le racisme est utilisé dans le système et comment la racialisation est introduite, transmise et entretenue. Ce n’est qu’alors qu’il sera possible d’élaborer et de mettre en œuvre des réformes appropriées.

Il y a deux façons de procéder pour reconnaître le racisme à partir de son impact. On peut concentrer son attention sur les expériences des personnes racialisées, et on peut comparer les conséquences des décisions d’accorder ou de refuser des avantages à des personnes racialisées et non racialisées.

Dans l’approche basée sur l’expérience, les sentiments d’exclusion et d’injustice que les gens racialisés peuvent éprouver par suite du traitement qui leur est imposé sont des éléments essentiels de la reconnaissance de l’impact du racisme. Comme les autres méthodes, cependant, cette façon de procéder a ses limites. Les gens n’éprouvent pas de la même façon les mêmes événements ou les mêmes pratiques. C’est ainsi que la décision de prêter foi aux expériences d’une personne ou d’un groupe amène immédiatement à se demander pourquoi les expériences d’autres personnes ou d’autres groupes seraient moins valides. L’expérience, même si elle est présentée avec conviction, de façon cohérente et équilibrée, peut ne pas réussir à convaincre ceux qui croient tout simplement à une autre version de la vérité. Même dans un groupe particulier, les expériences peuvent varier énormément. Par exemple, les commentaires des juges et des avocats rapportés au chapitre 2 illustrent des expériences radicalement différentes en ce qui concerne le problème posé par le racisme systémique dans le système de justice pénale de l’Ontario.

Une seconde limitation du recours à l’expérience pour reconnaître le racisme est qu’il est difficile d’y avoir accès. Rares sont ceux qui prennent plaisir à raconter publiquement des incidents où ils se sont sentis humiliés et, pour beaucoup, les effets du racisme font partie des expériences les plus dégradantes de leur vie. En outre, les gens hésitent à parler de leurs expériences de racisme par crainte du scepticisme qui risque d’accueillir leur récit.

Une autre façon de déterminer l'impact du racisme consiste à comparer les effets des pratiques systémiques sur les gens racialisés et non racialisés. Ces comparaisons ont pour but de révéler les tendances suspectes dans les normes utilisées pour prendre les décisions ou dans la façon dont les normes sont appliquées. Les approches comparatives utilisent souvent des méthodes statistiques pour identifier les tendances. Les comparaisons statistiques sont souvent considérées comme plus objectives et fiables que d'autres façons d'établir la présence du racisme systémique.

Ces méthodes ont aussi leurs limites. Si l'on fait trop confiance aux mesures quantitatives, on risque d'enfermer le racisme dans une définition trop étroite et, par le fait même, de ne pas voir ou de mal comprendre les rapports entre la racialisation et d'autres facteurs susceptibles d'influencer les pratiques systémiques, y compris d'autres divisions sociales. Une approche étroite peut aussi empêcher de comprendre l'influence des combinaisons de facteurs qui peuvent influencer les décideurs.

## **Conclusion**

Le racisme a une longue histoire au Canada. C'est à cause du racisme que l'on a refusé d'accorder des droits civils et politiques fondamentaux à des citoyens canadiens; que l'on a interdit certains emplois à des adultes et certaines écoles à des enfants; que l'on a limité les possibilités d'acquisition des terres et empêché des gens d'utiliser certains hôtels, bars, théâtres et autres installations de loisirs. C'est ainsi que, sous bien des formes, le racisme a restreint les chances de succès et d'avenir de certains Canadiens et en a avantagé d'autres.

Bien que beaucoup de Canadiens aient accepté le racisme au cours de l'histoire, d'autres s'y sont vigoureusement opposés. Ces efforts ont eu des résultats importants. Alors qu'autrefois, la loi autorisait et encourageait l'inégalité de traitement fondée

sur la race, de nos jours, elle interdit généralement ce type de discrimination.

Malgré ces succès notables, le racisme reste ancré dans la société canadienne. Il continue de façonner la vie des Autochtones, des Noirs et des autres personnes racialisées. Pour faire des progrès en vue de l'élimination du racisme, les Canadiens doivent maintenant s'attaquer aux dimensions systémiques du racisme.



# 4

## *Les admissions dans les prisons*

La Commission a déterminé dans quelle mesure l'exercice du pouvoir discrétionnaire dans le système de justice pénale a un impact négatif sur les personnes de race noire, notamment en ce qui concerne l'incarcération avant le procès et après condamnation. Nous nous sommes attachés à l'incarcération parce que l'emprisonnement constitue la peine la plus sévère que le gouvernement puisse imposer à une personne.

Il ressort de notre analyse que les hommes, les femmes et les jeunes hommes de race noire sont massivement surreprésentés dans les incarcérations, que cette surreprésentation a augmenté de façon spectaculaire ces dernières années et qu'elle est beaucoup plus élevée parmi les admissions avant le procès que parmi les détenus qui ont reçu une sentence.

### **Qui est admis dans les établissements correctionnels provinciaux et pourquoi?**

Les accusés en attente de procès, les jeunes contrevenants condamnés à la prison et les adultes condamnés à des peines de prison inférieures à deux ans sont détenus dans les établissements correctionnels provinciaux.

La plupart des gens admis dans les établissements correctionnels de l'Ontario sont accusés ou condamnés pour des infractions non violentes. Il s'agit le plus souvent de cas faisant intervenir des crimes contre la propriété, qu'il s'agisse d'admissions avant le procès ou après la condamnation. Les accusations en rapport avec les drogues et les infractions contre

l'administration de la justice produisent aussi un nombre considérable de détenus.

Cette tendance à emprisonner des contrevenants non violents donne à penser que l'emprisonnement est surutilisé. L'emprisonnement est très coûteux et n'est pas un moyen de réadaptation efficace. Les responsables du système judiciaire devraient retenir moins souvent l'incarcération pour les contrevenants non violents. Nos conclusions sur l'inégalité raciale dans les incarcérations donnent une autre raison aux responsables du système judiciaire de limiter le recours à l'incarcération des contrevenants non violents pour donner la faveur à d'autres solutions qui permettent la réadaptation.

### **Constatations**

Il est important de souligner que le nombre total de détenus dans les établissements correctionnels ontariens est demeuré relativement constant; c'est la proportion d'hommes et de femmes de race noire ainsi que de jeunes hommes qui a augmenté.

Les données sur les établissements correctionnels de l'Ontario montrent que, de 1986-1987 à 1992-1993, le nombre de personnes de race noire admises dans les établissements correctionnels de l'Ontario a augmenté de 204 % alors que le nombre de détenus de race blanche augmentait de 23 %. Les données de 1992-1993 indiquent que, sur l'ensemble des admissions, les personnes de race noire et les autochtones sont surreprésentés par rapport à leur proportion dans la population provinciale, alors que les Asiatiques, les Indiens d'Asie et les Arabes sont sous-représentés.



Les femmes de race noire ou autochtones sont encore plus surreprésentées dans les admissions dans les établissements correctionnels que les hommes de race noire ou autochtones. Des données de 1992-1993 indiquent que les personnes de race noire, asiatiques, originaires du Sud de l'Asie et arabes sont envoyées en prison à des taux beaucoup plus élevés avant le procès qu'après condamnation alors que les personnes de race blanche ou autochtones sont envoyées en prison avant le procès environ aux mêmes taux qu'après condamnation.

### **Quelle est la situation dans les établissements correctionnels de la communauté urbaine de Toronto?**

La disparité entre les admissions de personnes de race noire et les admissions de personnes de race blanche est encore plus marquée lorsqu'on se concentre sur les établissements correctionnels qui desservent la région de la communauté urbaine de Toronto. Le **Centre de détention de l'Ouest de la communauté urbaine de Toronto** est typique à cet égard : en 1986-1987, environ 75 % des hommes admis étaient de race blanche et environ 11 % étaient de race noire. En 1992-1993, les personnes de race blanche représentaient moins de 60 % des admissions et les personnes de race noire plus de 30 %.

Les admissions de femmes de race blanche ont augmenté, mais bien moins que celles de femmes de race noire. En 1992-1993, le **Centre de détention de l'Ouest de la communauté urbaine de Toronto** (femmes) a admis 52 % de plus de femmes de race blanche qu'en 1986-1987, mais 148 % de plus de femmes de race noire.

### **Tendances concernant les admissions de personnes de race noire et de race blanche accusées de trafic/importation de drogues**

Les augmentations reconnues des admissions de détenus de race noire et de détenus de

race blanche couvrent toute une gamme d'accusations mais une catégorie domine : celle de trafic/importation de drogues. Les augmentations des admissions de personnes de race blanche sont importantes dans la plupart des établissements correctionnels mais semblent mineures si on les compare à l'évolution des admissions de personnes noires qui font face aux mêmes accusations. Au **Centre Vanier pour les femmes**, par exemple, les admissions de femmes de race blanche pour trafic/importation de drogues ont augmenté de 667 % de 1986-1987 à 1992-1993. Par contre, les admissions de femmes de race noire ont augmenté de 5 200 % au cours de la même période. Les données indiquent que la plupart des personnes admises pour trafic/importation de drogues en 1986-1987 étaient de race blanche mais qu'en 1992-1993, la plupart étaient de race noire.

### **Quelles sont les causes de ces tendances?**

Il ressort deux facteurs généraux : l'expansion des établissements correctionnels et les changements apportés aux pratiques de justice pénale. Au cours des années 80, la province a lancé un vaste programme d'expansion des établissements. En 1992, la capacité des établissements de l'Ontario était de 30 % supérieure à celle de 1985 alors que, pendant la même période, le Québec maintenait la capacité de ses établissements aux niveaux de 1985. En 1992, le taux de criminalité officiel de l'Ontario était à peu près le même que celui du Québec alors que le taux d'emprisonnement était supérieur d'un tiers.

L'expansion des établissements correctionnels de l'Ontario a un rapport évident avec l'augmentation générale des incarcérations. Pourquoi, cependant, les admissions des femmes et des hommes de race noire ont-elles augmenté si rapidement par rapport aux admissions des femmes et des hommes de race blanche? À cause, du

moins en partie, de la «guerre à la drogue» menée au Canada.

À partir du milieu des années 80, le Canada a emboîté le pas aux États-Unis et a décidé que l'application de la loi serait la principale stratégie pour lutter contre les drogues. Ces politiques sont appuyées par des poursuites vigoureuses, et on cherche le plus souvent à obtenir l'emprisonnement des coupables, quelle que soit la quantité de drogue en cause.

### **Comment cette «guerre à la drogue» produit-elle des inégalités raciales dans les incarcérations?**

Ni les tendances de l'utilisation des drogues ni le contrôle de l'approvisionnement en drogues ne peuvent expliquer nos conclusions. Aucune preuve ne démontre que les personnes de race noire font davantage usage de drogues que les autres ou sont surreprésentées parmi celles qui tirent le plus grand profit de la toxicomanie. Les événements des quelques dernières années indiquent, cependant, que des opérations de police intensives dans les quartiers à faible revenu où la majorité des habitants sont de race noire donnent lieu à des arrestations d'un nombre important et disproportionné de trafiquants de rue de race noire et de sexe masculin. De même, des opérations de police intensives contre les passagers des lignes aériennes donnent lieu à des arrestations d'un nombre plus faible mais toujours disproportionné d'intermédiaires de race noire et de sexe féminin.

Malheureusement, l'arrestation, la condamnation et l'emprisonnement des trafiquants de rue et des intermédiaires n'entravent pas l'approvisionnement de drogues, car les individus qui sont à la tête du crime organisé s'en tirent indemnes. Les experts des politiques concernant les drogues sont clairs : l'application de la loi contre les trafiquants et les intermédiaires à petite échelle a un effet insignifiant sur l'utilisation

des drogues. C'est un gaspillage de ressources. Beaucoup d'agents de police, d'avocats de la défense et certains juges (notamment certains que nous avons consultés) le reconnaissent. Ils savent que les politiques antidrogue efficaces visent le traitement et la prévention de la toxicomanie. Ces stratégies dirigent les ressources vers les utilisateurs de drogues existants et possibles, non vers les petits fournisseurs. S'il n'y avait pas de demande locale de drogues, le trafic de rue disparaîtrait et il n'y aurait pas besoin de recruter des intermédiaires à petite échelle.

Nos conclusions indiquent clairement qu'en Ontario, comme dans beaucoup d'endroits aux États-Unis, un effet de la «guerre à la drogue», voulu ou non, a été une augmentation de l'incarcération des personnes de race noire.

Cependant, les condamnations associées aux drogues ne suffisent pas à expliquer une telle inégalité raciale. Pour en savoir davantage sur l'inégalité raciale dans les incarcérations, la Commission a analysé de façon plus approfondie des données de 1992-1993, la première année de son mandat. Ses constatations sont résumées dans les tableaux suivants.

**Tableau 4-1 Admissions d'adultes dans les établissements correctionnels de l'Ontario,  
1986-1987 et 1992-1993**

	1986-1987		1992-1993		Changement de 1986-1987 à 1992-1993	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Blancs	83,4	49 555	73,1	60 929	+ 23,0	+ 11 374
Noirs/ Foncés <sup>1</sup>	7,1	4 205	15,3	12 765	+ 203,6	+ 8 560
Asiatiques	0,9	549	2,0	1 686	+ 207,1	+ 1 137
Autochtones	8,3	4 958	5,9	4 921	-0,7	-37
Autre/ race inconnue <sup>2</sup>	0,3	162	3,7	3 100	+ 1 813,6	+ 2 938
Total	100,0	59 429	100,0	83 401	+ 40,3	+ 23 972

**Source :** Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels de l'Ontario

1. Il s'agit des catégories raciales initiales de la base de données de 1986-1987. À titre de comparaison, la catégorie «Noirs/Foncés» de 1992-1993 comprend les personnes considérées comme étant de race noire ou indienne orientale.
2. En 1992-1993, la catégorie «Autre/race inconnue» comprend les personnes qui étaient classées comme «arabes» ou «autres» (ces catégories n'étaient pas utilisées en 1986-1987).

**Tableau 4-2 : Admissions de jeunes de 16 et 17 ans dans les établissements correctionnels de l'Ontario,  
selon le sexe et la race, 1992-1993**

	Femmes	Hommes	Total
Blancs	70,8 %	71,9 %	71,8 %
Noirs	1,5 %	13,3 %	12,5 %
Autochtones	22,0 %	6,3 %	7,5 %
Asiatiques	2,4 %	3,0 %	3,0 %
Indiens d'Asie	0,3 %	1,3 %	1,3 %
Arabes	0,9 %	0,8 %	0,8 %
Autres/race inconnue	2,1 %	3,3 %	3,2 %
Pourcentage total*	100,0 %	99,9 %	100,1 %
Nombre total d'admissions	336	4 369	4 705

**Source :** Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels

\* Les estimations peuvent ne pas donner 100 % à cause de l'arrondissement.



**Tableau 4-3 : Admissions de jeunes de 16 et 17 ans dans les établissements correctionnels de l'Ontario, selon la raison de l'admission et la race, 1992-1993**

	Détention préventive	Condamnés	Autre raison	Total
Blancs	70,4 %	76,0 %	73,4 %	71,8 %
Noirs	13,1 %	10,0 %	13,1 %	12,5 %
Autochtones	7,4 %	7,7 %	7,2 %	7,5 %
Asiatiques	3,4 %	2,2 %	1,6 %	3,0 %
Indiens d'Asie	1,4 %	0,7 %	1,2 %	1,3 %
Arabes	0,9 %	0,7 %	0,2 %	0,8 %
Autres/race inconnue	3,3 %	2,8 %	3,2 %	3,2 %
Pourcentage total*	99,9 %	100,1 %	99,9 %	100,1 %
N <sup>bre</sup> total d'admissions	3 289	919	497	4 705

**Source :** Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels

\* Les estimations peuvent ne pas donner 100 % à cause de l'arrondissement.

**Tableau 4-4 : Admissions d'adultes dans les établissements correctionnels de l'Ontario, selon le sexe et la race, 1992-1993**

	Femmes	Hommes	Total
Blancs	67,4 %	73,6 %	73,1 %
Noirs	17,1 %	13,4 %	13,7 %
Autochtones	9,2 %	5,6 %	5,9 %
Asiatiques	2,0 %	2,0 %	2,0 %
Indiens d'Asie	1,0 %	1,6 %	1,6 %
Arabes	0,3 %	0,8 %	0,7 %
Autres/race inconnue	3,1 %	3,0 %	3,0 %
Pourcentage total*	100,1 %	100,0 %	100,0 %
Nombre total d'admissions	6 998	76 403	83 401

**Source :** Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels

\* Les estimations peuvent ne pas donner 100 % à cause de l'arrondissement.

**Tableau 4-5 : Admissions d'adultes dans les établissements correctionnels de l'Ontario, selon la raison de l'admission et la race, 1992-1993**

	Détention préventive	Condamnés	Autre raison	Total
Blancs	68,9 %	79,9 %	61,5 %	73,1 %
Noirs	16,1 %	9,0 %	25,8 %	13,7 %
Autochtones	6,0 %	6,3 %	2,8 %	5,9 %
Asiatiques	2,9 %	1,0 %	2,1 %	2,0 %
Indiens d'Asie	2,0 %	1,1 %	1,8 %	1,6 %
Arabes	0,9 %	0,4 %	1,4 %	0,7 %
Autre/race inconnue	3,2 %	2,3 %	4,6 %	3,0 %
Pourcentage total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
N <sup>bre</sup> total d'admissions	41 195	36 188	6 018	83 401

**Source :** Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels

Ces résultats démontrent clairement que les personnes de race noire sont grandement surreprésentées là où le système de justice pénale a l'impact le plus puissant, c'est-à-dire dans les établissements correctionnels.

### **Pourquoi les personnes de race noire sont-elles surreprésentées dans les admissions dans les établissements correctionnels?**

Qu'est-ce qui explique l'augmentation spectaculaire des incarcérations des femmes et des hommes de race noire depuis 1986-1987? Pourquoi y a-t-il de telles différences entre les taux d'emprisonnement des personnes de race noire et de race blanche pour certaines infractions et des différences beaucoup moins marquées, ou même une sous-représentation des personnes de race noire, pour d'autres infractions?

Une réponse superficielle pourrait être que les données «prouvent» que les personnes de race noire sont fondamentalement des criminels. Cette explication ne correspond pas aux faits. Pareillement superficielle, et tout aussi peu

convaincante, est la conclusion que tous les agents de police, avocats et juges de race blanche sont ouvertement racistes et criminalisent délibérément les personnes de race noire.

Certaines personnes qui rejettent avec raison les explications biologiques de l'activité criminelle trouvent les explications culturelles plus convaincantes. Les propensions culturelles à la criminalité, à la violence et au manque de respect à l'égard de la loi et de l'autorité sont-elles donc les raisons de l'inégalité dans les admissions dans les établissements ontariens?

Si toutes les cultures noires ou certaines d'entre elles sont fondamentalement criminelles et que les cultures blanches ne le soient pas, pourquoi la vaste majorité des personnes admises dans les établissements correctionnels sont-elles de race blanche? Si la culture noire suscite la criminalité, comment expliquer les proportions relativement faibles d'admissions de personnes de race noire en 1986-1987 et l'augmentation massive survenue depuis?

La réponse est évidemment que les caractéristiques culturelles ne permettent pas d'expliquer la situation. Certaines études soulignent que les personnes de race noire ne s'intègrent jamais pleinement à la société. Elles donnent pour preuves les taux de chômage et d'emplois sans issue disproportionnellement élevés chez les Noirs, particulièrement les jeunes adultes. Elles mentionnent aussi les mauvaises conditions de logement et l'insuffisance des possibilités d'éducation. Ces études soutiennent que les membres des groupes racialisés sont beaucoup plus susceptibles que les membres des groupes non racialisés à avoir des possibilités limitées. Comme les gens ayant des possibilités sociales et économiques limitées sont plus susceptibles d'être visés par la police, poursuivis et punis comme criminels, les gens racialisés ont davantage tendance que les gens de race blanche à éprouver des problèmes judiciaires.

Selon ce point de vue, les conditions sociales et économiques de la vie d'une personne sont des facteurs déterminants dans sa participation à des activités criminelles. Si l'on suppose que cette théorie est exacte, les taux de criminalité devraient donc être les mêmes pour les gens racialisés et non racialisés dont la situation sociale et économique est semblable.

Cela ne revient pas à dire que le manque de possibilités ou l'inégalité sociale pousse les personnes, qu'elles soient de race blanche ou racialisées, à commettre des actes criminels, mais que les gens qui ont des chances de réussite sociale et économique limitées sont plus susceptibles que les gens plus privilégiés de commettre des actes criminels plutôt que de choisir d'autres avenues légales.

Les experts qui partagent ce point de vue tentent de trouver des solutions de rechange à l'emprisonnement, qui semble inefficace pour dissuader les gens de commettre des crimes ou réduire le taux de criminalité. Au

lieu des sanctions, ils mettent l'accent sur la prévention.

### **Ceux qui sont pris... et les autres**

D'autres explications des tendances racialisées dans les incarcérations insistent aussi sur les conditions sociales et économiques mais elles se placent dans une perspective différente. Ces conditions n'expliquent pas qui commet les actes criminels, mais qui se fait prendre. L'accent est mis sur l'application de la loi plutôt que sur l'identité des contrevenants.

Les gens qui adoptent ce point de vue soutiennent que la participation à l'activité criminelle n'est pas limitée à un groupe identifiable d'individus anti-sociaux et marginaux. La criminalité est au contraire un phénomène social répandu auquel participent beaucoup de gens ordinaires et apparemment respectables.

Si l'activité criminelle est effectivement répandue dans la population, les inégalités raciales dans les incarcérations ne peuvent pas être attribuées surtout à une participation disproportionnée des groupes racialisés aux actes criminels. Ce sont les variations dans la façon dont la loi est appliquée qui font probablement la différence.

L'application de la loi s'appuie sur des critères de sélection officiels et non officiels, tels que la pauvreté. Les infractions commises par ceux qui sont au bas des hiérarchies sociales et économiques ont plus de chances d'être visées par la police, de faire l'objet de poursuites et d'être gravement punies que des infractions perpétrées par des gens plus riches. Selon des experts, ces critères rendent les personnes de race noire et les autres personnes racialisées particulièrement vulnérables.

Le type d'infraction et l'endroit où elle a été commise influent également sur l'application de la loi. Les délits commis dans l'intimité des bureaux des compagnies



ont tendance à être plus difficiles à détecter et à sanctionner que les crimes de rues à cause de leur faible visibilité et parce que la loi met généralement ces lieux privés à l'abri du contrôle de l'État.

### **Qui jouit de pouvoirs discrétionnaires, et comment ces pouvoirs sont-ils employés?**

On attribue souvent les inégalités raciales dans les admissions dans les établissements correctionnels à la discrimination raciale dans l'administration de la justice pénale. On souligne que le système de justice pénale oblige les agents de police, les avocats, les juges de paix et les juges à se prononcer sur des personnes et leur comportement allégué. La loi donne un cadre général à ces jugements, mais elle établit des normes générales qui laissent beaucoup de place à l'interprétation et à l'évaluation du contrevenant présumé et de l'infraction.

Voici une vue d'ensemble des différentes étapes où le pouvoir discrétionnaire peut engendrer la racialisation.

### **Entrée dans le processus de justice pénale**

La première étape de l'entrée dans le système de justice pénale consiste à déposer des accusations.

### **Comment les responsables sont-ils mis au courant des comportements pouvant donner lieu à des accusations criminelles?**

#### *Déclarations de victimes et de témoins*

Les victimes sont une importante source d'informations sur les infractions violentes et les crimes contre la propriété. Leur décision de déclarer ou non un délit est un facteur crucial. Une forte proportion des victimes d'actes criminels n'en informent pas la police.

Par exemple, une étude menée au Canada en 1993 sur la déclaration de huit types de crimes violents et de crimes contre la propriété a révélé que 90 % des victimes d'agression sexuelle et près de 70 % des

victimes de voies de fait n'ont pas communiqué avec la police.

On peut alors se demander si la racialisation intervient dans le choix des victimes et des témoins de signaler ou non des actes criminels. Selon certaines études, les victimes de race blanche sont plus susceptibles de signaler des crimes lorsqu'ils n'ont pas été blessés ou ont subi des blessures légères si l'attaquant n'est pas de race blanche.

#### *Découverte d'actes criminels par la police*

La police peut découvrir des infractions par un travail planifié et systématique. Ainsi, la police peut mener des opérations d'infiltration dans les endroits fréquentés par les trafiquants de rue ou les travailleurs du sexe. Elle peut également arrêter des véhicules et des gens dans la rue dans le cadre des patrouilles de routine.

Qu'elles soient ou non planifiées, ces initiatives policières préventives sont hautement discrétionnaires. La police doit choisir les types d'infractions visées, déterminer les ressources à consacrer à l'application de la loi et élaborer des stratégies.

Il existe beaucoup de preuves dans les autres instances qui indiquent que ce type d'initiative policière a pour effet d'entraîner les personnes de race noire de façon disproportionnée dans le système de justice pénale.

Une fois qu'un agent de police dispose des informations qui lui permettent d'identifier une prétendue infraction criminelle, il doit décider d'inculper ou non le suspect. Il peut ne rien faire, signifier simplement un avertissement au suspect ou expliquer à la victime comment porter plainte.

Pour décider quelles accusations porter, le cas échéant, l'agent de police doit comparer le comportement allégué aux infractions établies dans le *Code criminel*. Ce faisant, la police interprète à la fois le

comportement du suspect et les dispositions du *Code criminel*. Elle peut déterminer si un incident justifie une seule accusation ou plusieurs accusations distinctes, et elle peut également déterminer si les faits doivent être retenus comme preuve en vue de déposer d'autres accusations plus ou moins graves. Ce vaste pouvoir discrétionnaire fait en sorte que les attitudes et perceptions personnelles des agents de police peuvent intervenir dans leurs décisions.

Par exemple, un jeune de 18 ans qui en bouscule un autre et s'enfuit avec sa casquette de base-ball peut être accusé de vol qualifié (punissable d'emprisonnement à vie), de vol (deux ans), de voies de fait (cinq ans) ou de possession de biens volés (deux ans). Au lieu de porter des accusations, l'agent de police pourrait parler à l'adolescent, peut-être en présence des membres de sa famille. La gamme des choix possibles est suffisamment vaste pour permettre aux attitudes et aux perceptions personnelles et aux stéréotypes des agents de police d'influencer leur décision. Même lorsqu'un agent de police croit agir avec justice et objectivité, de subtiles influences peuvent se manifester comme, dans cet exemple, le fait de déterminer si la famille de l'adolescent est «bonne» ou stable. Une telle évaluation pourrait aboutir à la conclusion qu'un jeune de race noire doit être livré au processus de justice pénale alors qu'un jeune blanc peut être traité adéquatement chez lui.

L'éventualité de l'emprisonnement, que ce soit avant le procès ou après la condamnation, repose sur la nature des accusations. Les personnes accusées d'infractions pour lesquelles est prévue une peine d'emprisonnement, par exemple, peuvent être détenus dans un établissement provincial en attendant leur procès. Pour des raisons morales, juridiques et pratiques, cependant, la plupart des accusés ne sont pas emprisonnés avant le procès. Dans les procédures de la police et des tribunaux, la

nature et le nombre des accusations portées sont essentielles pour déterminer les personnes accusées qui seront incarcérées.

Certains Ontariens croient fermement que la police fait généralement preuve de discrimination envers les personnes racialisées. Des études relatent des préjugés fondés sur la classe sociale ainsi que d'autres stéréotypes qui entachent les pratiques policières.

### **Mise en liberté sous caution ou détention préventive**

Une fois qu'une accusation est déposée, l'ensemble de décisions qui suivent consiste à juger s'il faut détenir les personnes accusées en prison ou chercher d'autres moyens de les surveiller pendant la période qui précède le procès.

Dans certains cas, la police peut libérer l'accusé sur les lieux de l'incident ou au poste de police, et la race de l'accusé influe parfois sur sa décision. Si la police décide de détenir l'accusé, elle peut déterminer les renseignements à fournir aux procureurs de la Couronne, ce qui peut se répercuter sur les procédures de cautionnement.

Les procureurs de la Couronne et les juges chargés des cautionnements fondent leurs décisions sur la gravité des accusations et sur le casier judiciaire de l'accusé. Ils tiennent compte également d'autres critères comme «les liens avec la communauté», le statut professionnel et la santé mentale. Le juge responsable doit libérer l'accusé s'il n'est pas convaincu que son emprisonnement est nécessaire pour protéger le public ou assurer la présence de l'accusé à son procès. Cependant, une certaine racialisation des décisions peut aussi être encouragée par les critères utilisés pour prédire si la personne accusée risque de ne pas comparaître au procès ou est «réellement susceptible» de commettre une infraction criminelle avant le procès.



### **Un règlement à l'amiable est-il possible?**

Une fois les accusations déposées, ce sont les procureurs de la Couronne qui sont responsables de la façon dont elles sont traitées. Les procureurs de la Couronne ont le devoir professionnel d'examiner les accusations et de décider si certaines ou toutes devraient être retirées. Ils peuvent aussi entamer des discussions aux fins de règlement avec l'avocat de la défense pour voir si les accusations peuvent donner lieu à un règlement à l'amiable.

Les choix de la police sur la nature et le nombre des accusations à déposer sont importants parce que c'est souvent d'eux que dépendra la tenue des discussions aux fins de règlement ainsi que leur teneur et leurs résultats. Des accusations moins nombreuses et moins graves, par exemple, réduisent la portée des offres que peuvent faire les procureurs de la Couronne en retour d'un plaidoyer de culpabilité.

Pour certaines accusations, les procureurs de la Couronne peuvent aussi choisir la déclaration sommaire de culpabilité ou la mise en accusation pour décider si la personne accusée, une fois reconnue coupable, devra faire face à une peine maximale supérieure ou inférieure.

Comme les procureurs de la Couronne prennent ces décisions en se fondant essentiellement sur des documents écrits plutôt que sur leur interaction avec les personnes accusées, il semble qu'il n'y ait guère de chance pour que la racialisation influence leurs choix. Cependant, les recherches menées dans d'autres instances et nos propres recherches donnent à penser qu'on ne peut pas négliger cette possibilité. Une grande partie des informations dont disposent les procureurs de la Couronne sont fournies par les agents de police qui ont rencontré la personne accusée et ont pu se former un jugement racialisé à son égard.

D'autres indications sur l'origine raciale des accusés pourraient figurer dans les documents. Leur nom, le pays où ils sont

nés et une description de leur aspect physique sont normalement inclus dans les renseignements auxquels les procureurs de la Couronne ont accès. Par ailleurs, certains quartiers sont associés à des communautés racialisées si bien qu'une simple adresse peut parfois servir à indiquer la race d'une personne accusée. On ne sait pas si les procureurs de la Couronne font souvent des suppositions explicites ou implicites en termes de race sur la base de ces renseignements et avec quelles conséquences.

### **Le procès fait-il intervenir l'exercice de pouvoirs discrétionnaires?**

Même si un règlement est intervenu, la personne accusée est tenue de comparaître devant le tribunal. Les juges ont toujours le pouvoir de décider de la sentence mais ils acceptent généralement les propositions conjointes. En conséquence, dans les causes accompagnées d'un plaidoyer de culpabilité, le risque d'inégalité raciale dans les sentences peut provenir des discussions aux fins de règlement qui ont abouti au plaidoyer et de la réponse des juges aux propositions de sentence.

Une personne accusée qui conteste les accusations dont elle fait l'objet comparaît devant un tribunal dans le cadre d'un procès qui permettra de décider du verdict et du châtiment. Le procès est fondé sur le principe du contradictoire en vertu duquel les procureurs de la Couronne et les avocats de la défense rivalisent pour influencer les juges et les jurés. Si les décideurs sont influencés par la racialisation, l'une ou l'autre partie pourra s'en prévaloir.

Ce risque de racisme a été dénoncé à l'occasion des procès avec jury d'agents de police de race blanche accusés d'avoir tiré sur des personnes de race noire. On s'en est également préoccupé lors des procès avec jury d'accusés de race noire et d'autres accusés racialisés.



Les prononcés de sentence sont hautement discrétionnaires. Le *Code criminel* fixe des peines maximales pour chaque infraction, mais ce sont des peines qui visent les pires exemples de l'infraction, commises par des contrevenants avec les pires casiers judiciaires. Lorsqu'ils exercent leur discrétion pour prononcer la sentence, les juges évaluent l'infraction, le contrevenant et le tort causé par l'infraction. Les juges se fondent sur les preuves présentées au cours du procès et sur les renseignements fournis par les procureurs de la Couronne et les avocats de la défense après le jugement de culpabilité. Ils peuvent aussi avoir des références sur le caractère de la personne accusée, des évaluations professionnelles la concernant et des déclarations de la victime sur les conséquences de l'infraction.

Le manque de cohérence des décisions en matière de sentence est depuis longtemps une source de préoccupation au Canada. Devant les données dont on dispose sur les admissions dans les établissements correctionnels, on peut se demander dans quelle mesure cette disparité découle de la racialisation. Les décisions des juges donnent-elles lieu à une inégalité raciale quant aux sentences?

### **Quelles sont les conséquences de l'exercice de ces pouvoirs discrétionnaires?**

Un nombre disproportionné de femmes, d'hommes et de jeunes de race noire de l'Ontario sont incarcérés. Cette inégalité massive dans les admissions dans les établissements correctionnels de l'Ontario est un phénomène relativement récent.

La racialisation dans la société canadienne est un fait reconnu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système judiciaire. Partout où il y a de vastes pouvoirs discrétionnaires, la racialisation peut influencer les décisions et donner lieu à une inégalité raciale.

Au sein du système de justice pénale sont exercés de vastes pouvoirs

discrétionnaires de façon subtile, complexe et interactive. Ces pouvoirs permettent à la racialisation d'influer sur les pratiques et les décisions et aux préjugés de se transmettre d'une étape à l'autre du processus.

Passons maintenant à un examen détaillé de l'exercice des pouvoirs discrétionnaires à plusieurs étapes importantes du processus de justice pénale.

# 5

## *La détention préventive*

Nos consultations préliminaires ont révélé des préoccupations sérieuses et persistantes, en Ontario, concernant le fait que le racisme systémique rendait les accusés noirs et autres accusés racialisés particulièrement vulnérables à la détention préventive. Nos recherches nous ont amenés à conclure que les accusés de race noire ont davantage tendance à être emprisonnés avant le procès. Nous avons trouvé que la décision de détenir une personne accusée était influencée de façon significative par la race de cette dernière.

### **Pourquoi emprisonne-t-on les gens avant le procès?**

Le recours à l'emprisonnement avant le procès, aussi appelé «détention préventive» a pour objet :

- d'assurer que la personne accusée se présentera au procès,
- de veiller à ce que la personne accusée n'ait pas l'occasion de commettre une infraction avant le procès.

### **Quels sont les inconvénients de la détention préventive?**

La détention préventive représente une entrave substantielle à la liberté et a pour effet d'infliger délibérément des souffrances à des gens qui sont légalement présumés innocents. Les prisonniers non jugés qui sont renvoyés en détention sont considérablement défavorisés dans tout le processus de justice pénale. L'emprisonnement avant le procès intensifie les pressions sur les accusés pour qu'ils plaident coupables, les empêche de se préparer comme il se doit à leur procès et

peut influencer la façon dont ils sont perçus au tribunal. Plusieurs études effectuées dans des instances différentes ont montré que les accusés emprisonnés qui plaident non coupables ont moins tendance à être acquittés lors du procès que ceux qui ne sont pas détenus avant le procès; et que tous les accusés, qu'ils plaident coupables ou non, ont davantage tendance à recevoir une peine de prison en cas de condamnation.

### **Sur quels principes devrait-on baser la détention préventive?**

Quatre principes clés sont à la base de la limitation du recours à la détention préventive.

- les juges des cours de caution doivent faire preuve de **retenue**. La détention ne doit être utilisée qu'en dernier recours;
- la décision doit être **juste**. Cela signifie que la personne accusée doit avoir toutes les possibilités de récuser la position de l'État et que la décision doit être prise par des personnes exemptes de préjugés, sur la base de critères clairement définis et connus;
- les juges des cours de caution doivent être **comptables** des décisions qu'ils prennent en matière de détention préventive. La personne accusée doit avoir la possibilité de faire redresser les erreurs qui ont pu donner lieu à une détention non justifiée avant le procès;
- **l'égalité** requiert que tous les accusés qui risquent la détention préventive soient traités de la même façon.

## Quel est le rôle de la police dans la détention préventive?

La détention préventive commence lorsque les agents de police exercent leur pouvoir d'arrêter les gens. Les agents de police peuvent détenir les personnes arrêtées pendant 24 heures. À la fin de cette période, toute personne arrêtée doit soit être relâchée, soit être conduite devant un juge de paix pour une audience de caution.

Dans certains cas, la police est obligée par la loi de détenir une personne accusée après l'arrestation. Par exemple, les agents de police n'ont pas le droit de remettre en liberté une personne accusée d'un acte criminel pour lequel le châtiment maximal est une peine de prison de plus de cinq ans. Cette personne doit être conduite devant un juge pour avoir une audience de caution. Tous les autres emprisonnements légaux des accusés procèdent de jugements discrétionnaires basés sur des prédictions de la façon dont la personne risque de se conduire si elle est libérée avant le procès.

Le *Code criminel* confère de vastes pouvoirs à la police en ce qui concerne les décisions de détention préventive mais donne peu de conseils quant à la façon dont ces pouvoirs devraient être exercés. Il stipule simplement que la police peut détenir une personne accusée si l'agent responsable a des motifs raisonnables de croire que la détention est nécessaire pour garantir que la personne accusée se présentera au tribunal ou pour promouvoir l'intérêt du public envers la prévention du crime ou l'instruction de l'infraction présumée.

Les juges des audiences de mise en liberté sous caution utilisent des critères similaires : garantie de la présence au tribunal et protection du public. Mais le *Code criminel* leur demande explicitement d'étudier séparément chaque justification d'emprisonnement et d'examiner les raisons dans l'ordre. C'est ainsi qu'un juge de paix chargé de décider si une personne accusée non jugée doit être emprisonnée doit d'abord

entendre les preuves concernant le risque que la personne accusée ne se présente pas au procès et prendre une décision sur cette «raison primaire». Ce n'est qu'une fois que le juge a décidé que le risque de fuite n'est pas assez important pour justifier la détention que la «raison secondaire» devient pertinente. L'examen change alors d'objectif et porte maintenant sur les preuves qui pourraient suggérer que la personne accusée présente un risque élevé de commettre une infraction ou d'entraver l'administration de la justice avant le procès.

Le *Code criminel* dispense des conseils généraux aux juges sur les informations dont ils peuvent tenir compte pour décider ou non d'emprisonner des accusés non jugés. En outre, les juges ont élaboré une jurisprudence qui identifie d'autres facteurs à prendre en considération lors des décisions de détention préventive. La jurisprudence a établi que les preuves concernant les «liens avec la communauté» de la personne accusée sont très importantes pour évaluer le risque de fuite (la raison primaire). Bien que la notion de «liens avec la communauté» soit vague, elle est généralement entendue comme incluant «la résidence, un domicile fixe et un emploi, l'état conjugal et familial [...] la proximité d'amis proches et de membres de la famille, l'existence de témoins de moralité et les antécédents personnels.

Eu égard à la raison secondaire — prévenir les actes criminels ou l'entrave à l'administration de la justice —, les juges ont surtout insisté sur les antécédents criminels de la personne accusée, s'il y en a, et sur la nature de l'infraction. C'est ainsi que le temps écoulé depuis la dernière infraction (l'état du casier judiciaire) peut représenter un facteur significatif, ainsi que les infractions violentes antérieures ou la violence utilisée dans l'incident qui a donné lieu à l'accusation.



## **Qu'indiquent les résultats des décisions de libération ou de détention avant le procès?**

Pour enquêter sur l'exercice du pouvoir discrétionnaire dans le processus de renvoi en détention, la Commission a procédé à une étude statistique des décisions d'emprisonnement à partir d'échantillons d'hommes noirs et d'hommes blancs accusés de l'un des cinq types d'infractions suivants : infractions liées aux drogues, agression sexuelle, violation des conditions de mise en liberté sous caution, voies de faits graves non sexuelles et vol qualifié. L'échantillon de 821 adultes noirs de sexe masculin et de 832 adultes blancs de sexe masculin a été tiré des dossiers du Service de police de la communauté urbaine de Toronto pour 1989-1990. Chaque catégorie d'infraction contient des nombres et des proportions similaires d'accusés de race blanche et de race noire. Les détails de nos résultats sont illustrés dans les tableaux suivants.

La Figure 5-1 présente les résultats généraux pour la totalité de l'échantillon. Les accusés blancs (29 %) avaient nettement plus tendance que les accusés noirs (18 %) à être relâchés par la police. Les accusés noirs (30 %) avaient nettement plus tendance que les accusés blancs (23 %) à ne pas obtenir la liberté sous caution et à être emprisonnés avant leur procès.

La Figure 5-2a, qui représente la totalité de l'échantillon des accusés d'infractions liées aux drogues, montre que, dans l'ensemble, les accusés blancs (60 %) avaient deux fois plus tendance que les accusés noirs (30 %) à être relâchés par la police. Les accusés noirs (31 %) avaient trois fois plus tendance à ne pas obtenir la liberté sous caution et à recevoir une ordonnance de détention que les accusés blancs (10 %).

La Figure 5-2b représente seulement la portion de l'échantillon des accusés d'infractions liées aux drogues qui ont été détenus dans l'attente d'une audience de

caution. Elle montre que 44 % des accusés noirs de ce groupe, par comparaison avec 27 % des accusés blancs, n'ont pas obtenu la liberté sous caution et ont été emprisonnés avant le procès.

La Figure 5-3 montre que plus d'un tiers (37 %) des accusés blancs faisant l'objet d'accusations de voies de fait graves non sexuelles étaient relâchés par la police contre seulement un quart (24 %) des accusés noirs à la même étape. Parmi ceux qui n'étaient pas relâchés par la police, 84 % des accusés blancs et 73 % des accusés noirs obtenaient la liberté sous caution lors de l'audience de caution. À cause des nombres relativement faibles, cependant, cette différence n'était pas statistiquement significative.

Figure 5-1 : Décisions de libération et de détention, selon la race, échantillon total

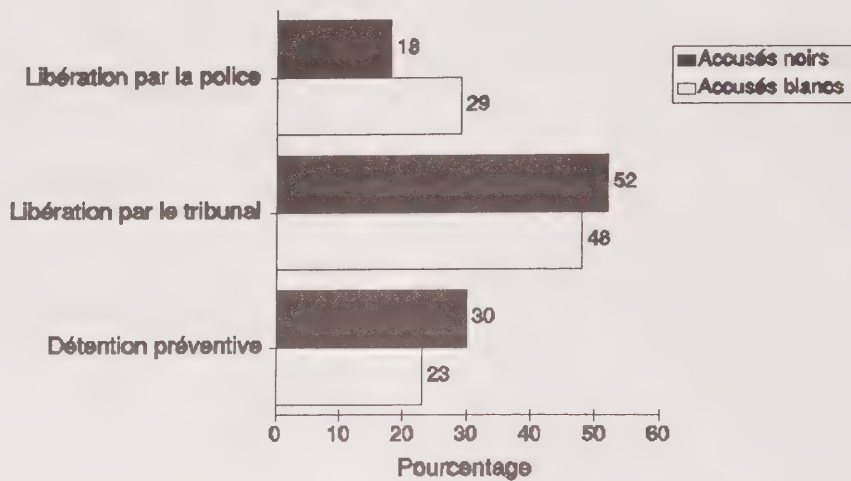
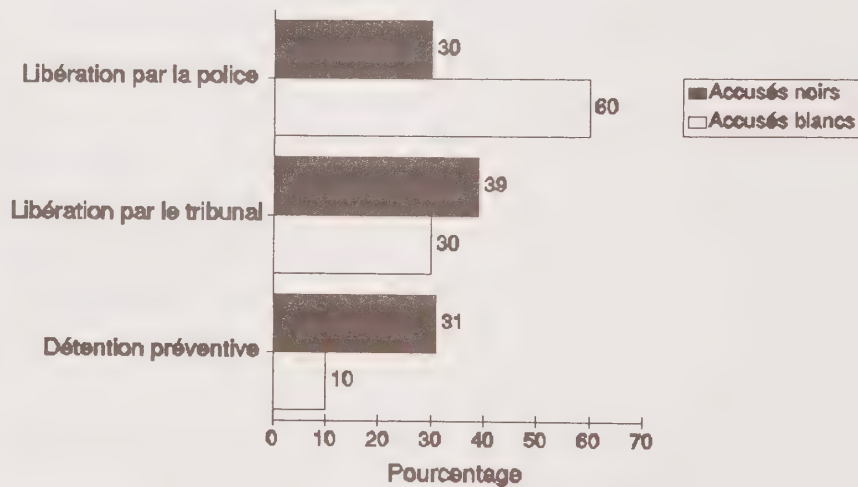
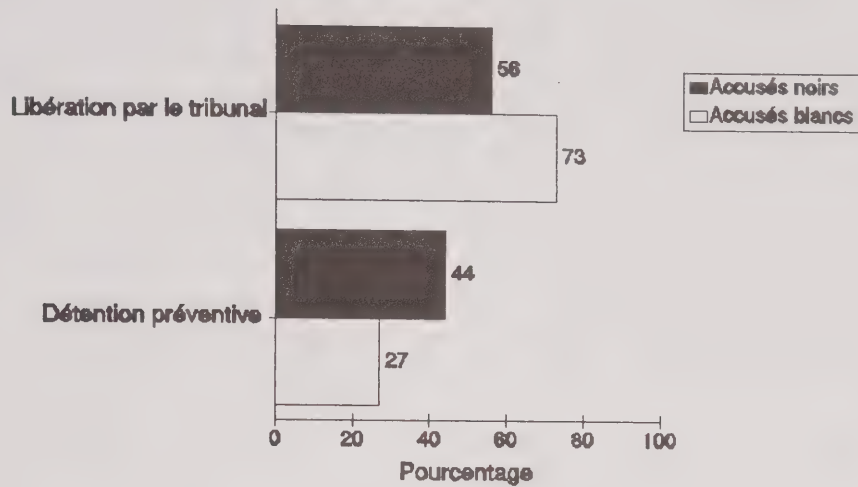


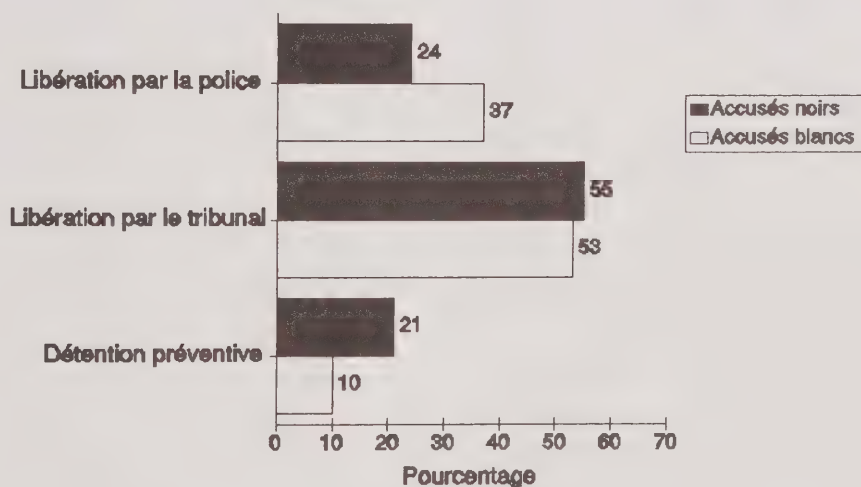
Figure 5-2a : Décisions de libération et de détention, selon la race, accusations liées aux drogues



**Figure 5-2b : Résultats des audiences de caution, selon la race, accusations liées aux drogues**



**Figure 5-3 : Décisions de libération et de détention, selon la race, voies de fait graves**





Ces résultats sont hautement suggestifs. Mais, tant que l'on n'aura pas poussé plus loin l'analyse, il est prématuré de s'en prévaloir pour conclure à des préjugés raciaux directs dans les décisions de détention. Ce qui apparaît comme un rapport clair entre la race et la détention pourrait cacher d'autres différences légalement pertinentes entre les accusés noirs et les accusés blancs. La mise au jour de ces autres différences ne prouverait pas nécessairement que le racisme systémique n'influence pas les décisions de détention préventive mais déplacerait l'objet de la recherche vers les sources possibles de préjugés indirects dans le processus de détention préventive.

Pour faire des recherches sur les autres facteurs susceptibles d'expliquer l'inégalité raciale dans les résultats, nous avons analysé quatre caractéristiques pour toutes les infractions :

- les antécédents criminels, y compris les condamnations antérieures pour la même infraction, l'état du casier judiciaire et la situation en matière de liberté sous caution;
- la situation en matière d'emploi;
- le domicile fixe;
- l'état «conjugal»;

Nous avons aussi examiné de plus près la nature des accusations dans l'échantillon des accusés d'infractions liées aux drogues.

### **Était-ce le cas particulier des infractions liées aux drogues qui causait l'inégalité?**

Les accusations liées aux drogues sont spéciales en ce sens que seulement certaines d'entre elles, comme la simple possession, sont régies par la même procédure de libération sous caution que les autres accusations criminelles, à savoir qu'elles exigent des procureurs de la Couronne qu'ils «justifient» la détention. D'autres infractions liées aux drogues, comme le trafic, requièrent une «inversion du fardeau de la preuve», ce qui signifie qu'au cours du

processus de caution, c'est la personne accusée qui doit démontrer pourquoi elle ne devrait pas être emprisonnée avant le procès.

Si une proportion plus élevée de personnes noires que de personnes blanches dans l'échantillon étaient accusées d'une infraction requérant une inversion du fardeau de la preuve, la différence entre les résultats pourrait être due en partie ou en totalité à la nature de l'infraction. Un tel résultat ne dissiperait pas les préoccupations concernant le racisme systémique mais il pourrait suggérer que le problème principal relève de la loi qui établit que certaines infractions requièrent une inversion du fardeau de la preuve, ou des décisions d'accusation plutôt que des décisions de détention.

Une petite étude supplémentaire a révélé que, parmi les personnes accusées d'une infraction liée aux drogues, les hommes noirs (79 %) avaient davantage tendance que les hommes blancs (59 %) à être accusés d'infractions requérant une inversion du fardeau de la preuve.

Les données de l'étude principale, cependant, ne semblent pas suggérer que les différences relatives à la nature des accusations suffisent à expliquer les résultats différentiels. Indépendamment de la race, les personnes accusées d'une infraction requérant une inversion du fardeau de la preuve étaient plus souvent détenues en attendant leur procès que celles qui étaient accusées d'autres infractions. On n'a pas trouvé de différence statistiquement significative dans les proportions d'hommes noirs et d'hommes blancs qui étaient enregistrés comme accusés d'une infraction requérant une inversion du fardeau de la preuve. Ce résultat suggère que les résultats différentiels n'étaient pas dus à des différences dans la nature de l'accusation.

### **Qu'avons-nous conclu?**

Cette analyse des décisions de détention préventive des hommes noirs et des hommes blancs accusés des mêmes types d'infractions

apporte des preuves de traitement différentiel pour l'échantillon pris dans son ensemble et révèle des différences marquées entre les personnes accusées d'infractions liées aux drogues et de voies de fait graves non sexuelles. Les accusés noirs avaient moins tendance que les accusés blancs à être relâchés par la police et davantage tendance à être détenus à l'issue d'une audience de caution.

La différence était prononcée à l'étape policière du processus pour l'échantillon pris dans son ensemble ainsi que pour les accusés d'infractions liées aux drogues et de voies de fait graves non sexuelles. En conséquence, dans ces échantillons, les cours de caution voyaient une proportion nettement supérieure du nombre total des accusés noirs que du nombre total des accusés blancs.

Les tribunaux ont accordé la liberté sous caution à des taux similaires aux accusés noirs et aux accusés blancs qui ont comparu devant eux à moins que la personne n'ait été accusée d'une infraction liée aux drogues. Dans ce sous-échantillon, les accusés blancs avaient davantage tendance que les accusés noirs à obtenir la liberté sous caution. Les différences dans les détentions à l'issue des audiences de caution reflétaient deux processus distincts. Pour l'échantillon des infractions liées aux drogues, les différences dans les prises de décisions de la police se trouvaient renforcées en cour, ce qui explique que les différences dans les décisions de détention préventive entre les accusés noirs (31 %) et les accusés blancs (10 %) étaient si importantes.

Pour l'échantillon pris dans son ensemble et les accusés de voies de fait graves non sexuelles, les différences dans les décisions de la police avaient un effet sur le nombre d'accusés de chaque groupe qui comparaissaient devant les tribunaux mais les tribunaux refusaient ensuite la liberté sous caution aux accusés noirs et aux accusés blancs à des taux similaires. Cependant, comme tellement plus d'accusés

noirs dans l'échantillon pris dans son ensemble et dans le sous-échantillon des voies de fait graves non sexuelles étaient conduits devant les tribunaux, le taux similaire de refus de liberté sous caution se traduisait par la détention préventive de proportions plus importantes d'accusés noirs. En fait, parce que les tribunaux accordaient généralement la liberté sous caution à des taux approximativement similaires aux accusés noirs et aux accusés blancs, les décisions transmettaient simplement la différence créée par les décisions antérieures de la police. C'est ainsi que les décisions similaires des tribunaux qui étaient appliquées aux résultats des décisions différentielles de la police produisaient un racisme systémique dans les détentions préventives.

Il est surprenant de noter que l'existence, l'ampleur ni la sévérité du casier judiciaire, non plus que sa longueur et sa gravité, ne suffisent à expliquer les résultats d'inégalité raciale dans le recours à la détention. Les accusations antérieures pour une infraction semblable, l'état du casier judiciaire et la situation en matière de liberté sous caution au moment de l'accusation, par contre, contribuaient vraisemblablement aux différences raciales dans les résultats des détentions préventives. Mais ces facteurs n'expliquent pas tout. La situation en matière d'emploi, telle que décrite par la police, explique une partie de l'inégalité raciale dans les emprisonnements avant le procès, à la fois pour l'échantillon pris dans son ensemble et pour l'échantillon des accusés d'infractions liées aux drogues. Mais, bien qu'elle soit clairement significative, la situation en matière d'emploi n'explique pas pleinement les résultats d'inégalité raciale. Les autres aspects des liens avec la communauté que nous avons examinés — domicile fixe et statut de célibataire — ne suffisent pas non plus à expliquer nos résultats.

Quelle que soit la minutie avec laquelle on examine les données, elles révèlent des différences distinctes et légalement injustifiables dans les décisions de détention des accusés noirs et des accusés blancs dans l'échantillon pris dans son ensemble et pour les accusés de certaines infractions spécifiques. La conclusion est inéluctable : certains hommes noirs emprisonnés avant leur procès n'auraient pas été emprisonnés s'ils avaient été blancs et certains hommes blancs libérés avant leur procès auraient été détenus s'ils avaient été noirs.

Nos résultats ne révèlent pas de préjugés raciaux, cependant, dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire pour chaque type d'infraction sélectionné pour l'étude. Ils montrent plutôt des variations marquées dans les décisions de libération à l'intérieur de la gamme des types d'infractions sélectionnés. Devant ces résultats, on peut se demander dans quelle mesure les décisions de mise en liberté sous caution des personnes accusées d'autres types d'infractions révéleraient des préjugés raciaux dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire. Les préjugés raciaux à l'endroit des hommes noirs révélés par notre étude soulèvent des questions concernant le traitement des accusés membres des autres communautés racialisées ainsi que le traitement des femmes et des jeunes de race noire. Pour répondre à ces questions, il faudra poursuivre les recherches.

### **Que faut-il faire?**

Deux principes fondamentaux sous-tendent les recommandations de la Commission. Le premier est la règle de droit qui exige que toute atteinte à la liberté d'une personne soit limitée à ce qui est strictement et légalement justifié par l'État. Le second est que la loi doit refléter l'égalité non seulement dans son contenu et son administration mais aussi dans ses conséquences.

### ***Les arrestations et les détentions policières***

Comme le démontre l'étude principale de la Commission, les actions de la police peuvent contribuer de façon notable à l'inégalité raciale dans les détentions préventives. Pour commencer, ce sont les policiers qui prennent la décision critique d'arrêter le suspect et, dans la plupart des cas, ce sont également eux qui décident de le libérer ou de l'emprisonner dans l'attente d'une audience de caution. En outre, les policiers préparent les rapports de justification où sont résumées les informations sur la personne accusée et l'infraction présumée. Les procureurs de la Couronne se basent généralement sur ces rapports pour décider si l'État devrait demander l'emprisonnement et les utilisent lors de la plaidoirie qu'ils présentent au juge des audiences de caution.

L'exercice du pouvoir d'arrêter les gens est hautement discrétionnaire et, à l'exception des cas où les agents de police obtiennent une autorisation préalable sous forme de mandat d'arrêt, il est difficile à contrôler. Les dispositions du *Code criminel* concernant les arrestations ont pour objet de limiter l'utilisation de ce pouvoir fortement coercitif de la police et de promouvoir le recours à d'autres méthodes pour intenter des poursuites au criminel. Le Code donne cependant peu de conseils sur la façon dont la police devrait exercer son pouvoir.

Les conclusions de la Commission démontrent qu'en l'absence d'une orientation et de conseils adéquats sur l'exercice du pouvoir discrétionnaire, les décisions de détention prises par les policiers s'écartent trop souvent du principe d'égalité. Il faut de toute évidence intégrer des directives détaillées et cohérentes aux normes d'exécution de la police.



### **5.1 La Commission recommande que :**

- a) le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, en consultation avec les organismes communautaires intéressés et des représentants des avocats, des services de police et des associations de police, élaborent des directives d'exécution basées sur le principe de la retenue dans l'exercice du pouvoir de détenir les personnes arrêtées et de leur imposer des restrictions de conduite si elles sont libérées. Ces directives devront être rendues publiques;
- b) les programmes et le matériel de formation des agents de police soient modifiés et normalisés de façon à refléter le principe de la retenue dans l'exercice du pouvoir d'arrêter les gens et le devoir de libérer les personnes arrêtées;
- c) le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels surveille les directives d'exécution et les programmes de formation pour veiller à ce que tout le matériel sur la détention et la libération par la police reflète le principe de la retenue exprimé dans le *Code criminel*.

L'utilisation que fait la police de son pouvoir d'arrêter les gens, comme une grande partie du pouvoir qu'elle exerce dans la rue, est difficile à surveiller en l'absence d'un système de contrôle efficace.

### **5.2 La Commission recommande que :**

- a) à son arrivée au poste de police avec une personne accusée, l'agent qui a effectué l'arrestation soit tenu de remplir une formule expliquant pourquoi il ne l'a pas relâchée. La formule devra être contresignée par l'agent en charge au poste de police;
- b) l'agent en charge qui décide de ne pas relâcher la personne accusée soit tenu de donner une explication par

écrit de sa décision sur la formule utilisée par l'agent qui a effectué l'arrestation. L'agent en charge devra aussi expliquer la raison pour laquelle la personne accusée est détenue et lui donner l'occasion de répondre. Toute réponse de la personne accusée devra être enregistrée sur la même formule que celle où figurent les raisons données par les agents de police;

- c) les procureurs de la Couronne de l'audience de caution soient tenus de communiquer à l'avocat de la défense ou à l'avocat de service les explications écrites fournies par les policiers des raisons pour lesquelles ils ont utilisé leur pouvoir d'arrestation et de détention ainsi que la réponse de la personne accusée, le cas échéant;
- d) les explications données par la police des raisons de la détention et les réponses des accusés soient enregistrées au magnétoscope chaque fois que c'est possible. Il faudra prévenir par écrit le procureur de la Couronne de l'existence de cette bande vidéo, le cas échéant, lors de l'audience de caution, et celui-ci devra, à son tour, communiquer l'information à l'avocat de service ou à l'avocat de la défense.

### ***Libération conditionnelle par la police***

L'une des raisons que les policiers invoquent régulièrement pour ne pas relâcher une personne arrêtée est qu'ils veulent lui imposer certaines conditions et n'en ont pas le pouvoir. Le parlement a répondu à ces préoccupations en conférant le pouvoir à la police, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995, de relâcher les accusés sous réserve de certaines restrictions de conduite, parmi lesquelles :

- rester dans les limites d'un territoire donné;
- notifier la police de tout changement d'adresse, d'emploi ou de profession;

- s'abstenir de communiquer avec certaines parties désignées ou de se rendre à certaines adresses;
- remettre son passeport à la police.

Comme l'habilitation de la police à imposer des conditions de mise en liberté est entrée en vigueur alors que les travaux de la Commission étaient déjà bien avancés, nous n'avons pas été en mesure d'évaluer son impact. Compte tenu de nos autres conclusions sur le pouvoir discrétionnaire exercé par la police, nous espérons que celle-ci fera preuve de retenue dans l'exercice de ce nouveau pouvoir.

### **5.3 La Commission recommande que :**

- a) lorsqu'il décide d'imposer des conditions à la libération d'une personne accusée, l'agent de police en charge soit tenu de remplir une formule expliquant pourquoi chacune des conditions est jugée nécessaire;**
- b) l'agent en charge qui impose des conditions à la libération d'une personne accusée soit tenu de fournir des raisons à l'appui de sa décision et de donner l'occasion à la personne accusée de faire objection. Toute objection de la personne accusée devra être enregistrée sur la même formule que celle où figurent les raisons données par l'agent en charge;**
- c) toute personne accusée assujettie à des conditions imposées par la police reçoive une copie de la formule expliquant les raisons à l'appui de chaque condition.**

Pour que cette protection soit efficace, la personne accusée doit être au courant de son droit de demander une modification, et une représentation et des conseils juridiques adéquats doivent être mis à sa disposition.

### **5.4 La Commission recommande que :**

- a) les documents de libération délivrés par la police contiennent un avis imprimé indiquant qu'une personne accusée peut demander à être dispensée des conditions de libération lors de toute comparution en cour;**
- b) l'avocat de la défense ait pour pratique habituelle de demander aux personnes accusées si elles sont au courant de leur droit de demander à être dispensées des conditions de libération imposées par la police. Si la personne accusée le désire, l'avocat de service devra l'aider à déposer une demande de dispense.**

### ***Rapports de justification***

Un rapport de justification est un résumé écrit de la cause et des antécédents de la personne accusée. Les policiers préparent ces rapports pour aider les procureurs de la Couronne à décider s'ils vont demander l'emprisonnement ou la libération assortie de restrictions de conduite.

Les agents de police utilisent parfois le contrôle total qu'ils ont sur le contenu des rapports de justification pour faire toutes sortes de réflexions inutiles, et parfois racistes, sur les personnes accusées. Nos recherches indiquent, par exemple, que la police ajoute souvent des commentaires concernant le manque de coopération de la personne accusée ou le fait qu'elle «ne s'est pas bien comportée» avec la police. Une pratique particulièrement préoccupante, et qui semble être systématiquement appliquée dans certaines instances, consiste à noter les antécédents et le statut d'immigrant ou le pays d'origine de la personne accusée.

La racialisation des personnes accusées dans les rapports de justification et les autres commentaires non professionnels les concernant indiquent de toute évidence qu'il est nécessaire de donner plus de conseils aux agents de police sur la raison d'être et le contenu approprié de ces rapports.



### **5.5 La Commission recommande que :**

- a) le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, en consultation avec les organismes communautaires intéressés et des représentants des avocats, des services de police et des associations de police, dresse une liste des informations au sujet d'une personne accusée qui constituent des éléments pertinents d'un rapport de justification;**
- b) les procureurs de la Couronne demandent à la police d'expliquer par écrit la pertinence de toute référence au statut d'immigrant, à la nationalité, à la race, à l'ethnicité, à la religion, au lieu d'origine ou de naissance de la personne accusée qui figure dans un rapport de justification.**

Nos recherches ont aussi révélé un problème concernant les sources d'information de la police qui peut porter préjudice aux demandeurs du statut de réfugié en provenance de certains pays. Les agents de police obtiennent habituellement leurs informations sur le statut d'immigrant auprès du Centre d'information de la police canadienne (CIPC, un système informatique partagé par la police et d'autres organismes d'application de la loi) ou de Citoyenneté et Immigration Canada. Comme les policiers ne reçoivent généralement pas de formation sur les complexités du système d'immigration du Canada, ils risquent d'accepter les informations qui leur sont communiquées et de les transmettre telles quelles.

Parfois, cependant, les informations enregistrées sur le CIPC ou fournies par un fonctionnaire des services d'immigration ne donnent pas une idée claire du statut de la personne. Par exemple, tous les demandeurs du statut de réfugié dont la demande est rejetée sont techniquement condamnés à la déportation et les informations des services d'immigration officiels peuvent les décrire

comme tombant sous le coup d'une ordonnance d'expulsion. Mais, pour des raisons de politique, le Canada ne déporte généralement pas les ressortissants de certains pays. Cette différence sur le plan de l'information peut être une source de confusion considérable et peut aboutir à un emprisonnement injuste avant le procès.

**5.6. La Commission recommande que la police ne désigne pas une personne comme faisant l'objet d'une ordonnance d'expulsion dans les rapports de justification sans vérifier que Citoyenneté et Immigration Canada a l'intention de mettre cette ordonnance à exécution.**

### ***Préparation aux audiences de caution***

Beaucoup de prisonniers se présentent sans aucune préparation à leur première audience de caution. L'arrivée de ces prisonniers non préparés pose un problème au système d'avocats de service qui est déjà débordé. Si un grand nombre arrive en même temps, les avocats de service peuvent se retrouver dans l'impossibilité de les interroger et, encore moins, de leur prodiguer tous les conseils dont ils ont besoin ou de vérifier les informations sur les cautions, l'emploi ou la résidence. En conséquence, l'audience de caution est parfois remise à plus tard pour donner à la cour le temps d'obtenir plus de renseignements. On impose aussi quelquefois des conditions de mise en liberté sous caution qui sont au-delà des moyens financiers de la personne accusée. Dans l'un et l'autre cas, la personne accusée doit être détenue jusqu'à sa comparution subséquente au tribunal.

On pourrait résoudre en partie le problème si l'on chargeait un personnel parajuridique dûment formé et supervisé d'assister les accusés avant leur première rencontre avec l'avocat de service ou l'avocat de la défense. Le personnel parajuridique ferait ensuite rapport à l'avocat



de service ou de la défense, ce qui faciliterait l'entrevue de caution avec la personne accusée.

### **5.7 La Commission recommande que :**

- a) le Régime d'aide juridique de l'Ontario crée le poste d'«agent de préparation des entrevues de caution», lequel sera chargé d'aider les personnes détenues par la police à se préparer à l'entrevue de caution;**
- b) les directeurs régionaux de l'aide juridique travaillent, de concert avec des membres du barreau local, des procureurs de la Couronne et des représentants des organismes communautaires intéressés, à mettre en place un programme de formation des agents de préparation des entrevues de caution. Les candidats devront apprendre à travailler avec des interprètes et à procéder à des entrevues, et devront recevoir une formation sur le système de caution et l'antiracisme;**
- c) les directeurs régionaux de l'aide juridique élaborent des protocoles d'entente avec les services de police locaux pour permettre aux agents de préparation des entrevues de caution d'avoir accès aux cellules où les policiers détiennent les accusés et pour veiller à ce que les entrevues se déroulent en privé.**

Dans les régions urbaines, où la densité de la population est élevée, il est possible d'apporter une solution plus systémique au problème des accusés non préparés en prolongeant les heures d'ouverture des cours de caution. Un projet pilote d'extension des heures d'ouverture des cours de caution a été proposé dans la région de la communauté urbaine de Toronto. Le plan actuel prévoit que des juges des audiences de caution seront disponibles 20 heures par jour pour traiter les affaires de caution sans opposition,

mais rien n'est prévu en ce qui concerne les avocats de la défense et les avocats de service, au moins pendant l'étape initiale. Nous pensons que l'extension des heures d'ouverture des cours de caution pourrait réduire les renvois en détention préventive qui sont à la fois injustes et coûteux et nous accordons tout notre soutien à ce principe.

### ***Détention judiciaire***

Les principes qui régissent la détention judiciaire sont énoncés dans le *Code criminel* et ils confèrent aux procureurs de la Couronne et aux juges des audiences de caution des pouvoirs discrétionnaires très importants. L'existence de solutions de rechange à l'emprisonnement peut aussi avoir une influence significative.

### ***Règles du système de caution : les exceptions qui exigent une inversion du fardeau de la preuve***

La loi présume généralement qu'une personne accusée sera libérée sous caution et exige des procureurs de la Couronne qu'ils «justifient» le refus de libération.

Diverses exceptions à la présomption de libération s'écarteront de l'engagement envers la retenue dans le recours à l'emprisonnement et requièrent une «inversion du fardeau de la preuve». Dans ces situations, la loi présume que la personne accusée sera emprisonnée avant le procès à moins qu'elle ne «justifie» sa libération.

Les recherches de la Commission indiquent qu'en pratique, l'exigence d'«inversion du fardeau de la preuve» dans le cas des accusations déposées aux termes de la *Loi sur les stupéfiants* peut contribuer de façon notable à l'emprisonnement d'un nombre disproportionné d'accusés noirs non encore jugés. Cette exigence n'a pas mis un terme à l'approvisionnement des Canadiens en drogues illégales. La majorité des personnes accusées de trafic de drogues sont des «vendeurs de rue» sans conséquence.

Comme ceux qui contrôlent l'approvisionnement en drogues n'ont aucune difficulté à les remplacer, l'emprisonnement des trafiquants et des passeurs mineurs a un effet négligeable sur la quantité des drogues illicites mise à la disposition des utilisateurs.

Dans une décision rendue peu de temps avant l'établissement de la Commission, la Cour suprême du Canada a réexaminé la justification de l'inversion du fardeau de la preuve pour les accusations aux termes de la *Loi sur les stupéfiants*. Malheureusement, la majorité s'est déclarée en faveur de la raison traditionnelle qui justifie que l'on s'écarte du principe de la retenue dans ce type de cause.

La Commission soutient cependant que, si la loi canadienne appliquait la présomption standard de libération aux personnes accusées d'infractions liées au trafic et à l'importation de drogues aux termes de la *Loi sur les stupéfiants*, il est indéniable que cela renforcerait l'intégrité et l'égalité raciale dans le système de justice pénale de l'Ontario. Nous sommes sûrs que la présomption standard de libération aurait peu d'effet sur les audiences de caution des personnes accusées d'importer ou de vendre des quantités substantielles de drogues. Dans ce cas, le procureur de la Couronne ne devrait pas avoir de difficulté à plaider en faveur de la détention s'il le juge nécessaire.

**5.8 La Commission recommande que le gouvernement de l'Ontario propose au gouvernement du Canada qu'il abroge la disposition du *Code criminel* sur l'inversion du fardeau de la preuve pour les accusations d'importation et de trafic de drogues et les accusations connexes aux termes de la *Loi sur les stupéfiants*.**

***Pouvoir discrétionnaire du procureur de la Couronne***

Le *Code criminel* assigne aux procureurs de la Couronne une responsabilité considérable en matière de détention préventive. Pour la

plupart des causes qui relèvent de la présomption standard de libération, le Code autorise les procureurs de la Couronne à définir les paramètres sur lesquels le juge basera sa décision. Les procureurs de la Couronne ont le pouvoir de décider : si la personne accusée peut être libérée par consentement général; quelles raisons de détention seront présentées au juge d'audience de caution; et quelles garanties et restrictions de conduite un juge pourra imposer comme conditions de libération.

Les procédures qui régissent les actions des procureurs de la Couronne dans les audiences de caution sont énoncées dans le très complet *Manuel des politiques de la Couronne*. Nous avons identifié trois types de problèmes dans les procédures relatives aux audiences de caution qui sont présentées dans le Manuel. D'abord, elles insistent indûment sur le statut d'immigrant comme représentant une mesure significative des «liens avec la communauté». Ensuite, elles ne mettent pas les procureurs de la Couronne en garde contre les risques de discrimination raciale indirecte associés à la considération de facteurs comme les antécédents d'emploi dans les demandes de mise en liberté sous caution. Troisièmement, elles manquent généralement de directives sur la responsabilité des procureurs de la Couronne en matière de réduction des risques de détention injuste.

La Commission a également identifié quatre secteurs dans lesquels le pouvoir exercé par les procureurs de la Couronne pourrait réduire de façon notable le risque que les personnes racialisées soient injustement emprisonnées avant le procès.

Le premier secteur concerne les ambiguïtés qui entourent la question de savoir si les demandeurs du statut de réfugié devraient être considérés comme ne résidant pas ordinairement au Canada, et donc être assujettis à une présomption d'inversion du fardeau de la preuve s'ils sont accusés d'un acte criminel. Le traitement des demandeurs

de statut de réfugié comme des personnes ne résidant pas ordinairement au Canada peut contribuer à la détention préventive injuste des accusés racialisés. Les procureurs de la Couronne devraient faire preuve de leadership et assumer la responsabilité de la justification de ces accusés, et cette disposition devrait être intégrée au *Manuel des politiques de la Couronne*.

Le second secteur concerne le risque de détention injuste lorsque la libération est assujettie à des garanties financières auxquelles la personne accusée est incapable de satisfaire. Les procureurs de la Couronne peuvent jouer un rôle important en veillant à ce que le montant de la caution demandée ne force la personne accusée à rester en prison. En apportant des modifications à l'administration provinciale du système de caution, on réduirait le risque que des personnes soient détenues parce que les cautions exigées ne sont pas appropriées. On aurait beaucoup à gagner à mettre en œuvre notre recommandation précédente concernant l'amélioration de la préparation de la personne accusée aux audiences de caution.

Le troisième secteur concerne le pouvoir que les procureurs de la Couronne pourraient exercer pour empêcher l'imposition de restrictions de conduite inutiles et particulièrement importunes aux personnes accusées qui sont libérées. Lors des consultations auxquelles nous avons procédé et dans les mémoires que nous avons reçus, on a évoqué à maintes reprises le grand nombre de restrictions, dont beaucoup étaient jugées inutiles, qui étaient imposées aux accusés noirs et membres d'autres communautés racialisées. Il est essentiel que les procureurs de la Couronne exercent leur pouvoir pour veiller à ce que les restrictions de conduite soient justes. Les procureurs de la Couronne ne devraient assortir la libération de conditions que dans la mesure nécessaire pour assurer la comparution de la personne accusée en cour et pour l'empêcher de commettre une

infraction ou d'entraver le cours de la justice avant le procès.

Le quatrième secteur demande de veiller à ce que les ordonnances de caution soient promptement modifiées si elles contiennent des garanties financières impossibles à satisfaire ou des restrictions de conduite inutiles. Les demandes de modification peuvent être traitées dans les tribunaux de la Division provinciale avec le consentement du procureur de la Couronne; sinon, on peut adresser une demande officielle de réexamen de l'ordonnance à la Division générale de la Cour de justice de l'Ontario. En pratique, le volume de travail est tel dans beaucoup de tribunaux de la Division provinciale que les procureurs de la Couronne débordés peuvent refuser d'examiner les demandes le jour où elles sont déposées. Les procureurs de la Couronne devraient traiter les demandes de modification des ordonnances de mise en liberté sous caution comme une priorité élevée.

**5.9 La Commission recommande que la disposition du *Manuel des politiques de la Couronne* concernant la mise en liberté sous caution soit modifiée pour :**

- a) éliminer les références générales et inutiles au statut d'immigrant ou de citoyen;**
- b) mettre en garde contre le risque de discrimination indirecte inhérent à l'utilisation de facteurs comme la résidence et les antécédents d'emploi pour prédire si une personne accusée se présentera au tribunal;**
- c) informer les procureurs de la Couronne que les preuves concernant les «racines dans la communauté» de la personne accusée ne doivent généralement pas être utilisées pour demander la détention pour une raison secondaire;**
- d) ordonner aux procureurs de la Couronne de traiter les demandeurs du**



statut de réfugié, aux fins des audiences de caution, comme des personnes résidant ordinairement dans le pays;

- e) exiger des procureurs de la Couronne qu'ils veillent à ce qu'une personne accusée ne soit pas détenue inutilement parce que la caution demandée est trop élevée;
- f) exiger des procureurs de la Couronne qu'ils veillent à ce que les conditions dont la libération est assortie soient liées uniquement, de façon directe et substantielle, à la garantie que la personne accusée se présentera en cour ou ne se rendra pas coupable d'une infraction ou d'une entrave à l'administration de la justice pendant qu'elle est en liberté. Il faut éviter des conditions inutiles et importunes comme la nécessité de «toujours porter sur soi les papiers de caution»;
- g) ordonner aux procureurs de la Couronne d'accorder la priorité au traitement rapide des demandes de modification des conditions de mise en liberté sous caution.

#### *Pouvoir des juges qui président les audiences de mise en liberté sous caution*

Ce sont les juges des audiences de mise en liberté sous caution qui décident si les personnes accusées doivent ou non être emprisonnées avant le procès et s'il faut exiger des garanties financières ou imposer des restrictions de conduite à celles qui sont libérées. Les résultats des travaux de la Commission indiquent que les juges n'exercent pas autant leur pouvoir en faveur des accusés noirs que des accusés blancs. Une partie du problème peut venir des informations présentées aux juges; une autre raison vraisemblable est la façon dont les juges évaluent les risques.

À titre de magistrats, les juges des audiences de caution sont officiellement

indépendants d'organismes du gouvernement comme le ministère du Procureur général. En conséquence, ils ne sont pas soumis aux directives et procédures du gouvernement comme celles que nous proposons pour les procureurs de la Couronne. Les juges et les juges de paix, cependant, suivent de plus en plus de programmes d'éducation et de formation. Ces programmes devraient inclure les résultats des recherches sur les indicateurs fiables de risque, les risques possibles de discrimination dans les conditions financières de libération et les difficultés particulières que peuvent poser certaines restrictions de conduite.

#### **5.10 La Commission recommande que l'éducation des juges de paix et des juges sur la mise en liberté sous caution comprenne une formation eu égard à ce qui suit :**

- a) éviter les assumptions qui peuvent être à l'origine d'une discrimination subtile à l'égard des personnes racialisées;
- b) éviter l'application discriminatoire de critères concernant les liens avec la communauté;
- c) évaluer l'emploi, le domicile et les antécédents culturels des personnes accusées pour veiller à ce que les conditions financières de libération ne leur imposent pas des fardeaux inutilement lourds;
- d) veiller à ce que les restrictions de conduite imposées lors de la libération ne causent pas plus de perturbations dans la vie des personnes que ce qui est strictement nécessaire.

#### *Indicateurs de risques objectifs*

Le pouvoir est exercé, lors des audiences de caution, pour tenter de prédire la façon dont une personne accusée se comportera si elle est libérée. Bien que des instruments de prédiction apparemment «objectifs» puissent avoir le potentiel de réduire

l'emprisonnement injuste avant le procès, ils devront être élaborés et utilisés avec prudence. Les facteurs de prédiction doivent être bien conçus tout en ayant la flexibilité nécessaire pour s'appliquer aux personnes qui ne rentrent pas dans les catégories standard. Il sera essentiel d'offrir une formation spécialisée sur les limitations ainsi que sur l'utilisation et l'interprétation appropriées des profils de risques.

La Commission se déclare fortement en faveur de l'élaboration d'indicateurs sans préjugés de race du succès des libérations avant le procès, mais il serait prématuré de faire de ces indicateurs des instruments d'établissement des profils de risques ou de les utiliser comme des prémisses sur lesquelles baser les prises de décisions. Il est beaucoup plus important, pour le moment, de faire des recherches empiriques fondamentales sur les pratiques en vigueur dans les tribunaux et des recherches comparatives sur les autres solutions possibles. Les résultats de ces travaux devraient être largement diffusés et utilisés dans les programmes d'éducation et de formation des juges, des juges de paix, des procureurs de la Couronne et des avocats de la défense.

**5.11 La Commission recommande que les ministères du Solliciteur général et des Services correctionnels et du Procureur général parrainent des recherches ayant pour objet d'élaborer des indicateurs définis sur une base empirique pour aider les tribunaux à décider s'ils peuvent accorder la libération avant le procès.**

***Programmes de supervision de la liberté sous caution***

Les programmes de supervision de la liberté sous caution sont des services à base communautaire qui ont pour objet de surveiller les accusés non jugés. Leurs objectifs généraux sont d'offrir une solution

de rechange à la détention aux accusés avant le procès; d'encourager la personne accusée à respecter les conditions de la mise en liberté sous caution et à se présenter au tribunal, en la surveillant et en l'informant des dates où elle doit être présente; de réduire les possibilités de nouvelles arrestations et d'augmenter l'aptitude des clients à utiliser à bon escient les services communautaires.

Ce qui est inquiétant au sujet des programmes de supervision de la liberté sous caution, c'est qu'ils ont pu servir à «gonfler la prise» s'ils ont été utilisés pour des personnes qui, autrement, auraient été libérées sous réserve de restrictions de conduite seulement, au lieu de représenter une véritable solution de rechange à la détention préventive. C'est ainsi qu'au lieu de promouvoir la retenue au sein du système de caution, les programmes de supervision peuvent avoir eu pour effet involontaire d'accroître le contrôle sur les accusés qui attendent leur procès. Le coût et le risque de double emploi et de gaspillage des services de supervision sont aussi une source de préoccupation. Un examen récent des programmes de supervision de l'Ontario, par exemple, indique que plus d'un client sur trois était déjà tenu de se présenter à la police ou au service provincial de probation au moment où il est entré dans le programme de supervision.

La Commission croit néanmoins que la supervision de la liberté sous caution peut contribuer à réduire le recours à la détention. Même si la supervision de la liberté sous caution a pour seul effet de limiter la croissance future des populations renvoyées en détention, sa valeur est incontestable. La Commission pense qu'il faut assurer un financement stable aux programmes de supervision de la liberté sous caution pour leur permettre de mieux servir les membres des minorités linguistiques et racialisées.



## **5.12 La Commission recommande que :**

- a) le gouvernement de l'Ontario garantisse le financement des programmes de supervision de la liberté sous caution existants et en augmente le nombre pour assurer des services de supervision adéquats dans tous les centres urbains;**
- b) des programmes de supervision soient financés pour aider les communautés raciales et linguistiques minoritaires et, de concert avec les personnes intéressées et les groupes communautaires, pour élaborer des services de supervision adaptés aux différentes cultures;**
- c) les programmes de supervision reçoivent le financement nécessaire pour utiliser des services d'interprétation;**
- d) la responsabilité des programmes de supervision soit transférée du ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels au ministère du Procureur général et comprenne la supervision des personnes qui attendent la conclusion des audiences d'immigration ou d'octroi du statut de réfugié;**
- e) le ministère des Services sociaux et communautaires, de concert avec les programmes de caution existants et les organismes communautaires intéressés, examine la faisabilité d'un programme de supervision à l'intention des jeunes âgés de 12 à 15 ans.**

### ***Accès à des interprètes***

Les consultations, les sondages et les mémoires n'ont cessé d'indiquer que les gens étaient gravement préoccupés par le fait que les accusés des minorités racialisées sont inutilement détenus parce que les services d'interprétation essentiels à leur défense sont inadéquats ou inexistants.

Dans les minutes qui suivent sa première rencontre avec la personne accusée, l'interprète est supposé vérifier qu'ils parlent tous deux une langue ou un dialecte commun, évaluer le vocabulaire ou le niveau de compréhension de la langue de la personne accusée, expliquer l'objectif de l'audience de caution, décrire ce qui va se passer dans la salle d'audience et obtenir des renseignements pour les avocats de la défense ou de service. Beaucoup d'interprètes ont parlé des accusés qui sont emprisonnés inutilement parce qu'on ne leur donne pas assez de temps pour s'acquitter convenablement de ces tâches complexes.

Pour prévenir l'injustice dans la détention préventive des accusés membres des communautés linguistiques minoritaires, des améliorations majeures doivent être apportées aux services d'interprétation. Dans les cours de caution, ce qu'il faut essentiellement, c'est veiller à ce que les interprètes soient prévenus à temps que l'on aura besoin de leurs services, et que ces services soient accessibles en dehors de la salle d'audience pour aider les avocats de la défense et de service à communiquer avec les accusés membres des minorités linguistiques. L'approche la plus efficace serait que cette information soit communiquée aux administrateurs des tribunaux par les agents chargés des entrevues de caution, la police ou les procureurs de la Couronne, et ceci suffisamment tôt pour que l'on puisse organiser les services nécessaires.

À l'intérieur de la salle d'audience, des services d'interprétation devraient être disponibles chaque fois qu'un avocat de la défense ou de service ou un procureur de la Couronne doit parler avec une personne accusée membre d'une minorité linguistique. Les services personnels d'un interprète devraient être fournis chaque fois que c'est possible. Si un interprète ne peut pas arriver à temps pour prévenir une détention injuste, des services d'interprétation devraient être



dispensés par le biais d'une communication téléphonique à trois.

**5.13 La Commission recommande que :**

**a) sous la supervision du juge administratif local, les administrateurs des tribunaux mettent en place les procédures nécessaires pour que la cour soit prévenue à temps de l'arrivée imminente, pour une audience de caution, d'une personne accusée membre d'une minorité linguistique;**  
**b) des interprètes soient disponibles, dans la mesure du possible, pour aider les avocats de la défense et les procureurs de la Couronne à communiquer avec une personne accusée en dehors de l'audience de caution. Si l'interprète ne peut pas être présent en personne, il faudrait utiliser des services d'interprétation par téléphone.**

***Représentation aux audiences de caution***

Les résultats des recherches de la Commission démontrent que le manque de retenue dans l'utilisation de la détention préventive a un effet particulièrement négatif sur les accusés noirs et membres d'autres communautés racialisées. La limitation des services juridiques disponibles lors des audiences de caution a pu notablement contribuer au problème. Même avant la crise récente concernant le financement de l'aide juridique, les honoraires versés au personnel de l'aide juridique pour les audiences de caution étaient de moins en moins élevés. Cela signifiait qu'une grande partie de ce travail était effectué par des avocats jeunes et peu expérimentés.

Puisque la Société du barreau du Haut-Canada et le gouvernement de l'Ontario ont mis en place un comité chargé d'examiner et de restructurer le Régime d'aide juridique pendant les dernières semaines de notre mandat, nous nous sommes abstenus de faire

des recommandations spécifiques sur le système actuel. Quels que soient les changements apportés, cependant, il faudra veiller à ce que la représentation juridique aux audiences de caution soit de haute qualité.

# 6

## *La gestion des accusations*

La gestion des accusations a trait aux décisions prises dans l'ensemble du système de justice pénale, et notamment :

- le dépôt et le filtrage des accusations,
- la déjudiciarisation des accusations,
- les méthodes utilisées pour régler les problèmes avant le procès, notamment les négociations de plaidoyers,
- les services que le système de justice pénale met à la disposition des personnes accusées, des victimes et des témoins.

Le pouvoir discrétionnaire est à la base de la gestion des accusations, et cela commence par l'agent de police qui décide si un incident justifie le recours au système de justice pénale, et par le procureur de la Couronne qui décide s'il va tenter des poursuites et de quelle façon.

Les victimes, les témoins et les accusés doivent faire face aux procédures de gestion des accusations aux premières étapes du processus de justice pénale. Cependant, le nombre de personnes qui sont parties au procès est beaucoup plus réduit, et seuls certains accusés sont assujettis à des systèmes de punition. Toute défaillance dans la gestion des accusations à ces premières étapes peut contribuer à la dissémination de perceptions d'injustice, en plus de produire des résultats injustes.

Il y a deux raisons principales pour suspecter la présence de racisme systémique dans les pratiques de gestion des accusations. La première concerne le fait que le pouvoir n'est pas exercé aussi fréquemment ni de façon aussi marquée en faveur des personnes racialisées que des personnes de race blanche. Aux premières étapes des

poursuites criminelles, les décisions de la police, du procureur de la Couronne et de l'avocat de la défense sont souvent prises rapidement, sur la base d'informations limitées et sans que le public ait son mot à dire. Les préjugés et les stéréotypes racialisés peuvent influencer les décisions de différentes façons, parfois subtilement.

Le second problème est que tout échec du personnel du système de justice pénale à communiquer de façon adéquate avec les personnes racialisées soumises aux procédures de gestion criminelle peut créer ou exacerber les perceptions d'exclusion de la justice. Un grand nombre des plaintes reçues par la Commission portaient sur le fait que les agents de police, les avocats ou les juges prenaient des décisions importantes sans véritablement expliquer ce qui se passait aux personnes les plus touchées par ces décisions. Le manque de communication peut être perçu non seulement comme un manque de respect, mais également comme un signe de racialisation.

### **Sélection et traitement des accusations**

La procédure de sélection des incidents qui feront l'objet d'instances au sein du système de justice pénale comprend deux étapes. La première est le dépôt d'une accusation. Cette décision est habituellement prise par la police et requiert l'approbation officielle d'un juge de paix. À la deuxième étape, un procureur de la Couronne examine les accusations pour déterminer lesquelles poursuivre.

Une fois les accusations portées, le procureur de la Couronne peut faire d'autres

choix administratifs. Ainsi, il peut décider de traiter l'infraction présumée par mise en accusation ou par procédure sommaire, ou de placer les accusés admissibles dans un programme de déjudiciarisation plutôt que de recourir à un procès.

### **Pouvoir de la police de déposer des accusations**

Les agents de police disposent d'un pouvoir considérable pour décider s'ils vont déposer des accusations et lesquelles. Bien que les policiers puissent tenir compte du désir des victimes ou de l'opinion des procureurs de la Couronne, ce sont eux qui ont le dernier mot en la matière. Pour déposer une plainte, un agent de police doit avoir des «motifs raisonnables et probables» de croire que la personne suspecte a commis une infraction. Une fois ce seuil franchi, les agents de police ont encore le pouvoir de décider de déposer ou non des accusations et, dans l'affirmative, quelle(s) accusation(s).

Cependant, en vertu de certaines politiques, les agents de police ne peuvent plus exercer officiellement leur pouvoir de décision lorsqu'ils pensent qu'il existe des motifs raisonnables et probables, comme en cas de violence familiale. De telles politiques restreignent considérablement le pouvoir de la police dans le système d'accusation sans toutefois l'éliminer. Même dans ce cas, les agents de police doivent déterminer s'il existe des motifs raisonnables et probables.

### **Conclusions sur le pouvoir de la police de déposer des accusations**

Beaucoup d'Ontariens pensent que la police n'exerce pas toujours de façon juste son pouvoir de déposer des accusations. On a déclaré que les agents de police n'hésitent pas à accuser les personnes racialisées alors que, dans des circonstances similaires, ils n'accuseraient pas des personnes blanches, et que les accusations contre les personnes racialisées ont tendance à être plus graves et plus nombreuses que nécessaire. Nous avons

aussi reçu plusieurs comptes rendus d'incidents qui ont été provoqués ou exacerbés par le comportement de la police et qui ont donné lieu à des accusations contre une personne racialisée.

Un grand nombre des services de police de l'Ontario semblent faire des efforts sérieux pour améliorer leurs relations avec les communautés noires et autres communautés racialisées, en grande partie par la mise en œuvre de services de police communautaire. À moins qu'ils ne soient accompagnées d'un engagement total envers l'égalité raciale, cependant, ces efforts risquent de ne pas réussir à alléger les soupçons existants.

Une réponse à nos résultats consisterait à réduire le pouvoir de la police sur les décisions d'accusation. Pour ce faire, on pourrait, par exemple, décriminaliser ou réduire la priorité d'exécution associée à des infractions comme la possession de stupéfiants, élaborer et appliquer des directives spécifiques pour réglementer l'action de la police et augmenter le pouvoir des juges de paix de refuser le dépôt d'accusations. Le risque demeurerait cependant que certains agents ignorent les changements de procédure ou les manipulent pour atteindre leurs objectifs d'accusation.

Une autre façon de procéder serait de maintenir le pouvoir de la police mais de donner aux agents des solutions de rechange aux accusations criminelles, comme des procédures officielles pour appliquer la déjudiciarisation. Bien que de telles procédures soient courantes dans d'autres instances, elles n'existent pas en Ontario en ce qui concerne la police.

En Grande-Bretagne, la politique gouvernementale encourage l'avertissement comme solution de rechange au dépôt d'une accusation, particulièrement dans le cas des jeunes, et établit des critères simples pour déterminer si une personne peut recevoir un avertissement.



Une version plus proactive de l'avertissement de la police est le modèle d'«avertissement sérieux» ou de «conférence familiale» adopté par un service de police de la Nouvelle-Galles du Sud, en Australie. La police convoque à une réunion la jeune personne et ceux qui la soutiennent et, si possible, la victime et ceux qui la soutiennent. La réunion est animée par un agent expérimenté et formé à cet effet. Vers la fin de la réunion, le groupe élabore un plan qui permet à la jeune personne de redresser le mal qu'elle a causé. Le modèle d'avertissement de la Nouvelle-Galles du Sud pourrait répondre à un grand nombre des préoccupations des Ontariens noirs et membres d'autres groupes racialisés concernant le pouvoir de la police en matière d'accusation, particulièrement lorsque ce sont des jeunes qui sont en cause.

Tout régime d'avertissement introduit en Ontario devrait être protégé contre le risque que des jugements racialisés n'influencent les décisions de sélection de la police. Il est également important de se protéger contre un risque de «gonflement de la prise» en s'assurant que les nouveaux pouvoirs sont utilisés pour réduire le nombre de personnes officiellement accusées, et non pour attirer plus de gens dans le système.

#### **6.1 La Commission recommande que :**

- a) le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels établisse des directives provinciales concernant la mise en place d'un système officiel d'avertissement;**
- b) les directives exigent des agents de police qu'ils utilisent le pouvoir d'avertissement au lieu de déposer des accusations à moins d'expliquer par écrit pourquoi des accusations sont nécessaires;**
- c) l'utilisation du pouvoir d'avertissement et ses rapports avec les pratiques d'accusation fassent l'objet d'un suivi pour détecter tout signe de**

**«gonflement de la prise» et de préjugé racial.**

- 6.2 La Commission recommande que :**
- a) les ministères du Solliciteur général et des Services correctionnels et du Procureur général élaborent des critères généraux à l'intention des services de police de l'Ontario pour qu'ils mettent en place des systèmes d'avertissement sérieux qui comprennent des rencontres de confrontation avec la communauté;**
  - b) les services de police de l'Ontario, de concert avec les organismes communautaires et les particuliers intéressés, mettent en place des systèmes d'avertissement sérieux qui comprennent des rencontres de confrontation avec la communauté;**
  - c) le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels fournisse les fonds de démarrage et de formation nécessaires pour les systèmes d'avertissement sérieux;**
  - d) les systèmes d'avertissement sérieux fassent l'objet d'un suivi pour surveiller les taux de récidive et le niveau de satisfaction et pour détecter tout signe de «gonflement de la prise» et de préjugé racial.**

#### **Pouvoir du procureur de la Couronne d'examiner les accusations**

À la seconde étape du processus de sélection des accusations, les procureurs de la Couronne ont le pouvoir, indépendamment de la police, de décider si des accusations justifient des poursuites. L'exercice de ce pouvoir est assujéti à des directives complètes auxquelles le public peut avoir accès.

Suivant les accusations déposées, les procureurs de la Couronne peuvent être habilités à décider de poursuivre par mise en accusation ou par procédure sommaire. Lorsque la Couronne procède par mise en

accusation, la peine maximale en cas de condamnation est beaucoup plus sévère. En pratique, les peines imposées ont effectivement tendance à être plus sévères lorsque la Couronne procède par mise en accusation.

### **Conclusions sur l'examen des accusations**

Certains avocats de la défense et avocats de service ont fait remarquer que le rapport de travail entre les procureurs de la Couronne et les agents de police risque de compromettre l'examen adéquat des accusations et l'analyse sérieuse des preuves à l'origine des accusations des personnes racialisées. En conséquence, l'exercice du pouvoir porte avec lui un risque notable de transmettre les préjugés contre les personnes noires et membres d'autres groupes racialisés à l'étape suivante du processus de justice pénale.

Nos recherches sur le pouvoir des procureurs de la Couronne ont révélé un problème lié au fait qu'ils ont tendance à trop faire confiance aux documents préparés à leur intention par la police. La comparaison des résultats des choix effectués par les procureurs de la Couronne de poursuivre par mise en accusation ou par procédure sommaire montre des différences peu importantes mais statistiquement significatives en faveur des accusés blancs pour la totalité des infractions et pour les personnes accusées de voies de fait contre un agent de la paix et d'infractions hybrides liées aux drogues. Il n'y avait pas de différence significative dans le choix de la procédure pour les personnes accusées d'agression sexuelle ou de violation des conditions de mise en liberté sous caution.

Il est frappant que des différences raciales apparaissent pour deux infractions hautement discrétionnaires qui donnent habituellement lieu à des accusations de la part de la police et ont été fortement associées aux stéréotypes racialisés sur la criminalité supposée des personnes noires.

Une trop grande confiance dans les informations présentées par la police, par exemple, expose les procureurs de la Couronne au risque que leurs décisions encouragent la transmission de préjugés.

Une autre préoccupation est associée à la lourde charge de travail des procureurs de la Couronne qui doivent prendre des décisions rapides donc vulnérables à l'influence de descriptions stéréotypées telles que vie «dérégulée», quartiers «mal famés» et «propensions culturelles à la criminalité». Les procureurs de la Couronne pourraient trouver utile de se voir suggérer des façons précises de procéder pour éviter la racialisation dans l'exercice de leur pouvoir de poursuivre. La présente version du *Manuel des politiques de la Couronne* ne donne que des conseils généraux dans son énoncé d'introduction sur l'élimination des stéréotypes discriminatoires dans le cadre du processus de prise de décisions.

**6.3 La Commission recommande que le ministère du Procureur général crée un comité, constitué de procureurs de la Couronne et d'autres fonctionnaires du ministère, d'avocats de la défense et de représentants des communautés racialisées, pour le conseiller sur les révisions à apporter au *Manuel des politiques de la Couronne*.**

### **Pouvoir d'éviter les poursuites judiciaires**

Dans certains cas, les procureurs de la Couronne ont le pouvoir de traiter les accusations sans intenter de poursuites en inscrivant l'accusé à un programme de déjudiciarisation. Le programme de ce genre le plus important en Ontario, le Programme de mesures de rechange, a été créé aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants* à l'intention des jeunes âgés de 12 à 17 ans.

Cependant, l'exercice du pouvoir discrétionnaire de la Couronne est limité en ce qui concerne la déjudiciarisation. Celle-ci est limitée à ceux qui assument la



responsabilité de l'incident à l'origine de l'accusation, et certaines infractions sont exclues. Il revient aux procureurs de la Couronne de déterminer si les candidats en cause satisfont aux conditions d'admission du programme. Suivant le programme et l'infraction, ces décisions peuvent être simples ou faire appel à des jugements complexes.

Une fois que le procureur de la Couronne a jugé qu'une jeune personne est admissible au Programme de mesures de rechange, le pouvoir est transmis temporairement à l'organisme communautaire chargé d'appliquer le programme. Ces organismes surveillent les personnes qui leur sont adressées d'une façon similaire à ce que font les bureaux de probation pour les personnes condamnées. Leur tâche spécifique est de décider des mesures de réadaptation convenant à leurs clients, qui peuvent comprendre un programme de counseling ou de thérapie et des actes d'expiation et de réparation, et de surveiller que les mesures stipulées sont appliquées.

L'organisme de supervision est tenu de notifier le bureau du procureur de la Couronne que la jeune personne a satisfait aux exigences imposées. C'est alors au procureur de la Couronne de décider s'il continue les poursuites. Si la jeune personne a coopéré avec l'organisme et mené à bien le programme stipulé, la décision est simple. Elle est plus difficile dans les cas de rapport de non-performance ou de performance partielle, particulièrement si la jeune personne maintient que les mesures imposées étaient trop pénibles ou autrement injustes.

La Commission n'a pas trouvé de perceptions que les procureurs de la Couronne sélectionnaient les jeunes pour le Programme de mesures de rechange d'une façon racialement inégale. De nombreuses questions ont été posées, cependant, concernant la difficulté d'accès au

programme et les faibles taux de participation des jeunes racialisés.

Notre examen des politiques existantes soulève un important problème systémique : l'exclusion des mesures de rechange de toutes les infractions liées aux drogues. La surreprésentation massive des Noirs parmi les personnes emprisonnées pour des infractions liées aux drogues suggère que cette exclusion a dans une grande mesure un effet défavorable sur les jeunes noirs.

La responsabilité première de ce problème incombe au gouvernement fédéral (dont les agents poursuivent les infractions liées aux drogues en Ontario), qui n'a pas de programme systématique de déjudiciarisation pour les jeunes. Si l'exclusion des infractions liées aux drogues se poursuit, l'Ontario devrait tenter de persuader le gouvernement fédéral d'élaborer un programme de déjudiciarisation distinct.

**6.4 La Commission recommande que le ministère du Procureur général conclue un protocole d'entente avec le ministère fédéral de la Justice pour permettre aux jeunes personnes accusées d'infractions liées aux drogues d'éviter les procédures judiciaires et d'être admises dans un programme de mesures de rechange.**

**Accès des personnes accusées à des services juridiques**

L'accès des personnes accusées à des services juridiques adéquats fait partie des problèmes les plus urgents du système de justice pénale de l'Ontario. Beaucoup de gens dépendent du Régime d'aide juridique de l'Ontario pour financer en partie ou en totalité les services dont ils ont besoin. Alors que le mandat de la Commission tirait à sa fin, une crise a éclaté au grand jour concernant le financement de l'aide juridique. Même avant la crise, cependant, la Commission avait trouvé que les Ontariens racialisés étaient sérieusement



préoccupés par la question des services d'aide juridique. Ainsi, le manque d'information sur l'aide juridique dans leur langue préoccupe particulièrement les membres des minorités linguistiques.

Nous recommandons une amélioration de l'accès aux services juridiques dont les personnes accusées racialisées semblent avoir le plus besoin. Quelle que soit la façon dont la crise actuelle est résolue, les personnes noires et membres des communautés racialisées ne devraient pas se heurter à de plus grands obstacles que les autres Ontariens pour obtenir que le système de justice pénale leur dispense des services juridiques.

#### **Accès aux services juridiques d'urgence**

Pour obtenir des services juridiques d'urgence, les personnes détenues par la police doivent connaître leurs droits. La *Charte canadienne des droits et libertés* donne aux personnes arrêtées le droit de parler avec un avocat et d'être informées de ce droit.

Pour que l'accusé comprenne ses droits et obtiennent des conseils juridiques, une communication efficace est essentielle. Les services de police des secteurs urbains de l'Ontario utilisent toute une variété d'interprètes, y compris des agents de police et des employés civils multilingues, des interprètes judiciaires, des bénévoles membres de la communauté et les amis et la famille de la personne accusée. Des services d'interprétation par téléphone sont également disponibles 24 heures sur 24 dans certains endroits.

À première vue, cet éventail de services peut paraître adéquat. En pratique, cependant, la plupart des services de police ne donnent guère d'instructions à leurs agents quant aux situations où il faut avoir recours à un interprète et à la façon d'utiliser efficacement ses services. Le droit fondamental de parler à un avocat est illusoire à moins que l'information ne soit

communiquée à l'accusé dans une langue qu'il comprend. Les agents de police devraient faire tout en leur pouvoir pour identifier la langue la plus appropriée dans chaque cas et pour communiquer l'avertissement officiel dans cette langue.

#### **6.5 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels :**

- a) traduise l'avertissement officiel communiqué au suspect arrêté ou détenu dans les principales langues parlées dans les divers territoires policiers de l'Ontario;**
- b) ordonne aux services de police de communiquer cet avertissement aux suspects dans la langue appropriée avant de les interroger.**

#### **6.6. La Commission recommande que le personnel de la police reçoive une formation sur le danger qu'il y a à assumer qu'une personne arrêtée ou détenue membre d'une minorité linguistique a une bonne connaissance de l'anglais simplement parce qu'elle semble à première vue comprendre la langue.**

Une personne arrêtée ou détenue qui a besoin d'un interprète pour comprendre son droit à des conseils juridiques pendant qu'elle est sous la garde de la police a besoin d'une aide similaire pour communiquer avec l'avocat. Le droit aux services juridiques suppose que les communications entre l'avocat et le client soient privées et privilégiées et soient perçues comme telles. C'est pourquoi ce service devrait être dispensé par un interprète indépendant de la police.

#### **6.7 La Commission recommande que le Régime d'aide juridique de l'Ontario reçoive les fonds nécessaires pour établir et entretenir des**

**communications téléphoniques à trois pour permettre aux personnes accusées membres des minorités linguistiques détenues par la police de communiquer avec un avocat de service par l'intermédiaire d'un interprète.**

#### **Accès à des conseils juridiques de base**

Beaucoup d'accusés racialisés peuvent être incapables de faire des choix éclairés sur les options à leur disposition, comme les programmes de déjudiciarisation ou les négociations de plaidoyer, parce qu'ils ne comprennent pas ce qui leur est proposé ni les conséquences de leurs décisions. Bien que certains participants à nos consultations aient insisté sur la situation particulièrement difficile des accusés membres des minorités linguistiques, la plupart ont également souligné que les personnes dont l'anglais est la première langue ont également besoin de plus d'informations et de conseils que ce qui leur est actuellement communiqué.

Les services actuellement dispensés par le Régime d'aide juridique de l'Ontario pourraient être étendus pour améliorer l'accès aux conseils juridiques de base et renforcer la confiance dans le système d'accusation.

#### **6.8 La Commission recommande que :**

**a) le ministère du Procureur général alloue les fonds supplémentaires nécessaires pour permettre au Régime d'aide juridique de l'Ontario de mettre un avocat de service à la disposition des clients qui ont besoin de conseils dans les établissements à salles d'audience multiples. Ces «conseillers juridiques» ne seraient généralement pas présents en cour mais seraient disponibles dans des bureaux privés situés au tribunal même, ou à proximité, pour dispenser des conseils immédiats aux personnes accusées, aux personnes qui les soutiennent et à leur famille;**

**b) le ministère du Procureur général prenne des dispositions pour étendre les services juridiques communautaires en réponse à l'évolution des besoins de la communauté, après consultations étendues et sous réserve de révision;**  
**c) là où des «conseillers juridiques» ou des services juridiques communautaires ne sont pas disponibles, les directeurs régionaux informent les accusés, les personnes qui les soutiennent et leur famille de l'existence des certificats d'aide juridique et leur en délivrent s'ils ont besoin de conseils juridiques sur des affaires criminelles.**

#### **Accès à la représentation juridique**

La Commission a constaté que beaucoup de demandeurs membres des communautés noires ou d'autres communautés racialisées sont mal informés sur certains aspects importants du Régime d'aide juridique, comme l'emplacement des bureaux ou les rapports entre le régime et l'obtention de services d'avocats. Des gens se sont plaints du fait que le personnel de l'aide juridique ne semble pas savoir que les familles étendues sont un phénomène courant dans nombre de communautés racialisées. Beaucoup de demandeurs ont déclaré que les questions sur leurs responsabilités financières précises à l'égard des personnes à leur charge manquaient de sensibilité et de tact.

Trois tendances générales sont apparues au cours des recherches que la Commission a mené sur le processus de demande d'aide juridique. Pour commencer, certains demandeurs avaient de toute évidence besoin d'un interprète. Comme le Régime d'aide juridique ne fournit pas habituellement d'interprètes et que ces demandeurs ne pouvaient généralement pas payer des interprètes professionnels, ils comptaient plutôt sur leur famille et leurs amis. Le personnel de l'aide juridique avait parfois de la difficulté à communiquer avec ces

personnes. Même quand la communication semblait efficace, cette solution n'était pas satisfaisante à cause de la nature intime des questions.

Ensuite, il y avait des demandeurs qui avaient une certaine connaissance de l'anglais mais étaient de toute évidence mal à l'aise avec le vocabulaire utilisé au cours de l'entrevue. Souvent, le demandeur cherchait à faire de son mieux et essayait de se montrer coopératif en répondant «oui» le plus souvent possible. Mais la communication restait souvent inefficace.

La troisième tendance concernait les demandeurs qui parlaient anglais mais dont l'accent ou le dialecte n'était pas compris par les enquêteurs. Ces demandeurs étaient souvent invités à répéter leurs réponses, souvent plusieurs fois pour chaque question. Bien que, de toute évidence, les enquêteurs n'aient pas eu l'intention de manquer de respect à leur interlocuteur ou de l'insulter, ces entrevues ressemblaient souvent à des interrogatoires.

#### **6.9 La Commission recommande que le Régime d'aide juridique de l'Ontario :**

- a) mette des services d'interprétation linguistique et culturelle à la disposition des clients pendant les entrevues de demande d'aide juridique;**
- b) prépare et diffuse largement des brochures et des bandes vidéo, dans les principales langues utilisées dans chaque région, qui expliquent les différents services offerts par le Régime d'aide juridique ainsi que l'objectif et le contenu probable des entrevues effectuées par le personnel.**

Une fois qu'un demandeur a obtenu un certificat d'aide juridique, l'étape suivante est de trouver un avocat. Tous les bureaux d'aide juridique conservent une liste des avocats qui acceptent les certificats, et la liste indique si un avocat parle une autre

langue que l'anglais. Le bureau de l'aide juridique ne donne pas d'autres détails sur les facteurs qui préoccupent les demandeurs. Les personnes noires et membres d'autres communautés racialisées peuvent être particulièrement anxieuses de trouver des avocats qui acceptent et comprennent les problèmes que pose la vie dans une société racialisée. Cette préoccupation s'exprime parfois par une préférence pour un avocat de la même origine raciale. Le plus souvent, cependant, les accusés noirs et membres d'autres communautés racialisées désirent simplement engager un avocat, de n'importe quelle origine raciale, qui comprend le racisme.

Il n'est pas facile de renvoyer les demandeurs à ces avocats, et le Régime d'aide juridique est limité dans sa capacité à résoudre ce problème. Des initiatives utiles pourraient probablement venir des organismes communautaires qui pourraient conserver leur propre liste de recommandations et partager l'information de façon non officielle avec les personnes qui ont besoin d'un avocat.

Le Régime d'aide juridique de l'Ontario pourrait cependant contribuer à alléger le problème en tenant compte de l'expérience du racisme lorsque des clients racialisés demandent à changer d'avocat.

Actuellement, parce qu'il peut être coûteux de changer d'avocat, on ne peut le faire que dans des circonstances exceptionnelles.

#### **6.10 La Commission recommande que le Régime d'aide juridique de l'Ontario enjoigne les directeurs régionaux de faire preuve de souplesse à l'égard des demandes de changement d'avocat si le client maintient que le racisme est à l'origine de la rupture de la relation avec l'avocat.**



## **Règlement préparatoire au procès – négociation de plaidoyer**

Les procureurs de la Couronne ont le pouvoir de conclure une entente avec l'avocat de la défense sur la façon dont certaines affaires issues des accusations seront présentées au juge. Généralement, ces ententes exigent de la personne accusée qu'elle abandonne son droit de laisser l'État prouver sa culpabilité dans le cadre d'un procès. Si la personne accusée reconnaît en cour sa culpabilité à l'égard d'au moins une accusation, le procureur de la Couronne peut, par exemple, accepter de retirer d'autres accusations contre la personne accusée ou une personne coaccusée, accepter un plaidoyer de non-culpabilité pour d'autres accusations ou proposer, conjointement avec l'avocat de la défense, une peine moins lourde que celle que recevrait vraisemblablement la personne accusée si elle était déclarée coupable à l'issue d'un procès.

La méfiance profonde à l'égard des ententes de règlement, ou négociations de plaidoyer comme on les appelle habituellement, est un thème qui n'a cessé de revenir dans les consultations publiques de la Commission. Cependant, le système de justice pénale de l'Ontario est totalement en faveur du processus de négociation de plaidoyer. Le risque demeure que les accusés exclus des discussions puissent se montrer très méfiants de ces «marchés» conclus en leur nom. Pour beaucoup d'accusés noirs et membres d'autres communautés racialisées, une telle exclusion est une raison supplémentaire de croire que le système de justice pénale cherche à dissimuler le mauvais traitement qu'il leur réserve.

Trois aspects du système de règlement sont particulièrement préoccupants. Tout d'abord, les accusés non représentés à qui on offre un règlement risquent de ne pas bien comprendre la cause les concernant ni la façon dont les preuves peuvent influencer

la proposition de règlement. S'ils ne comprennent pas exactement la cause de la Couronne, les accusés non représentés sont gravement désavantagés.

Le second problème est l'exclusion des accusés des pourparlers de règlement, particulièrement des conférences préparatoires au procès où des ententes peuvent être conclues sur le sort qui leur est réservé. Beaucoup d'accusés ont l'impression que leurs avocats cherchent à leur «vendre» les conditions d'une entente conclue en leur absence. Ils se plaignent de ne pas savoir ce qui s'est passé pendant les négociations et estiment qu'ils n'ont guère d'autre choix que d'accepter.

Troisièmement, on continue à se préoccuper sérieusement du fait que les accusés ne comprennent pas toujours la nature ou les conséquences de l'entente de règlement qu'on leur demande d'accepter. Cette incompréhension, qui a été souvent mentionnée par les accusés qui ont un avocat, et en leur nom, est vraisemblablement encore plus répandue parmi les accusés non représentés.

## **Plein jour sur les négociations : la divulgation complète**

Que la cause fasse l'objet d'un procès ou d'une négociation de plaidoyer, les accusés sont habilités par la constitution à avoir accès à toutes les informations pertinentes dont dispose la Couronne concernant les accusations. Les accusés représentés exercent ce droit par l'intermédiaire de l'avocat de la défense qui obtient la divulgation en leur nom, évalue l'information et détermine si un plaidoyer de culpabilité est recommandé. Les accusés non représentés, par contre, peuvent ne pas même savoir que le droit à la divulgation existe et encore moins comment se procurer les informations détenues par le procureur de la Couronne et comment les évaluer.

Le Régime d'aide juridique de l'Ontario a répondu à ce problème en mettant des

avocats de service à la disposition des accusés non représentés, selon les besoins, pour les aider à obtenir la divulgation. Ce service devrait être étendu et formalisé. Plus précisément, lorsque l'avocat de service a été approché par une personne accusée, il devrait être tenu d'obtenir la divulgation de la Couronne et d'examiner les informations avec l'accusé, de lui expliquer le processus de règlement et de résumer les options à sa disposition.

**6.11 La Commission recommande que :**

- a) le Régime d'aide juridique de l'Ontario reçoive des fonds spéciaux pour veiller à ce que des avocats de service soient disponibles pour aider les accusés non représentés à obtenir la divulgation de la cause de la Couronne les concernant;**
- b) des informations sur ce service particulier soient incluses dans tous les documents officiels remis aux accusés. Ces informations devraient être exprimées dans un langage simple et être disponibles dans une variété de langues pour refléter la diversité linguistique de l'Ontario;**
- c) les directeurs régionaux de l'aide juridique travaillent de concert avec les comités locaux d'administration des tribunaux et les groupes communautaires et les particuliers intéressés pour veiller à ce que les accusés non représentés obtiennent la divulgation complète et en temps opportun. Il faut demander l'opinion des accusés non représentés sur ce service et publier annuellement un rapport sur la question dans le rapport annuel du Régime d'aide juridique.**

**Présence aux conférences préparatoires au procès**

Lorsque la personne accusée est représentée, le processus suivi pour parvenir à un règlement peut entraîner plusieurs discussions préliminaires entre la Couronne et l'avocat de la défense. Vers la fin de ce processus, un juge peut se joindre aux avocats pour une conférence préparatoire au procès où l'on s'efforcera de parvenir à une entente à présenter au tribunal.

Les accusés qui ont un avocat ne sont pas présents aux conférences préparatoires au procès. La principale raison de leur exclusion est que leur présence peut inhiber les discussions libres et sans caractère officiel. D'autres raisons parfois invoquées pour justifier l'exclusion des accusés comprennent les préoccupations de sécurité et la nécessité d'échanger des informations qui devraient rester confidentielles pour protéger la personne accusée ou quelqu'un d'autre.

La force et l'amertume des préoccupations de la communauté concernant le caractère secret des discussions, ainsi que les allégations de trahison pendant les négociations de plaidoyer, suggèrent que l'exclusion traditionnelle des accusés devrait être repensée.

**6.12 La Commission recommande que :**

- a) des projets pilotes dans le cadre desquels des accusés assistent aux conférences préparatoires au procès soient mis en œuvre;**
- b) dans les causes où les personnes sont accusées aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, les parents ou les tuteurs soient habilités à assister à ces conférences sauf si la Loi prévoit leur exclusion des procédures judiciaires;**
- c) des sondages auprès de tous les participants à ces projets pilotes soient effectués régulièrement. Les résultats**

**de ces sondages devraient être examinés par un comité consultatif qui devrait faire rapport au Procureur général au bout de deux ans.**

Dans certaines instances, un agent de police associé à la cause accompagne le procureur de la Couronne à la conférence préparatoire au procès. La justification standard de cette pratique est que l'agent est habituellement dans la meilleure position pour fournir des informations à jour, par exemple expliquer pourquoi la divulgation complète n'a pas encore eu lieu ou faire rapport sur les témoins disponibles ou l'état de la victime. Bien que la présence de l'agent puisse ne pas porter à conséquence, la personne accusée peut percevoir une injustice dans ce type de rencontre privée.

**6.13 La Commission recommande qu'un agent de police associé à une poursuite ne soit pas admis à participer aux conférences préparatoires au procès à moins que la personne accusée ne soit présente.**

#### **Vérification de la compréhension du plaidoyer**

Lorsque les accusés plaident coupables, ils abandonnent le droit de subir un procès. Ils peuvent le faire dans l'espoir que leur coopération sera récompensée par une réduction de peine, parce qu'ils éprouvent du remords ou qu'ils revendiquent la responsabilité de l'infraction, pour mettre fin au processus criminel, pour réduire le temps passé en prison avant la condamnation ou pour beaucoup d'autres raisons. Les accusés peuvent aussi abandonner ce droit lorsqu'ils ne comprennent pas pleinement les conséquences de l'admission de culpabilité, parce qu'ils sont intimidés par le processus ou parce qu'ils ont le sentiment de faire l'objet de pressions.

À titre de défenseurs des accusés, les avocats de la défense sont chargés de veiller

à ce que leurs clients comprennent la nature et les conséquences d'un plaidoyer de culpabilité et consentent librement à abandonner leur droit à un procès contradictoire. Lorsque les accusés ne sont pas représentés par un avocat, la responsabilité du traitement juste de l'accusé est transférée au juge. Dans ce rôle, le juge est censé s'assurer que l'accusé comprend le plaidoyer et y consent volontairement.

Malgré ces mesures de protection, des plaintes déposées par des accusés représentés et non représentés, ou en leur nom, font état du fait que les accusés ne comprennent pas les conséquences du plaidoyer de culpabilité ou se sentent forcés de plaider coupables. Certains sont aussi préoccupés par le fait que beaucoup d'accusés racialisés sont trop déconcertés ou intimidés pour s'exprimer s'ils ne comprennent pas les procédures judiciaires. Ce problème est particulièrement répandu parmi les accusés membres des minorités linguistiques mais il n'épargne pas non plus les accusés anglophones. La Commission approuve totalement la vérification de compréhension du plaidoyer chaque fois qu'une personne accusée plaide coupable.

#### **6.14 La Commission recommande que :**

- a) avant d'accepter un plaidoyer de culpabilité, le président du tribunal effectue une vérification pour s'assurer que la personne accusée comprend la nature et les conséquences du plaidoyer, agit volontairement et comprend le concept d'indépendance du juge. Cette vérification de la compréhension du plaidoyer doit être effectuée dans un langage approprié à l'âge, au niveau d'éducation et aux compétences linguistiques de la personne accusée;**
- b) le ministère du Procureur général recueille des exemples écrits de vérification de la compréhension du**



**plaidoyer qu'il fera réécrire par des experts dans un langage simple et qu'il fasse traduire les questions standard dans les différentes langues qui reflètent la diversité linguistique de l'Ontario;**

**c) le procureur général demande que le *Code Criminel* soit modifié pour exiger que tout juge qui préside un tribunal effectue une vérification de compréhension du plaidoyer chaque fois qu'une personne accusée plaide coupable, indépendamment du fait qu'elle est ou non représentée par un avocat de la défense.**

### Accusations obligatoires

Le principal problème mis au jour par notre enquête sur les préoccupations des victimes concernant les pratiques d'accusation visait les politiques relatives aux accusations obligatoires dans les cas de violence familiale. Bien que des exceptions soient autorisées dans des circonstances particulières, les politiques ont pour objet de réduire, voire d'éliminer le pouvoir de la police de traiter ces incidents de façon non officielle et le pouvoir des procureurs de la Couronne de retirer les accusations ou d'abandonner les poursuites d'une autre façon. Une directive particulièrement importante est celle qui stipule qu'il faut déposer des accusations et intenter des poursuites même contre la volonté de la victime.

Beaucoup de femmes racialisées ne voient pas le système de justice pénale comme un allié mais comme une force essentiellement importune et destructrice. Bien qu'il leur arrive de vouloir appeler la police pour les aider à mettre fin à une confrontation violente ou qui risque de le devenir, elles veulent aussi avoir un certain contrôle sur les conséquences de leur acte. Elles veulent, en particulier, limiter leurs rapports subséquents avec le système de justice pénale qu'elles perçoivent souvent

comme étranger, écrasant et une source de problèmes supplémentaires.

La Commission estime que le dépôt d'accusations dans les cas de violence familiale devrait rester obligatoire. Le principe général derrière l'accusation obligatoire part d'un bon motif et semble s'appliquer avec succès dans beaucoup de communautés. Cependant, l'adhésion rigide à cette politique à l'étape des poursuites peut avoir des conséquences néfastes. Quand une femme décide que des poursuites lui causeront du tort, cette décision devrait être respectée.

**6.15 La Commission recommande que, lorsque les procureurs de la Couronne sont certains qu'une femme a décidé de son plein gré et non sous la contrainte de l'accusé ou d'autres personnes que des poursuites pour accusation de voies de fait lui causeront du tort, sa décision devrait être traitée comme constituant des «circonstances exceptionnelles» requérant le retrait des accusations.**

### Services juridiques à la disposition des victimes et des témoins

Souvent, les victimes découvrent que leur rencontre avec le système de justice pénale est une expérience traumatisante qui intensifie leur anxiété et représente une «victimisation secondaire». Les victimes se plaignent du fait qu'elles reçoivent peu d'informations sur le progrès des enquêtes ou des accusations. Surtout, les procès sont souvent une source de grande détresse pour les victimes ou les témoins qui cherchent à faire reconnaître leurs souffrances parce qu'ils seront presque certainement exposés à une interrogation pénible où il n'y aura pas de présomption qu'ils représentent la partie lésée.

En réponse à ce problème, l'Ontario a adopté le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Il donne aux victimes des

informations et un soutien pendant le processus de gestion des accusations et les prépare à un procès contradictoire. Cependant, le programme ne semble pas généralement rejoindre beaucoup de femmes vulnérables dans les communautés noires et d'autres communautés racialisées. En outre, les arrangements concernant les services d'interprétation sont généralement organisés au cas par cas si bien que beaucoup de femmes et d'enfants des communautés racialisées sont moins bien servis que les clients anglophones et francophones.

Le premier obstacle à l'accès, pour les victimes noires et membres d'autres groupes racialisés, est le manque d'informations sur le programme. Les recherches de la Commission suggèrent que, bien que l'information atteigne certaines femmes des communautés racialisées, il faut faire davantage.

Comme la communication est à la base du programme d'aide aux victimes et aux témoins, nous avons été surpris d'apprendre que son mandat officiel ne prévoit pas de services d'interprétation culturelle. À certains endroits, le coordonnateur du programme a accès à des interprètes culturels expérimentés. Mais ailleurs, les travailleurs ont recours à des bénévoles des organismes locaux ou à des interprètes judiciaires. On ne peut pas s'attendre à ce que les interprètes bénévoles soient disponibles chaque fois que leurs services sont requis. De plus, le caractère confidentiel de l'information et la qualité de l'interprétation ne sont pas garantis lorsque l'on a recours à des bénévoles. Un service aussi essentiel ne devrait pas dépendre des bénévoles.

**6.16 La Commission recommande que les procureurs régionaux principaux :**  
**a) effectuent des sondages annuels auprès des procureurs de la Couronne locaux et du personnel ainsi que des utilisateurs du programme d'aide aux**

**victimes et aux témoins pour déterminer les besoins linguistiques des victimes et des témoins dans chaque région et identifier les lacunes dans la prestation d'informations traduites;**  
**b) travaillent de concert avec le programme d'aide aux victimes et aux témoins, certains organismes communautaires et la police afin d'étendre la diffusion et la dissémination d'informations sur le programme aux communautés racialisées.**

**6.17 La Commission recommande que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins soit étendu à tous les tribunaux de première instance de l'Ontario et comprenne des services d'interprétation culturelle.**

## *La dynamique des tribunaux*

Les recherches effectuées par la Commission révèlent que beaucoup d'Ontariens perçoivent les tribunaux comme des lieux chargés de préjugés contre les Noirs et les autres personnes racialisées. Elles indiquent également que les juges et les avocats sont habituellement conscients de ces opinions, au moins de la part des personnes racialisées. Certains juges réagissent au contraire en soutenant que ces perceptions sont sans fondement, limitées ou sans valeur parce qu'elles sont basées sur des anecdotes.

Si l'on considère la différence dans les résultats comme la seule indication valide du racisme systémique, on ne tient pas compte de ce qui *apparaît* comme une injustice aux utilisateurs et aux observateurs du système judiciaire. Les opinions concernant l'injustice dans les tribunaux sont entretenues par la façon dont les gens perçoivent le système judiciaire et dont ils rapportent leur expérience aux autres. C'est ainsi que l'apparence d'injustice est largement façonnée par les perceptions et entretenue par les anecdotes.

Nous avons organisé nos recherches de façon à identifier les pratiques et les interactions en vigueur dans les salles d'audience qui contribuent à donner une impression d'injustice raciale.

### **Utilisations de l'origine étrangère dans les cours criminelles de l'Ontario**

La tendance qu'ont les juges, les juges de paix et les avocats à faire référence à l'origine étrangère ou aux antécédents ethniques des individus joue un rôle important dans les perceptions d'injustice

raciale dans les tribunaux. Lorsqu'elles sont directement témoins de ces références ou en entendent parler, les personnes racialisées concluent que l'origine doit avoir de l'importance dans le système de justice pénale, sinon, on n'y ferait pas allusion. Mais il est difficile de comprendre quels sont les buts que le système judiciaire poursuit dans ses références à l'origine.

### **Conclusions générales sur les références à l'origine étrangère**

Malgré le silence du *Code criminel* sur la pertinence de la citoyenneté, du statut d'immigrant, du lieu de naissance ou de l'origine eu égard aux poursuites criminelles, les résultats de nos recherches indiquent que ces points sont régulièrement mentionnés en cour. Une étude des poursuites judiciaires dans les tribunaux de la communauté urbaine de Toronto a conclu que les références au pays d'origine, au statut d'immigrant, aux années passées au Canada et autres indications d'«origine étrangère» avaient lieu dans un tiers des audiences sans rapport avec la mise en liberté sous caution des accusés noirs ou autres personnes racialisées et dans 28 % des audiences de mise en liberté sous caution.

Les résultats des sondages effectués par la Commission auprès des juges et des avocats de la défense suggèrent également que les références à l'origine étrangère sont plus courantes dans les causes où la personne accusée est racialisée plutôt que blanche. Cependant, il apparaît clairement que les procureurs de la Couronne ne partagent pas cette perception.



La Commission a procédé à un examen plus détaillé des références à l'origine étrangère dans les 101 demandes de révision ou de modification des décisions de mise en liberté sous caution déposées en janvier 1994 à la Cour de l'Ontario (Division générale) dans la communauté urbaine de Toronto. Sur les 92 transcriptions disponibles, 62 (68 %) contenaient des références à l'origine étrangère. Au sein de cet échantillon, les transcriptions de l'audience de mise en liberté sous caution de quatre sur cinq des accusés «asiatiques» contenaient ce type de commentaire alors que ce n'était le cas que pour un sur dix des accusés originaires du «Sud de l'Asie». Les transcriptions des audiences de mise en liberté sous caution des accusés noirs ou blancs étaient à mi-chemin, avec une référence à l'origine étrangère dans la moitié des cas pour les deux groupes.

### **Explications des références à l'origine étrangère**

Les recherches effectuées par la Commission révèlent trois tendances de base que nous appellerons l'«hostilité ouverte», le «sous-entendu» et la «bénignité apparente» dans les références à l'origine étrangère.

#### **L'hostilité ouverte**

Les références ouvertement hostiles à l'origine étrangère ou à l'ethnicité et les autres commentaires racistes que peuvent faire les juges ébranlent fortement la confiance du public dans le système de justice pénale. Les réponses aux sondages de la Commission et les expériences décrites lors des consultations avec les avocats confirment qu'une petite minorité de juges sont connus pour être ce que nous appellerons des «brebis galeuses». On nous a dit à bien des reprises que les indications d'origine étrangère présumée comme la race, la culture, la couleur ou le pays d'origine provoquent régulièrement des commentaires ou des décisions défavorables de la part de ces juges.

On ne saurait trop insister sur la gravité des remarques racistes faites par les juges en cour, même si cela n'est pas fréquent. Il est probable que beaucoup de gens trouvent ce type de remarque injurieuse mais, pour les personnes racialisées qui les entendent ou à qui on les rapporte, ce peut être le choc ou l'outrage; cela peut les blesser profondément et leur causer un sentiment de peur. Ils racontent ce qui s'est passé à leurs amis, à leur famille, à leurs collègues et à leurs voisins.

Cette réaction humaine classique fait ressortir deux points importants. Premièrement, même si les membres des communautés racialisées ont tendance à croire que les tribunaux, comme les autres institutions spécialisées, sont systématiquement racistes, ils ne s'attendent pas à rencontrer un racisme explicite dans une salle d'audience de l'Ontario. Ils racontent leurs expériences et elles circulent dans la communauté, précisément parce que le racisme explicite *n'est pas* supposé exister dans les tribunaux. En fait, c'est le contraste brutal entre l'attente d'un traitement juste et l'expérience des remarques racistes qui fait que les commentaires du personnel judiciaire ont un impact si marqué et de telles répercussions.

Deuxièmement, ce n'est pas tellement la fréquence des incidents racistes dans les tribunaux que la réaction du système de justice pénale, ou plutôt le manque de réaction, qui entretient les perceptions d'un racisme systémique. Malheureusement, les membres du public n'ont aucun moyen d'être informés de ces initiatives privées et de ces stratégies d'évitement. Ce qu'ils voient à la place, c'est un système judiciaire qui nie ou ignore, et donc tolère un comportement inexcusable.

L'un des problèmes est que la riposte du système de justice pénale à l'inconduite de ses membres repose entièrement sur les plaintes. À moins qu'un Conseil de la magistrature ne soit saisi d'une plainte

officielle, l'acte raciste le plus flagrant ne suscitera aucune réaction de la part du système. Le fait que la victime d'un acte raciste ne porte pas plainte ne met pas fin au problème parce que, tant que nul ne s'y oppose, l'acte rejaillit sur tous les membres du système de justice pénale, quel que soit le nombre de ceux qui agissent avec justice, diligence et intégrité. Il faut que le système de justice pénale dispose d'un processus pour démontrer publiquement que le racisme ne sera pas toléré, en quelque lieu et sous quelque forme qu'il apparaisse.

Ce processus devrait comporter trois éléments principaux qui devraient être bien connus du public. Ces éléments sont l'élaboration de normes pour régir le comportement du personnel judiciaire; la mise en place de mécanismes qui permettent de dénoncer les juges qui dérogent à ces normes; et l'adoption de procédures efficaces à appliquer en réponse aux comportements inacceptables des membres du système judiciaire.

Il est également essentiel que le public ait la preuve que le système respecte les normes dans la pratique. Nous sommes préoccupés par le fait que les systèmes actuels de règlement des plaintes ne permettent pas de réagir comme il faudrait aux comportements racistes, même explicites, du personnel judiciaire. Ces systèmes supposent que la personne offensée, ou une tierce partie, dépose une plainte écrite. Les avocats de la défense peuvent alléguer qu'ils n'ont pas le temps de déposer une plainte au nom de leur client et que cela risque de compromettre leurs causes à venir devant le juge en question, voire même certains de leurs collègues. Les procureurs de la Couronne risquent de penser la même chose. Les autres juges seront peut-être les derniers à entendre parler du problème et, de toute façon, ils risquent de ne pas être disposés à porter plainte contre un collègue. Les personnes accusées peuvent considérer que les

commentaires racistes du juge ne font pas partie de leurs problèmes les plus immédiats et être trop intimidés par leur expérience en cour pour oser remettre en question le comportement d'un juge.

#### **7.1 La Commission recommande que :**

- a) la Société du barreau du Haut-Canada établisse un bureau des plaintes où puissent être déposées des plaintes anonymes ou confidentielles concernant le comportement raciste des juges ou des avocats;**
- b) ce bureau procède à une enquête informelle sur ces plaintes et, si elles sont confirmées, saisisse le Conseil de la magistrature de l'Ontario ou du Canada d'une plainte officielle si c'est un juge qui est en cause ou entame une procédure disciplinaire s'il s'agit d'un avocat;**
- c) la confidentialité de la plainte soit protégée. S'il y a contestation des faits, il faudrait informer le plaignant que, s'il veut poursuivre la plainte, il doit en saisir directement l'organisme approprié;**
- d) les avocats soient dans l'obligation morale de signaler au bureau des plaintes tout comportement raciste dont ils sont témoins de la part d'un juge, d'un avocat ou d'un autre agent ou employé des tribunaux;**
- e) tous les autres agents et employés des tribunaux soient également encouragés à signaler tout comportement raciste au bureau des plaintes.**

**7.2 La Commission recommande que la Société du barreau diffuse largement des informations sur elle-même et sur le mécanisme de règlement des plaintes, notamment des renseignements sur la façon de procéder pour obtenir de l'aide si l'on veut déposer une plainte. En**

**fournissant ces informations, la Société du barreau devrait s'efforcer d'éliminer les obstacles culturels et linguistiques et, si nécessaire, aider le public à préparer les plaintes officielles.**

### **7.3 La Commission recommande que :**

- a) la Société du barreau du Haut-Canada établit une obligation morale, ainsi que des directives pratiques, pour régir le comportement des avocats lorsqu'ils observent des actes racistes;**
- b) les juges et les avocats ne perdent pas une occasion de rappeler à ceux de leurs collègues qui font des commentaires racistes, même en dehors de la salle d'audience, que de telles déclarations sont inacceptables et donnent une mauvaise impression du système de justice pénale de l'Ontario.**

#### **Les sous-entendus**

Certaines mentions de «l'origine étrangère» dans les tribunaux procèdent d'une motivation plus subtile que les exemples racistes explicites cités ci-dessus. Dans ces cas, les avocats attirent l'attention sur l'origine étrangère d'une personne dans l'espoir de provoquer une réaction défavorable à son égard de la part du juge, des membres d'un jury ou du juge de paix. Ces références pleines de sous-entendus à l'origine étrangère sont utilisées souvent par les procureurs de la Couronne, les avocats de la défense et les avocats de service, mais nous avons remarqué qu'elles sont le plus fréquemment évoquées par les procureurs de la Couronne en parlant des accusés ou même des témoins. Ce qui se passe, c'est qu'un procureur de la Couronne part du principe, à tort ou à raison, que le juge portera plus souvent un jugement négatif si la personne accusée est présentée comme «étrangère». Quels que soient la motivation ou le résultat

spécifiques, cependant, le commentaire n'en reste pas moins raciste.

Cette manière de présenter les accusés noirs ou membres d'autres groupes racialisés est l'une des nombreuses façons de suggérer que la personne accusée «n'est pas des nôtres». Les références à d'autres caractéristiques, comme le style de vie, le chômage ou l'aide sociale, la mobilité ou le domicile auront probablement le même effet. Quelles que soient les caractéristiques choisies, l'objectif de la référence est de créer une coupure entre la personne chargée de rendre le jugement et la personne qui parle, et leur commune humanité avec la personne accusée. Une fois cette distance établie, l'élément d'empathie, qui est tellement essentiel à l'exercice du pouvoir discrétionnaire, a tendance à disparaître.

Il est tout à fait déplacé pour les procureurs de la Couronne de l'Ontario d'être motivés par l'idée de «gagner» ou de remporter une «victoire». Leur tâche, dans la salle d'audience, est de présenter l'accusation de façon efficace mais toujours dans le cadre d'un procès impartial. C'est gravement s'écarter de ce principe que d'introduire délibérément la race dans le but de causer un préjudice à une personne accusée.

Les directives actuelles concernant les procureurs de la Couronne semblent généralement adéquates. Les directives, cependant, ne suffisent pas à garantir l'intégrité. Ce n'est pas en élaborant d'autres directives qui pourraient être pareillement éludées que l'on résoudra ce problème. L'important, c'est de veiller à ce que les procureurs de la Couronne aient une meilleure compréhension de leurs responsabilités et de mettre en place un système efficace d'évaluation de leur performance.



**7.4 La Commission recommande que les juges, les juges de paix et les avocats de la défense prennent la décision d'identifier scrupuleusement la pertinence de toute référence à la race avant qu'elle soit introduite au tribunal.**

**Utilisations «apparemment bénignes» de l'origine étrangère**

La Commission a trouvé que les références à l'origine étrangère sont quelquefois utilisées de façon neutre ou dans un effort pour présenter les accusés sous un jour favorable. Les juges, les procureurs de la Couronne et les avocats de la défense et de service font parfois des références apparemment neutres à l'origine étrangère de la personne accusée – comme une simple mention de son lieu de naissance ou la date de son arrivée au Canada. Ce sont en général les avocats de la défense ou de service qui ont le plus de raisons de faire ce type de commentaire, mais cela arrive aussi aux juges et aux procureurs de la Couronne.

Les références favorables à l'origine étrangère peuvent être utilisées pour les raisons suivantes :

- expliquer des facteurs qui, sinon, pourraient donner une mauvaise impression de la personne accusée;
- réduire les dommages causés par une référence antérieure hostile ou négative à l'origine étrangère de la personne;
- limiter la culpabilité en montrant qu'un immigrant ne connaît pas bien les lois canadiennes;
- souligner les dures conséquences d'une condamnation sur le casier judiciaire d'une personne qui n'a pas la citoyenneté.

Les utilisations bénignes de l'origine étrangère peuvent être acceptables dans certaines circonstances, particulièrement si elles aident à éviter d'imposer à des non-citoyens des pénalités supplémentaires auxquelles ne seraient pas assujettis des

Canadiens accusés des mêmes infractions. Mais les dangers sont évidents, notamment le risque d'abus et aussi de donner la fausse impression que «l'origine étrangère» est généralement un facteur pertinent dans les procédures judiciaires. Là aussi, il faudrait identifier scrupuleusement la pertinence de toute référence à la race avant d'en autoriser l'utilisation au tribunal.

**Sentiment d'exclusion**

Le sentiment d'être exclu des procédures judiciaires est l'une des principales raisons pour lesquelles les personnes noires et membres d'autres groupes racialisés déclarent qu'elles ne font pas confiance au système de justice pénale. Deux problèmes majeurs ont été identifiés. D'abord, la vitesse à laquelle se déroulent les événements, le langage complexe et les procédures souvent déroutantes des tribunaux font que même les accusés qui parlent couramment anglais (ou français si le procès a lieu en français) ont souvent l'impression qu'ils ne participent pas véritablement à des débats qui peuvent avoir de profondes répercussions sur leur vie. Ceux qui dépendent des interprètes se sentent encore plus exclus. Le second problème est que l'absence de personnes racialisées dans les postes d'autorité et les jurys des tribunaux de l'Ontario véhicule une image puissante et négative du système de justice pénale comme d'une institution «blanche» et exclusive.

**Les procédures judiciaires**

Les Noirs, les Autochtones et les autres Ontariens racialisés qui se sont adressés à la Commission se sont dits déçus par les procédures judiciaires. Ils ont déclaré qu'ils étaient déroutés par les procédures, choqués par la rapidité du rythme, désorientés par le langage et intimidés par les rituels formels des tribunaux.

Ces expériences étaient indépendantes de l'âge et du sexe et étaient partagées par les accusés, les victimes et les autres témoins.

Bien que des facteurs comme l'immigration récente, le manque de connaissance de l'anglais ou du français ou le faible niveau d'éducation aient tendance à intensifier le sentiment d'être désavantagé, ils n'expliquent pas tout.

La façon de loin la plus efficace de résoudre ce problème est de faire preuve de plus de modération dans l'utilisation des rares ressources du système de justice pénale. Comme n'ont cessé de le faire remarquer les stratèges et les juges, un grand nombre des problèmes et des conflits sociaux qui sont traités comme des infractions criminelles pourraient être réglés avec plus d'efficacité par d'autres institutions sociales. Si une bonne partie des accusations relativement triviales qui encombrant le mécanisme de la justice étaient retirées du système judiciaire, les causes sérieuses qui restent pourraient être traitées avec plus de dignité et de respect pour toutes les personnes en cause. Un tel changement améliorerait notablement à la fois l'apparence et la pratique de la justice dans les tribunaux.

Les programmes de travailleurs judiciaires chargés de dispenser informations et soutien aux accusés, aux victimes et aux témoins constituent un autre mécanisme pour aider à mieux faire comprendre les procédures judiciaires. Les travailleurs judiciaires peuvent répondre aux questions générales que les avocats n'ont pas le temps d'expliquer, conseiller les clients et les préparer aux audiences, les orienter vers les organismes communautaires appropriés et veiller à ce que les informations pertinentes soient portées à l'attention des autorités intéressées.

#### **7.5 La Commission recommande :**

**a) que l'on maintienne les programmes existants de travailleurs judiciaires et qu'on leur garantisse un financement par le ministère du Procureur général;**

**b) que l'on mette en place des programmes supplémentaires de travailleurs judiciaires, particulièrement des programmes qui offrent des services aux jeunes.**

#### **Services d'interprétation**

Le droit à des services d'interprétation fait partie des droits fondamentaux garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés*. la Cour suprême du Canada a donné récemment des directives explicites sur le droit des accusés à des services d'interprétation au cours des procédures judiciaires. Ainsi, une personne accusée qui «ne comprend pas ou ne parle pas la langue» employée lors de procédures judiciaires a droit à des services d'interprétation continus, précis, impartiaux, compétents et contemporains lorsque ces procédures présentent un intérêt crucial pour elle.

La Commission a constaté que l'Ontario a établi un système d'interprétation judiciaire acceptable, mais qu'il faut y apporter des changements pour le rendre conforme aux normes établies par la Cour suprême. Nous avons trouvé que les interprètes, ainsi que les juges, les avocats et les représentants des organismes communautaires actifs dans le domaine de la justice pénale sont sérieusement préoccupés par les questions de garantie des compétences, de l'impartialité et de la responsabilité en cas d'erreur des interprètes judiciaires.

#### **Compétence**

L'Ontario n'a pas de programme systématique pour la formation et l'agrément des interprètes judiciaires. L'agrément actuel comprend des épreuves préliminaires pour vérifier les compétences linguistiques et des tests de mémoire administrés par le ministère du Procureur général, suivis par un atelier de formation de deux jours pour ceux qui ont réussi les épreuves. À la fin de l'atelier, les candidats sont interrogés sur le manuel des interprètes judiciaires du ministère.



Beaucoup se plaignent du fait que le processus n'exige pas de période «d'escorte au travail» pendant laquelle un interprète stagiaire accompagnerait un interprète expérimenté dans divers tribunaux. Les interprètes considéraient que l'initiation aux procédures et à la terminologie judiciaires constituait un élément essentiel de leur compétence et de leur confiance en cour. Certains interprètes se sont également plaints du fait que le devoir essentiel de perfectionnement et d'entretien des compétences pratiques était entièrement laissé au choix de chaque interprète.

Le ministère du Procureur général devrait financer non seulement les programmes initiaux mais aussi le perfectionnement professionnel des interprètes et les interprètes devraient être tenus de participer à des ateliers pour conserver leur titre. La Direction des services d'interprétation et de traduction judiciaires du ministère devrait procéder à des contrôles au hasard des interprètes. Ceux dont l'interprétation est de qualité inférieure seraient à nouveau soumis au processus d'agrément.

Outre la question de l'aptitude du système d'interprétation à assurer une compétence linguistique générale, beaucoup de gens sont sérieusement préoccupés par la traduction de certains témoignages particulièrement délicats. Les représentantes des organismes d'aide aux femmes qui ont été victimes d'agression sexuelle ou maltraitées par un homme de la famille ont soulevé le problème à maintes reprises. Elles ont déclaré que, trop souvent, le seul interprète disponible pour le témoignage de ces victimes ou témoins est un homme qui n'a aucune formation sur la violence faite aux femmes et peut même ne pas connaître la terminologie qu'une femme utilise pour décrire cette violence. Pire encore, un interprète masculin peut tenter d'interposer ses propres jugements de valeur.

## **7.6 La Commission recommande que le ministère du Procureur général :**

- a) élabore des normes d'agrément objectives et cohérentes concernant l'interprétation et la traduction qui devraient être utilisées pour certifier les programmes de formation des interprètes judiciaires. Ces programmes devraient comprendre des instructions spécifiques sur les questions en rapport avec la violence faite aux femmes ainsi qu'un stage financé par le ministère du Procureur général dans le cadre duquel les interprètes stagiaires accompagneraient des interprètes agréés expérimentés dans les tribunaux pendant une période pouvant aller jusqu'à trois mois;**
- b) le ministère du Procureur général finance la traduction, dans les principales langues parlées en Ontario, d'un glossaire de la terminologie et des expressions légales communément utilisées dans les tribunaux.**

## **Impartialité**

Les tribunaux canadiens ont généralement insisté sur l'impartialité des services d'interprétation. Les parties aux procès, les parents et amis des parties et les personnes proches des événements qui font l'objet de l'accusation criminelle sont généralement considérés comme ne pouvant pas constituer des interprètes adéquats des procédures en rapport avec l'accusation. En effet, certaines communautés linguistiques minoritaires comptent peu de membres et il arrive souvent, en pratique, qu'une personne accusée, une victime ou un autre témoin connaissent l'interprète. Dans bien des cas, cette connaissance antérieure n'a pas d'importance et est peut-être inévitable. Mais, afin de préserver l'apparence de la justice, la personne accusée, la victime ou le témoin doivent bien comprendre le rôle de l'interprète et pouvoir refuser un interprète



s'ils estiment qu'il risque de ne pas se montrer impartial. Il est également important que tout le monde dans la salle d'audience comprenne qu'un interprète est un professionnel impartial chargé de faciliter la communication et non un avocat ou un défenseur de la personne accusée.

**7.7 La Commission recommande que, chaque fois que l'on fait appel aux services d'un interprète, le président du jury ou le juge de l'audience de mise en liberté sous caution explique en audience publique le rôle de l'interprète et ce qu'on attend de lui. Le juge devrait :**

- a) déclarer que l'interprète est un professionnel neutre employé par le tribunal pour traduire ce qui est dit. Dans les procès avec jury, cette explication devrait être donnée en présence du jury;**
- b) informer la personne accusée et les témoins qu'ils peuvent demander au président du tribunal de remplacer un interprète qui leur semble avoir un conflit d'intérêts ou risque de ne pas se montrer impartial;**
- c) s'assurer que la personne accusée et l'interprète ont eu la possibilité de vérifier qu'ils se comprenaient mutuellement;**
- d) conseiller à la personne accusée et à l'interprète de prévenir le juge et de demander des éclaircissements s'il arrive que l'une ou l'autre n'arrive pas à comprendre ou à entendre ce qui se dit;**
- e) demander que les observateurs qui sont préoccupés par la qualité de l'interprétation en informent le procureur de la Couronne ou l'avocat de la défense.**

#### **Responsabilité des erreurs**

Le mécanisme standard pour identifier les erreurs légales ou factuelles dans les

procédures judiciaires est le procès-verbal officiel qui est rédigé par un sténographe judiciaire et conservé pendant au moins six ans. Dans certains tribunaux, le sténographe répète ce qui est dit en cour dans un microphone; ailleurs, le sténographe en fait un compte rendu écrit simultanément. Même si les sténographes judiciaires consignent fidèlement les déclarations de l'interprète en anglais (ou en français), aucune des deux méthodes ne permet d'enregistrer les témoignages donnés dans une langue autre que celle qui est utilisée dans les débats. C'est pourquoi le système judiciaire n'a pas de compte rendu de ce que la personne accusée ou un témoin a dit dans la langue source si des questions sont soulevées plus tard sur la fidélité de l'interprétation.

**7.8 La Commission recommande que toutes les interprétations et tous les témoignages présentés dans les tribunaux soient enregistrés et conservés comme faisant partie du procès-verbal officiel des procédures.**

#### **Le personnel du système de justice pénale et l'interprétation**

Beaucoup d'interprètes disent que les juges, les avocats et les juges de paix ne comprennent pas toujours les exigences générales de l'interprétation judiciaire et ne savent pas comment communiquer avec les témoins par l'intermédiaire d'un interprète.

Les interprètes ont également déclaré que certains avocats et juges ne comprenaient pas les limitations inhérentes à la communication par l'intermédiaire d'un interprète. Par exemple, les interprètes sont censés traduire mot à mot ce qui est dit mais, en pratique, ce type de traduction ne permet pas de communiquer le sens de ce qui est exprimé de façon exacte et efficace. Tout comme un avocat peut devoir reformuler une question que le témoin ne comprend pas, un interprète peut avoir besoin d'utiliser différents niveaux de langue.

La communication efficace par l'intermédiaire d'un interprète est de toute évidence une compétence que les juges, les juges de paix et les avocats doivent acquérir. Il est tout aussi important que les juges, les avocats et les juges de paix sachent comment faciliter le travail des interprètes lors des procédures judiciaires. Ils pourraient apprendre, par exemple, comment faire meilleur usage des services d'interprétation en s'initiant à la façon dont ils sont utilisés dans les procédures judiciaires. Il est également essentiel qu'ils comprennent l'aspect culturel de l'interprétation, le temps que demande l'interprétation et le moment où il faut y avoir recours.

Le ministère du Procureur général pourrait aider en préparant, en collaboration avec la Société du barreau du Haut-Canada et les organismes communautaires intéressés, un manuel de conseils et de procédures pour définir le rôle des interprètes et expliquer comment travailler avec eux.

**7.9 La Commission recommande que les juges, les procureurs de la Couronne, les avocats de service et les juges de paix reçoivent la formation nécessaire pour travailler avec des interprètes.**

Finalement, les recherches de la Commission ont révélé un petit problème d'interprétation qui a son importance, mais qui est relativement facile à corriger, à savoir les cas où les déclarations faites dans la langue source sont inaudibles à quiconque sauf la personne assistée. Sans l'aide de l'interprète, certains spectateurs ou témoins non exclus peuvent ne pas être en mesure de comprendre ce qui se passe dans la salle d'audience. Bien que ces personnes n'aient pas un droit constitutionnel à des services d'interprétation en cour, il est désirable, en accord avec le principe d'audience publique, de veiller à ce que l'interprétation soit audible dans la langue source ainsi que dans

la langue du tribunal. Un autre avantage de l'audibilité est que cela permet à un spectateur qui connaît les deux langues d'identifier les erreurs d'interprétation.

**7.10 La Commission recommande que le personnel du tribunal veille à ce que l'interprétation puisse être entendue par les personnes présentes dans la salle d'audience.**

**L'image d'une justice blanche**

L'une des raisons citées le plus fréquemment pour expliquer le sentiment d'exclusion ressenti par les utilisateurs racialisés des tribunaux est la sous-représentation des membres de leurs communautés parmi les avocats de la défense, les juges, les juges de paix et les jurés. Les personnes qui ont participé aux consultations de la Commission ont parlé avec éloquence de leurs craintes que les avocats et les décideurs blancs, même s'ils sont bien intentionnés, ne comprennent pas le patrimoine, la culture et les expériences des personnes racialisées et ne soient pas en mesure d'établir un rapport avec elles.

**Sous-représentation des personnes racialisées parmi les juges et les avocats**

On a beaucoup répété à la Commission que la sous-représentation des personnes racialisées parmi les juges et les avocats est vue comme une expression du préjugé que ces Ontariens ne sont pas aussi dignes d'occuper un poste de professionnel dans le système judiciaire. La sous-représentation répète et renforce ainsi un message tacite, à savoir que la peau blanche est un indicateur de compétence.

Au cours des dernières années, les tribunaux ont commencé petit à petit à refléter la diversité de l'Ontario. Cependant, la Commission a constaté que les avocats membres des communautés racialisées sont souvent traités comme s'ils n'étaient pas à leur place. Ainsi, on les confond avec la



personne accusée ou l'interprète lors d'audiences publiques, au vu et au su d'autres personnes. Nombreux sont les membres des communautés racialisées qui auraient perçu un tel incident comme un profond manque de respect envers l'avocat et sa communauté. Ce type d'incident peut aussi amener les observateurs à se demander s'il est sage d'engager un avocat membre de sa communauté.

### **Sous-représentation des personnes racialisées dans les jurys**

La sous-représentation des personnes noires et autres personnes racialisées dans les jurys peut véhiculer une image particulièrement frappante d'un système de «justice blanche». L'absence de personnes racialisées au tableau des jurés symbolise leur exclusion de la vision qu'a le système judiciaire de la société de l'Ontario.

Un grand nombre de personnes noires et d'autres personnes racialisées ont le sentiment que les membres de leur communauté sont sous-représentés dans les jurys. Les participants ont particulièrement insisté sur le fait que la sous-représentation des personnes racialisées dans les jurys des procès d'accusés racialisés ou d'accusés blancs «de marque» tend à saper la confiance dans le système. Les avocats et les juges se sont également dits préoccupés par le fait que la non-représentativité des jurys lors des procès d'accusés racialisés pouvait contribuer à miner la confiance. Les résultats du sondage de la Commission auprès d'une population générale de 417 résidents noirs, 435 résidents blancs et 405 résidents chinois de la communauté urbaine de Toronto confirment la perception que les Noirs sont sous-représentés dans les jurys de l'Ontario. Aucun résident noir n'a rapporté avoir fait partie d'un jury. Par contre, 10 résidents blancs et 5 résidents chinois ont rapporté en avoir fait partie.

Les principaux obstacles systémiques à la participation des Noirs et d'autres personnes

racialisées aux procès avec jury semblent être l'exigence de citoyenneté et les bases de données utilisées pour établir la liste des noms parmi lesquels les jurés seront choisis.

### **Exigence de citoyenneté**

La loi de l'Ontario qui régit la sélection des jurys stipule que les jurés doivent être des citoyens canadiens. Étant donné la proportion élevée de résidents de l'Ontario qui n'ont pas la citoyenneté, particulièrement dans les grandes villes, l'exigence de citoyenneté signifie inévitablement qu'une bonne portion de la population ontarienne est exclue.

La bonne connaissance de la société et des coutumes canadiennes et l'«engagement envers la communauté» sont des éléments importants du système de jury. L'utilisation d'un critère de sélection facile à déterminer et à appliquer présente des avantages évidents du point de vue administratif. Mais on pourrait conserver les mêmes valeurs avec des conditions d'admissibilité aux fonctions de juré plus inclusives sans quasiment aucune perte d'efficacité administrative.

Les résidents permanents qui ont vécu de nombreuses années au Canada risquent d'avoir une meilleure connaissance de la communauté que des personnes qui acquièrent la citoyenneté après la période minimale de trois ans dans le pays. Les immigrants paient des impôts, louent ou achètent des maisons, parlent à leurs voisins et vont travailler. Beaucoup sont aussi à l'aise avec les normes des «membres moyens de la communauté» que ceux qui sont officiellement canadiens. Il est évident qu'il serait également incorrect de supposer que les immigrants, simplement en vertu de leur statut, sont moins engagés envers la société canadienne que les citoyens.

### **7.11 La Commission recommande que Loi sur les jurys soit modifiée pour permettre aux résidents permanents de**



**remplir les fonctions de juré s'ils vivent au Canada depuis trois ans et sont par ailleurs admissibles.**

### **Sources de la réserve de jurés**

Dans tout l'Ontario, les personnes non autochtones sont choisies à partir d'une base de données où sont enregistrées toutes les propriétés de la province, par district. Conformément à la *Loi sur les jurys* de l'Ontario, le programme de sélection est conçu de façon à exclure tous les non-citoyens.

Les recherches de la Commission ont révélé un consensus sur le fait que l'utilisation de cette base de données présente des limitations notables. Comme la base de données risque d'avoir davantage d'informations sur les propriétaires que sur les locataires, ces derniers ont moins de chances de recevoir le questionnaire utilisé pour constituer la réserve de jurés. Il y a donc une discrimination fondée sur l'âge et le revenu des jurés. Comme les membres de certaines communautés noires et d'autres communautés racialisées ont tendance à être plus jeunes et plus pauvres que les Ontariens blancs, la base de données courante contribue aussi subtilement à l'exclusion raciale.

### **7.12 La Commission recommande que la *Loi sur les jurys* soit modifiée de façon à faire du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario la source des réserves de jurés en Ontario.**

### **Les défis à l'égalité : les serments et affirmations**

Dans presque tous les tribunaux de l'Ontario, les témoins adultes sont appelés à jurer de dire la vérité en prêtant serment sur la Bible ou en faisant une affirmation solennelle. Ces deux méthodes ont le même statut juridique, mais en réalité, elles ne sont pas considérées comme équivalentes.

Ce n'est qu'après avoir invoqué des «scrupules de conscience» ou ses «croyances religieuses» ou affirmé qu'il ne se sentirait pas visé par le serment que le témoin se voit offrir la possibilité de faire une affirmation solennelle. Ainsi, on suppose que le serment sur la Bible constitue la procédure normale et habituelle, qui est acceptable pour tous les témoins à moins que ceux-ci ne forment des objections.

Deux réformes sont possibles. L'Ontario pourrait maintenir le serment religieux mais s'assurer de traiter équitablement les personnes de toutes les croyances religieuses. Il faudrait alors que le système judiciaire mette à la disposition de ses clients les livres saints et autres installations, telles que lavabos et espaces de prière, nécessaires pour permettre aux témoins membres des différentes religions de prêter serment. En outre, les livres saints devraient être conservés et traités comme il se doit, et les autorités judiciaires qui font prêter serment devraient recevoir une formation appropriée.

Une autre façon d'assurer l'égalité serait tout simplement d'abolir le serment spirituel. Malheureusement, ces possibilités ne peuvent satisfaire tout le monde. L'abolition du serment empêcherait les chrétiens convaincus de prêter un serment religieux, et son expansion en vue de l'appliquer à d'autres religions pourrait violer la vie privée d'un nombre encore plus important d'Ontariens. La manipulation incorrecte des livres et autres objets saints risquerait également d'insulter les personnes en cause.

La Commission est d'avis que le serment religieux devrait être aboli. Cette mesure est simple à mettre en œuvre, et elle aurait tendance à réduire les «mythes qui entourent les procédures judiciaires» et à refléter la réalité politique moderne, à savoir que l'Ontario fait partie d'un État séculier. Le «serment» séculier satisfait à l'exigence du tribunal que les témoins s'engagent en conscience, conformément aux exigences de la *Loi sur la preuve au Canada*.

# 8

## *L'emprisonnement après condamnation*

### **Aperçu du processus sentenciel**

Au Canada, les juges ont beaucoup de liberté pour déterminer les peines à leur gré. Ils sont censés trouver un juste équilibre entre les objectifs rivaux de la sanction pénale – notamment la dissuasion, la réadaptation et la dénonciation – et prendre en considération divers facteurs relatifs à la personne condamnée et à son infraction.

Quel effet cette approche personnalisée a-t-elle sur le principe fondamental d'égalité en droit, en particulier d'égalité raciale? Cela dépend en grande partie des facteurs considérés suffisants pour justifier l'imposition d'une peine modérée (appelés circonstances atténuantes). Si les tribunaux se limitent par exemple systématiquement à reconnaître des circonstances atténuantes, telles que l'occupation d'un emploi stable, qui risquent d'entraîner une discrimination indirecte à l'égard des accusés de race noire ou appartenant à d'autres groupes racialisés, l'approche personnalisée peut contribuer à l'inégalité des sentences.

### **Les peines infligées : une étude détaillée**

La crainte exprimée à maintes et maintes reprises lors des consultations organisées par la Commission est que les hommes noirs sont bien plus souvent incarcérés que d'autres. C'est pourquoi nous avons décidé d'entreprendre une étude statistique détaillée des peines d'emprisonnement infligées à un échantillon d'hommes adultes de race noire et de race blanche reconnus coupables d'une ou de plusieurs des cinq infractions suivantes : possession ou trafic de stupéfiants, agression sexuelle, voies de fait

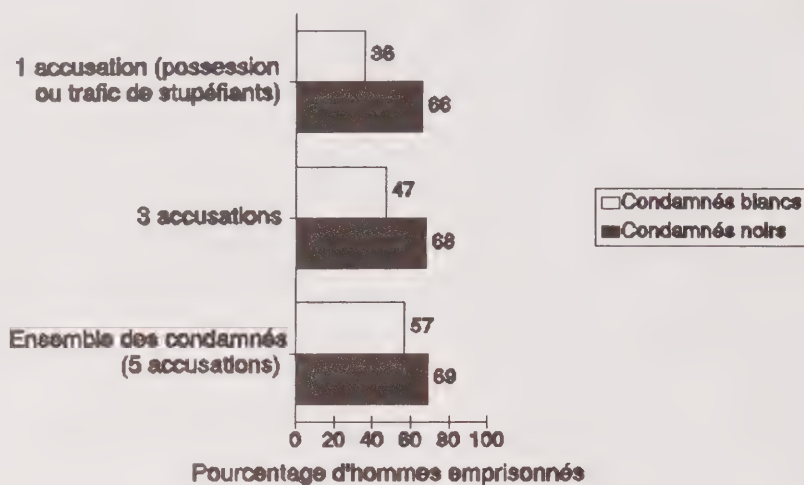
graves, violation des conditions de mise en liberté sous caution et vol qualifié. Cette étude s'appuyait sur les mêmes données recueillies que l'étude détaillée sur la détention avant le procès rapportée au chapitre 5. L'échantillon initial était de 821 hommes de race noire et 832 hommes de race blanche d'après les dossiers de la police.

### **La disparité des taux d'incarcération**

Environ les deux tiers des condamnés noirs ont reçu une peine d'emprisonnement, aussi bien ceux de l'échantillon dans son ensemble que ceux de l'échantillon secondaire (coupables d'agression sexuelle, de violation des conditions de mise en liberté sous caution et d'infractions liées aux stupéfiants) et ceux condamnés uniquement de possession ou de trafic de stupéfiants. Par contraste, la proportion de condamnés blancs à qui l'on a infligé une peine d'emprisonnement varie suivant qu'il s'agit des hommes condamnés par suite de cinq accusations (57 %), de trois accusations (47 %) ou de la seule accusation de possession ou de trafic de stupéfiants (36 %).

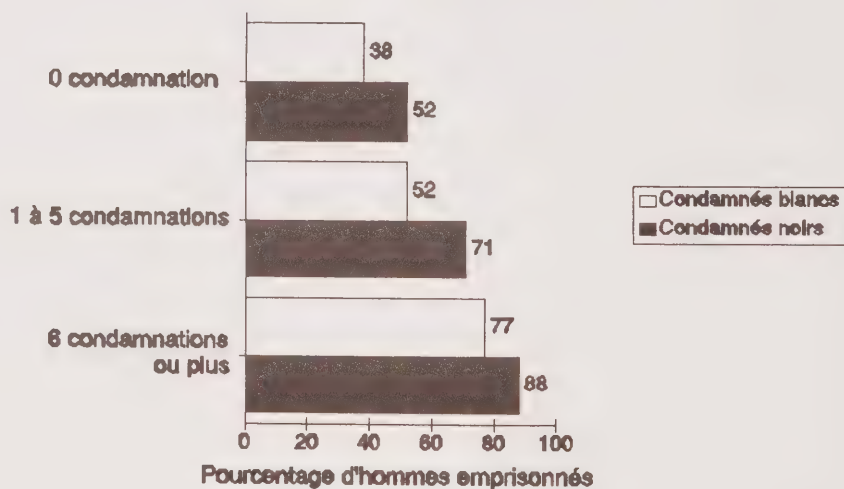
La relation qui semble exister entre l'appartenance à la race noire et l'imposition d'une peine d'emprisonnement pourrait cacher d'autres différences importantes pour la détermination des sentences.

Figure 8-1 : Taux d'emprisonnement après condamnation, selon la race



Source : Centre canadien de la statistique juridique

Figure 8-2 : Taux d'emprisonnement après condamnation, selon la race et le casier judiciaire



Source : Centre canadien de la statistique juridique



## **La gravité des infractions**

Une explication possible de la disparité fondamentale constatée au niveau des sentences pourrait être que l'échantillon d'hommes noirs a été reconnu coupable d'infractions plus graves que l'échantillon d'hommes blancs de notre étude. Nous avons donc étudié les données à la lumière de trois éléments pouvant amener à conclure que les infractions étaient qualitativement différentes. Le premier a trait à la gravité de chaque catégorie d'infractions criminelles. Nous sommes arrivés à la conclusion que les infractions commises par l'échantillon d'hommes blancs étaient au moins aussi graves que celles commises par l'échantillon d'hommes noirs.

Le second élément que nous avons comparé sont les accusations précises portées contre les hommes reconnus coupables d'agression sexuelle, de violation des conditions de mise en liberté sous caution ou d'une infraction liée aux stupéfiants. L'analyse des données à notre disposition n'a révélé aucune différence entre les condamnés noirs et les condamnés blancs en ce qui concerne les agressions sexuelles et la violation des conditions de mise en liberté sous caution. Par contre, les données ont révélé des écarts considérables entre les sentences imposées aux hommes blancs et aux hommes noirs reconnus coupables d'une infraction liée aux stupéfiants.

Parmi ceux dont nous connaissons l'inculpation précise, 90 % des hommes blancs mais seulement 67 % des hommes noirs ont été condamnés pour simple possession d'un stupéfiant, tandis que 25 % de l'échantillon d'hommes noirs (soit 12 personnes) mais seulement 8 % de l'échantillon d'hommes blancs (soit six personnes) ont été condamnés pour possession à des fins de trafic. Comme les infractions relatives au trafic de stupéfiants sont généralement considérées plus graves que la simple possession, cette différence au

niveau des infractions pourrait en partie expliquer la disparité des sentences.

Une analyse plus poussée de l'échantillon concernant les infractions liées aux stupéfiants fait toutefois ressortir que l'écart des taux d'incarcération n'est pas entièrement dû à la nature des infractions. Nous avons en effet comparé les sentences imposées aux échantillons d'hommes noirs et d'hommes blancs condamnés à la suite d'une même accusation, à savoir la possession d'un stupéfiant. Nous avons ainsi découvert que parmi ceux dont nous savions qu'ils avaient été déclarés coupables de simple possession, 49 % des hommes noirs mais seulement 18 % des hommes blancs ont été condamnés à une peine d'emprisonnement.

En troisième lieu, une analyse des incidents qui ont mené aux inculpations nous a permis de constater que les circonstances qui ont mené à l'inculpation des hommes noirs et des hommes blancs étaient tout à fait comparables.

Considérées conjointement, ces constatations autorisent à penser que la disparité des taux d'incarcération n'est pas attribuable à une différence qualitative des infractions.

## **Les antécédents criminels**

Le nombre de condamnations antérieures pour crimes avec violence et le nombre de récidives s'avèrent lourds de conséquences pour ce qui est des peines d'emprisonnement, quelle que soit la race des contrevenants. Une comparaison des casiers judiciaires des condamnés de race noire et de race blanche n'a toutefois fait ressortir aucune différence notable sur le plan statistique à l'égard de l'un ou de l'autre de ces deux éléments.

Le nombre de condamnations antérieures a une influence très négative sur les sentences d'incarcération. La constatation intéressante selon laquelle les condamnés de race blanche avaient des casiers judiciaires plus chargés que les condamnés de race

noire nous a amenés à comparer les taux d'incarcération suivant le nombre de condamnations antérieures.

Les condamnés qui avaient déjà purgé une peine d'emprisonnement étaient plus nombreux, sans distinction de race, à recevoir une sentence d'incarcération pour une nouvelle infraction que ceux qui n'avaient jamais été écroués. Par ailleurs, la probabilité d'emprisonnement est proportionnelle à la longueur de la peine purgée par le passé. La comparaison de l'échantillon de condamnés de race blanche et de race noire fait apparaître que cet élément de leur casier judiciaire ne justifie pas les peines plus sévères imposées aux hommes de race noire. Premièrement, les données ne font ressortir aucune différence significative sur le plan statistique entre la proportion de condamnés noirs ou blancs ayant déjà purgé une peine d'emprisonnement. Deuxièmement, parmi ceux qui avaient déjà été incarcérés, la sentence antérieure était dans l'ensemble beaucoup plus élevée pour les condamnés blancs que pour les condamnés noirs.

Sans distinction de race, plus la dernière condamnation est récente, plus la personne condamnée est susceptible de se voir imposer une peine d'emprisonnement. Si l'on compare le nombre de récidivistes de race noire et de race blanche, on constate que la «période de bonne conduite» (temps sans infraction) est moindre chez les condamnés de race noire que chez les condamnés de race blanche.

Sans distinction de race, les condamnés inculpés alors qu'ils avaient été mis en liberté sous caution ou sous surveillance obligatoire, ou encore relâchés de prison en libération conditionnelle, reçoivent nettement plus souvent une peine d'emprisonnement que les autres. Une comparaison de l'échantillon de condamnés noirs et de l'échantillon de condamnés blancs ne fait toutefois pas ressortir de différence sensible entre les proportions d'hommes pour

lesquels les données attestent qu'ils étaient sous supervision judiciaire au moment de leur inculpation et les autres.

### **Les variables propres au système de justice pénale**

Nous avons analysé trois variables clés propres au système de justice pénale, afin de voir si elles contribuent à l'imposition de peines plus sévères aux condamnés de race noire : le plaidoyer, le choix de la Couronne, et enfin la détention avant le procès.

Les juges peuvent imposer une sentence plus modérée qu'en d'autres circonstances aux personnes qui plaident coupable, surtout si elles le font rapidement, par rapport aux personnes déclarées coupables à l'issue d'un procès. Les personnes de race noire accusées d'une infraction sont moins nombreuses que celles de race blanche à plaider coupable, et donc à bénéficier d'une réduction de peine : 20 % des hommes noirs, contre 11 % des hommes blancs, n'avaient pas plaidé coupable à l'égard des inculpations, simples ou multiples, qui ont mené à leur condamnation. Ce facteur n'a toutefois pas eu d'incidence notable sur les taux d'incarcération de l'ensemble de notre échantillon.

Le procureur de la Couronne peut, à l'égard de certaines inculpations, choisir entre la procédure de mise en accusation ou la procédure sommaire. Les déclarations de culpabilité par procédure sommaire entraînent des peines maximales bien moindres que les autres. Dans la pratique, les juges imposent rarement les peines maximales, mais ils peuvent en tenir compte pour se faire une idée de la gravité d'un crime.

Les procureurs de la Couronne avaient en l'occurrence choisi la procédure sommaire pour un plus grand nombre d'hommes blancs (61 %) que d'hommes noirs (55 %). Il y a deux explications possibles à cette constatation intéressante. La



première serait que les infractions mixtes dont les hommes noirs ont été reconnus coupables étaient plus graves que celles commises par les hommes blancs. Les données issues de notre analyse de la gravité des infractions n'appuient pas cette théorie. Une autre possibilité serait que les avocats de la Couronne ont simplement davantage tendance à choisir la procédure sommaire pour les accusés blancs condamnés par la suite, à plus forte raison peut-être après en avoir discuté avec la police ou la défense. Dans ce cas, leur décision en elle-même peut avoir contribué à la disparité des sentences.

Notre analyse a révélé un lien indéniable entre la détention avant le procès et l'incarcération ultérieure, sans distinction de race. Ce lien pourrait en partie expliquer la disparité des sentences suivant la race des personnes concernées, puisque la police avait remis près de deux fois plus de condamnés blancs en liberté (30 %) que de condamnés noirs (16 %), tandis que 39 % des condamnés noirs mais seulement 29 % des condamnés blancs avaient été détenus avant le procès.

### **Les facteurs sociaux**

Lors du prononcé de la sentence, les juges peuvent tenir compte de l'âge, du mode de vie, du caractère et de la personnalité d'un condamné. Nous avons donc rassemblé des renseignements nous permettant de savoir si les hommes de notre échantillon travaillaient et si oui, dans quel genre d'emploi, s'ils touchaient l'aide sociale, s'ils étaient célibataires ou mariés, et s'ils avaient un domicile fixe.

La seule différence au niveau des facteurs sociaux qui ressort d'une comparaison entre les condamnés noirs et les condamnés blancs concerne leur situation d'emploi. D'après les données que nous avons étudiées, 44 % des condamnés blancs et 62 % des condamnés noirs étaient chômeurs. Cette constatation autorise à penser que la prise en considération de la

situation d'emploi comme composante du «mode de vie» pourrait avoir indirectement contribué à l'imposition de sentences plus sévères envers les condamnés noirs.

Une analyse plus poussée a dévoilé des preuves d'une disparité raciale au niveau des taux d'incarcération des condamnés célibataires et des condamnés qui occupaient un emploi. Les données montrent en effet que les peines d'emprisonnement frappent plus souvent les hommes qui ont un emploi lorsqu'ils sont noirs (58 %) que lorsqu'ils sont blancs (45 %). La même chose vaut pour les célibataires : leur taux d'incarcération est de 71 % pour les condamnés noirs et de 58 % pour les condamnés blancs.

### **La discrimination directe et indirecte fondée sur la race**

Une analyse multivariée nous a permis de voir si la disparité des sentences imposées aux condamnés noirs et aux condamnés blancs demeure lorsque l'on tient compte simultanément de tous les autres facteurs cernés dans les comparaisons détaillées.

Nous avons constaté qu'à l'intérieur de notre échantillon global de condamnés, la disparité des sentences ne s'explique pas davantage par la race que par des différences relatives à la détention avant le procès ou à la situation d'emploi. Cette conclusion implique que le chômage et la détention avant le procès ont indirectement amené les juges à discriminer entre les condamnés au moment de déterminer leur peine.

À l'intérieur de notre échantillon secondaire, la race des condamnés a eu une incidence distincte et directe sur la détermination des sentences en plus des autres facteurs entrant en jeu. Cette conclusion implique que certains hommes noirs ont été condamnés à une peine d'emprisonnement alors que leurs caractéristiques personnelles et les caractéristiques de leurs infractions étaient



identiques à celles de certains hommes blancs condamnés à une peine moins sévère.

Toujours à l'intérieur de notre échantillon secondaire, le chômage, la détention avant le procès, le plaidoyer de non-culpabilité et la poursuite par voie de mise en accusation sont autant de facteurs qui ont augmenté la probabilité d'une sentence d'incarcération. Cette conclusion implique que des facteurs a priori neutres ont indirectement contribué à des taux d'incarcération plus élevés pour les condamnés noirs que pour les condamnés blancs.

### **La disparité des peines d'emprisonnement**

Le fait que les sentences d'incarcération soient teintées de discrimination a de multiples répercussions sur la durée des peines d'emprisonnement. S'il ressort de nos données que les peines d'emprisonnement imposées aux condamnés noirs sont en général plus courtes que celles imposées aux condamnés blancs, ceci pourrait s'expliquer du fait que des condamnés blancs aux antécédents similaires qui auraient commis des infractions similaires n'auraient pas été condamnés à la prison du tout.

Une autre raison de s'attendre à des peines d'emprisonnement moins longues pour les hommes noirs sur lesquels portait notre étude est le fait que les juges accordent souvent un «crédit» aux condamnés pour la période qu'ils ont passée en détention avant leur procès au moment de déterminer leur peine. Comme dans notre échantillon les condamnés noirs sont plus nombreux que les condamnés blancs à avoir été détenus avant leur procès, il est normal de penser qu'ils étaient plus nombreux à recevoir une réduction de peine correspondante.

Nous avons étudié ces hypothèses en comparant la durée des peines imposées aux hommes blancs et aux hommes noirs de notre échantillon condamnés à une peine d'emprisonnement. Les données disponibles

montrent que sur l'échantillon tout entier, la durée moyenne des peines imposées aux condamnés noirs était considérablement plus courte que celle des condamnés blancs.

Des analyses multivariées ont montré qu'à l'intérieur de l'échantillon global d'hommes condamnés à une peine d'emprisonnement, la race n'a eu aucune influence sur la durée de la peine, si l'on tient compte de leur détention ou non avant le procès et des caractéristiques de leur casier judiciaire. Cette conclusion implique que les peines d'emprisonnement moins longues des prisonniers noirs sont essentiellement dues au fait que ceux-ci avaient passé un certain temps en détention avant leur procès et que leur casier judiciaire était moins chargé.

À l'intérieur de l'échantillon secondaire, la race a eu une influence directe sur la longueur de la peine d'emprisonnement, sans égard à la période de détention avant le procès ni au casier judiciaire. Cette conclusion s'accorde avec la notion que les juges estiment qu'une partie au moins des accusés noirs qu'ils condamnent à une peine d'emprisonnement sont de moins grands criminels que les hommes blancs incarcérés pour des infractions du même type.

### **La disparité des sentences d'incarcération : conclusions**

Ces constatations confirment que la prise en considération par les juges de facteurs a priori neutres, tels que la situation d'emploi et la détention avant le procès, a contribué aux taux d'incarcération plus élevés de notre échantillon de condamnés noirs. Une partie de l'écart que nous avons noté quant aux taux d'incarcération des condamnés reste par ailleurs inexpliquée, en ce sens qu'elle n'est pas attribuable à la gravité de l'inculpation, au casier judiciaire, au plaidoyer, au choix de la Couronne, à la détention avant le procès, au chômage ou à d'autres facteurs sociaux. Bref, certains prisonniers noirs n'auraient pas été condamnés à

l'emprisonnement s'ils avaient été blancs. Cette différence ne peut pas s'expliquer autrement que par une discrimination directe fondée sur la race.

### **Qu'est-ce qui explique la disparité des taux d'incarcération?**

Dans la vaste majorité des cas, surtout dans les tribunaux surchargés de la communauté urbaine de Toronto, les juges doivent déterminer les sentences rapidement, sans disposer de renseignements suffisants. Les juges s'en remettent au procureur de la Couronne et à l'avocat de la défense ou à l'avocat de service pour leur fournir des renseignements sur l'infraction et le contrevenant, et il leur arrive aussi de s'appuyer en grande partie sur les rapports que leur font les agents de probation.

### **Les sentences et la discrétion des juges**

La Commission n'avait pas pour mandat de se prononcer sur la politique sentencielle, qui relève du fédéral. Quoiqu'il en soit, les conclusions de notre rapport soulignent très clairement la nécessité d'une réforme en vue de promouvoir l'égalité raciale en cette période clé que traverse le système de justice pénale.

### **Les jugements pouvant guider la détermination des sentences**

Notre constatation que des principes sentenciels a priori neutres s'avèrent défavorables aux condamnés de race noire semble indiquer que la Cour d'appel de l'Ontario aurait intérêt à réexaminer ou à clarifier ses jugements pouvant guider les juges dans l'application de ces principes. La Cour pourrait repérer parmi les affaires dont elle est saisie celles qui seraient une bonne occasion de réduire la disparité des sentences. De plus, il s'agirait de fournir un financement additionnel au régime d'aide juridique de l'Ontario afin qu'il repère les affaires qui soulèvent des questions

importantes en matière d'équité raciale dans la détermination de la peine.

### **8.1 La Commission recommande :**

- a) que le Régime d'aide juridique de l'Ontario reçoive un financement spécial destiné à la défense d'affaires exemplaires susceptibles de contribuer à une plus grande égalité raciale dans la détermination des sentences;
- b) que le régime fasse connaître cette initiative auprès des avocats, des cliniques d'aide juridique et des groupes communautaires intéressés;
- c) qu'une aide financière soit offerte par le régime aux cliniques d'aide juridique et autres groupes intéressés de sorte à ce qu'ils puissent demander l'autorisation d'intervenir devant la Cour d'appel afin d'y soulever les obstacles systémiques à l'égalité raciale;
- d) que le Procureur général de l'Ontario demande l'autorisation d'intervenir dans les audiences d'appel relatives à des poursuites fédérales afin d'y présenter des preuves de discrimination systémique.

### **Les crédits pour la détention précédant la sentence**

Les réductions de peine pour la période de détention qui précède le prononcé de la sentence sont d'une importance capitale pour les personnes noires condamnées d'une infraction, qui sont plus souvent que d'autres incarcérées avant et après le procès. Le *Code criminel* ne précise pas la politique à suivre dans ce domaine et les règles appliquées varient grandement d'un juge à l'autre. Ailleurs qu'en Ontario, la politique officielle est souvent d'accorder un crédit pour la période de détention qui a précédé le procès. La Commission recommande pour sa part que les juges de l'Ontario accordent une réduction de peine d'au moins un jour pour



chaque journée de détention avant la sentence.

### **Les allusions à l'expulsion**

La Commission a reçu des plaintes répétées que certains juges, au moment de prononcer une sentence, recommandent l'expulsion hors des frontières du Canada de personnes condamnées qui n'ont pas la nationalité canadienne. Les juges n'ont pas la capacité légale d'ordonner l'expulsion de qui que ce soit avant ou après le prononcé des peines, et des remarques de cette nature sont communément perçues comme une preuve de discrimination contre les personnes racialisées. Le Parlement a confié à des tribunaux spéciaux le soin de statuer sur les expulsions, et ceux-ci peuvent fort bien prendre en considération des facteurs dont le juge n'a pas connaissance. La Commission recommande donc que les juges s'abstiennent de faire le moindre commentaire sur l'expulsion d'un condamné hors des frontières du Canada au moment de prononcer la sentence, sauf si le condamné a spécifiquement demandé que son mandat d'incarcération soit assorti d'une recommandation d'expulsion.

### **L'éducation des juges**

En Ontario, ce sont les juges en chef qui sont responsables de l'éducation permanente des juges. Chaque cour organise depuis longtemps déjà des séminaires annuels consacrés en partie à la théorie et à la pratique de la détermination des sentences. Par ailleurs, tous les juges sont tenus de participer à des stages de recyclage, durant lesquels il peut être question des problèmes relatifs à la détermination de la peine.

Ce serait également une bonne chose d'éduquer les juges sur l'application concrète des différentes sentences qu'ils peuvent prononcer. Les juges sont parfois très mal renseignés sur les programmes qui permettent aux condamnés de purger leur peine dans la collectivité.

### **8.2 La Commission recommande :**

- a) que les juges principaux des régions constituent un catalogue des services locaux pouvant collaborer à l'application d'une sanction communautaire, qu'ils veillent à sa mise à jour, et qu'ils le fassent remettre aux juges, à tous les bureaux de probation, aux avocats et aux avocates et enfin, aux membres du public qui se présentent dans les tribunaux;**
- b) que les juges principaux des régions préparent un rapport annuel sur les services locaux pouvant collaborer à l'application d'une sanction communautaire et que ces rapports soient déposés auprès du juge en chef pour analyse et distribution.**

L'éducation des juges quant aux conséquences de l'incarcération est également très importante. Les prisons provinciales accueillent des personnes condamnées à des peines d'une durée maximale de deux ans et elles offrent des programmes correctionnels qui peuvent jouer un rôle important au niveau de la réadaptation des condamnés. En règle générale, les personnes incarcérées dans les prisons provinciales purgent toutefois des peines bien plus courtes que deux ans, ce qui fait que dans la pratique, leur participation à une bonne partie des programmes prévus n'est guère possible.

### **8.3 La Commission recommande :**

- a) que les juges en chef de la Division provinciale et de la Division générale de la Cour de l'Ontario organisent des visites des prisons provinciales pour adultes et des établissements correctionnels pour jeunes délinquants à l'intention des juges, dans les différentes régions où ceux-ci exercent leur compétence;**



**b) que les programmes d'éducation permanente de la magistrature prévoient que les juges présidant à des instances criminelles effectuent ces visites une première fois dans l'année suivant leur nomination et qu'ils renouvellent ces visites au moins une fois tous les cinq ans.**

### **Les sentences et la discrétion des procureurs de la Couronne**

Les procureurs de la Couronne fournissent aux juges des renseignements dont ceux-ci tiennent compte dans la détermination de la peine, en plus de leur conseiller, s'ils l'estiment utile, la sentence appropriée dans les circonstances. Tout comme celui des juges, le pouvoir discrétionnaire des procureurs de la Couronne devrait s'inscrire dans les limites des principes fondamentaux de modération et d'égalité.

L'établissement de principes directeurs précis à l'intention des procureurs de la Couronne sur deux points clés serait très utile à ces derniers pour aider les juges à éviter de prononcer des sentences injustes. Le premier point a trait aux personnes condamnées qui ont été détenues avant leur procès. Le juge amené à prononcer une sentence contre une telle personne ne dispose souvent pas de données fiables sur la durée que celle-ci a déjà passée en détention. Les procureurs de la Couronne sont en mesure d'empêcher une telle injustice en obtenant les renseignements relatifs à la détention préalable et en les présentant au juge.

Le deuxième point a trait à la discrétion des procureurs de la Couronne concernant les recommandations en matière de sentence qui prévoient une réduction de peine en échange d'un plaidoyer de culpabilité. Il s'agirait de modifier la politique de la Couronne d'exiger une sanction plus sévère envers une personne qui présente son plaidoyer de culpabilité tardivement de sorte à clarifier que si une personne n'était pas représentée par un avocat, le procureur de la

Couronne ne devrait pas exiger une sanction plus sévère simplement parce que la personne plaide coupable le jour où elle comparait devant le juge, plutôt qu'avant l'établissement de la date du procès. Il s'agirait en plus de prévoir une mesure de sauvegarde dans le processus même de l'audience de détermination de la peine contre une telle exigence des procureurs de la Couronne lorsqu'il est évident que la personne inculpée ne comprend pas le déroulement de l'instance.

### **8.4 La Commission recommande que le Manuel des politiques de la Couronne :**

**a) exige des procureurs de la Couronne qu'ils obtiennent des renseignements relatifs à la durée qu'une personne condamnée a passée en détention avant le procès et qu'ils les présentent au juge;**

**b) prescrive qu'en cas de condamnation d'une personne qui n'était pas représentée par un avocat, les procureurs de la Couronne s'abstiennent d'exiger une sanction plus sévère pour la simple raison que cette personne n'a pas manifesté son intention de plaider coupable avant l'établissement de la date du procès ou de l'audience préliminaire;**

**c) prescrive que les procureurs de la Couronne qui exigent une sanction plus sévère que la peine minimale appropriée recommandée pour une infraction semblable commise par une personne semblable dans des circonstances semblables énoncent leurs raisons publiquement, devant le tribunal.**

### **Les rapports présenticiels et prédécisionnels**

Le juge peut exiger la présentation d'un rapport présenticiel (appelé rapport prédécisionnel si la personne condamnée est adolescente) pour «aider la cour dans la

détermination de la peine». La recherche sur les rapports présentenciels porte à croire que ceux-ci ont une incidence considérable sur la détermination de la peine : la coïncidence entre les recommandations des agents de probation et les sentences imposées est remarquable.

Plusieurs chercheurs dans d'autres pays ont repéré dans les rapports présentenciels des facteurs subtils pouvant contribuer à l'imposition de sanctions plus sévères pour les contrevenants noirs. Nous n'avons trouvé aucune recherche ou étude faite en Ontario sur la disparité des éléments inclus dans les rapports présentenciels ni sur la disparité connexe des taux d'incarcération suivant la race des personnes concernées.

#### **8.5 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général fassent des recherches sur la disparité raciale dans les rapports présentenciels et prédécisionnels, de même que sur la relation entre les mesures préconisées dans ces rapports et les sentences prononcées.**

Nous avons abordé la question de l'infiltration possible de préjugés dans les rapports présentenciels lors d'une discussion de groupe avec des agents de probation de race blanche chevronnés. Les agentes et agents de probation qui ont participé à ce groupe de discussion ont cependant eu des réactions très différentes à des exemples de remarques stéréotypées ou d'observations associant implicitement les condamnés à un groupe racial particulier. Plusieurs personnes au sein du groupe ne voyaient aucun mal à reprendre les propos exaltés de certaines de leurs sources, en autant que les qualificatifs utilisés soient «confirmés» par la police. Une partie d'entre elles auraient plutôt tendance à éliminer des caractérisations de ce genre, tout comme ce qu'ils appellent les

«évaluations psychologiques». D'autres au contraire trouvent l'inclusion de ce genre de remarques «colorées» dans leurs rapports toute naturelle.

Ces points de vue divergents soulignent la nécessité d'élaborer des lignes directrices plus strictes concernant la teneur des rapports présentenciels, car même si les juges sont en mesure de faire abstraction des aspects stéréotypés des rapports présentenciels, il serait préférable de ne pas entacher le processus sentenciel de la sorte.

#### **8.6 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels :**

- a) donne la consigne aux agentes et agents de probation de demander une explication par écrit lorsqu'une personne consultée pour la rédaction d'un rapport présentenciel leur fournit un témoignage ou un document qui mentionne la race, l'appartenance ethnique, la situation vis-à-vis de l'immigration, la religion ou la nationalité d'une personne condamnée;**
- b) donne par ailleurs la consigne aux agentes et agents de probation qui reçoivent une explication insatisfaisante à l'égard d'une telle mention de la passer en revue avec leur chef de secteur, si l'auteur de la mention est quelqu'un qui travaille dans un organisme public. Si le chef de secteur pense également que l'explication fournie n'est pas satisfaisante, il devrait en aviser un supérieur hiérarchique de l'auteur de la mention.**

#### **Quelques remarques plus générales**

Le système de justice pénale devrait aussi s'attaquer au problème plus général du recours excessif aux peines d'emprisonnement, en particulier aux peines de courte durée purgées dans les prisons provinciales, car la modération est tout aussi

importante que l'égalité. Les changements systémiques qui s'imposent pour réduire le recours aux peines d'emprisonnement de courte durée exigent aussi que la magistrature montre la voie, forte de l'appui des autres professionnels du système de justice pénale et en collaboration avec la collectivité. La détermination des sentences devrait être pragmatique et souple.



# 9

## *Le racisme derrière les barreaux : un nouveau son de cloche*

La Commission a visité des établissements correctionnels pour adultes et pour jeunes dans toutes les régions de l'Ontario et elle a parlé au personnel et à la direction des services correctionnels, aux conseillers spirituels qui travaillent dans les établissements correctionnels, aux représentants d'organismes communautaires s'occupant de questions liées aux services correctionnels et aux détenus provenant de différents milieux. Toutes ces personnes ont pressé la Commission d'enquêter sur trois questions : les peines imposées dans les établissements correctionnels, le recours à la force par le personnel et la libération conditionnelle des détenus adultes.

### **Contexte dans lequel s'exercent la discipline et le contrôle dans les établissements correctionnels : Loi et politiques**

Bien que l'emprisonnement suppose une perte de liberté personnelle, la loi dispose clairement que l'État ne peut retirer à un prisonnier tous ses droits. Ainsi, les lois et les politiques officielles démontrent que les établissements correctionnels de l'Ontario doivent contenir, contrôler et réhabiliter les détenus avec justice. Les valeurs fondamentales que sont l'égalité, l'équité, la responsabilité et le sens moral ne sont pas des privilèges accordés lorsque le temps et les circonstances le permettent; ils doivent orienter toutes les activités dans les établissements.

### **La discipline et le contrôle dans les établissements correctionnels**

Les établissements correctionnels sont des «établissements polyvalents», dotés de structures sociales et de relations complexes façonnées par un grand nombre de personnes qui sont obligées de vivre, temporairement, dans un milieu très fermé, sans choix ni liberté. L'emprisonnement signifie que les détenus perdent pratiquement tout droit à leur intimité.

Les établissements correctionnels constituent également une source de stress élevé pour les travailleurs responsables des enquêtes, de la garde et de la prise de décisions. L'équité et la responsabilité leur tiennent sans doute à cœur dans d'autres aspects de leur vie, mais à l'intérieur de l'établissement correctionnel, il est facile pour le personnel et la direction de considérer ces valeurs comme secondaires par rapport à la nécessité de contrôler les détenus et de maintenir l'ordre.

Comme tous les autres membres de la société, les travailleurs des services correctionnels sont influencés par les stéréotypes et susceptibles de favoriser le rôle punitif de l'incarcération. De tels éléments néfastes dans un milieu aussi isolé sont fortement associés à ce qu'on a appelé, à juste titre d'ailleurs, le risque de «déformation» des établissements correctionnels, c'est-à-dire le danger que ceux-ci augmentent les chances de récidive chez les détenus après leur libération.

Le personnel des établissements correctionnels qui, au nom de la collectivité et du système judiciaire, agit de façon

arbitraire, autoritaire, brutale ou raciste laisse croire que la coercition et les insultes sont acceptables, dans la mesure où elles s'appuient sur le «pouvoir». Par contre, le personnel qui agit avec justice et sens moral, malgré la provocation intense des détenus, montre par l'exemple comment répondre aux attentes de la collectivité.

Même si le roulement rapide des détenus et les périodes d'emprisonnement relativement courtes constituent de toute évidence un problème particulier pour le système carcéral provincial, la justice, réelle ou apparente, ne doit pas être sacrifiée. Parce que les personnes détenues dans des établissements polyvalents sont très vulnérables aux traitements arbitraires, injustes ou empreints d'inégalité, la protection que procurent les principes d'égalité, d'équité et de responsabilité doit être assurée dans la réalité aussi bien que dans les politiques.

### **Discipline dans les établissements correctionnels : mauvaise conduite**

Les détenus sont assujettis à un système de peines que peuvent imposer les établissements conformément aux règles énoncées par le ministre du Solliciteur général et des Services correctionnels. Bien que les règles soient strictement établies, la discipline dans les prisons est tout à fait discrétionnaire.

On s'attend d'abord à ce que le personnel détermine si le processus disciplinaire officiel constitue le meilleur moyen de régler un problème. Ensuite, lorsqu'ils exercent leur pouvoir d'imposer des peines, le personnel et la direction doivent interpréter le comportement des détenus dans le contexte des règles du milieu carcéral. Cependant, l'équité dans l'exercice du pouvoir d'imposer des peines n'est pas une question de choix personnel : elle est exigée par la loi et les politiques du ministère.

Les détenus se plaignent souvent que le pouvoir d'imposer des peines n'est pas exercé de façon uniforme et équitable. Ils soulignent que les agents de services correctionnels punissent les détenus de race noire plus souvent, plus sévèrement et pour des motifs moins graves que les détenus de race blanche. Les agents de services correctionnels, blancs et noirs, partagent bon nombre de ces préoccupations.

Nous avons effectué une petite étude exploratoire de la façon dont les peines sont imposées aux détenus de race noire et de race blanche dans certains établissements de l'Ontario. Nous avons constaté que le personnel recourt à son pouvoir d'imposer des peines de façon différente selon que les détenus sont de race blanche ou de race noire.

### **Application des règles et pouvoir discrétionnaire**

En plus d'avoir carte blanche pour établir qu'une conduite constitue une violation des règles, le personnel peut également faire des choix quant à la catégorie de l'infraction. Certaines règles sont tellement générales qu'elles se chevauchent. Un geste agressif fait par un détenu en direction d'un autre détenu, par exemple, peut être considéré comme une insulte grave ou une menace d'agression ou comme une conduite qui semble combiner provocation et insultes.

Après avoir déterminé que le comportement d'un détenu constitue un certain genre de conduite interdite, le personnel doit ensuite décider s'il le signalera comme un acte de mauvaise conduite ou s'il en fera abstraction en se contentant d'avertir le détenu des conséquences sérieuses d'une infraction ultérieure.

Le pouvoir de traiter les cas de mauvaise conduite de façon non officielle dans les établissements correctionnels est peut-être aussi important que celui de traiter la conduite criminelle de la même façon dans la

collectivité et, comme dans la collectivité, de nombreux facteurs peuvent influencer sur ce pouvoir, comme celui de juger de la gravité de l'incident, le point de vue de l'agent sur l'utilité d'une sanction disciplinaire pour régler un problème particulier, la volonté ou non de donner une chance au détenu ou le désir d'obtenir la collaboration de ce dernier dans d'autres circonstances.

Après qu'un agent de services correctionnels a décidé de faire du comportement d'un détenu une infraction qui peut être punie par une sanction disciplinaire et de porter des accusations dans ce sens, il a le pouvoir discrétionnaire d'isoler le détenu jusqu'à ce que le rapport de mauvaise conduite soit traité. Même si le règlement prévoit clairement que l'isolement doit être imposé uniquement si l'acte de mauvaise conduite allégué est grave, dans les faits, la décision dépend en grande partie de ce que l'on considère comme «grave».

### **Traitement des rapports de mauvaise conduite**

Après qu'un agent a décidé d'invoquer des mesures disciplinaires officielles, il doit informer le détenu de l'accusation de mauvaise conduite et remplir un rapport qu'il soumet à un superviseur de l'établissement, qui doit informer le détenu des allégations.

La politique du ministère prévoit que, comme les actes de mauvaise conduite n'ont pas tous la même gravité, les ressources et les efforts d'enquête consacrés à leur traitement devraient être adaptés en conséquence. Lorsqu'un détenu reconnaît avoir commis une infraction relativement mineure qui ne sera probablement pas punie sévèrement, le processus d'enquête peut ne comporter qu'une brève entrevue avec le détenu et le membre du personnel. Les allégations plus graves peuvent nécessiter une longue enquête au cours de laquelle les faits sont mis au jour uniquement après

l'interrogation répétée de nombreuses personnes.

### **Entrevue menée par le chef d'établissement**

Après l'enquête, le chef d'établissement doit tenir, si on le lui demande, une audience officielle au cours de laquelle le détenu peut contester l'accusation. Encore une fois, la gravité de l'acte de mauvaise conduite allégué influe sur la nature et le caractère formel de l'audience.

### **Peines**

Après avoir reconnu la véracité de l'allégation faite à l'endroit d'un détenu, le chef d'établissement doit choisir la sanction appropriée. À cette fin, les règlements du ministère autorisent le chef d'établissement à déterminer si le détenu a commis un «acte de mauvaise conduite» ou un «acte grave de mauvaise conduite».

Le ministère ne donne pas de directives sur la façon de déterminer si les infractions sont graves ou non, même aux fins d'établir la peine. Il accorde plutôt un pouvoir discrétionnaire que le chef d'établissement peut exercer en tenant compte de facteurs touchant le détenu, l'incident et ses effets sur l'établissement. Bien que cette procédure d'identification des facteurs pertinents ait l'avantage d'inciter les chefs d'établissement à tenir compte du contexte d'un acte de mauvaise conduite, elle peut également donner lieu à des sanctions incohérentes, trop strictes ou injustifiées, ou perçues comme telles.

Le pouvoir des agents de services correctionnels et des chefs d'établissement d'imposer des peines fait l'objet de peu de contraintes. L'existence de pouvoirs discrétionnaires aussi vastes permet aux attitudes racistes d'intervenir plus souvent dans la prise de décisions, ce qui a des conséquences négatives pour les communautés racialisées.



### **Les cas de mauvaise conduite dans la pratique : cas d'exécution variable**

La Commission a conçu une étude visant à étudier les pratiques disciplinaires dans cinq établissements correctionnels où sont incarcérés un nombre important de détenus de race noire. Dans l'ensemble, les données révèlent que les détenus de race noire étaient surreprésentés et que ceux de race blanche étaient sous-représentés parmi les détenus accusés de mauvaise conduite pendant la période visée par l'étude.

Des critiques pourront soutenir que les détenus de race noire sont plus susceptibles d'enfreindre les règles et que les agents de services correctionnels ne font que réagir à leur comportement. Ce point de vue n'est pas étayé par notre analyse circonstanciée, qui révèle des tendances différentes dans les infractions signalées dans le cas des détenus de race noire et de race blanche.

### **Pouvoirs discrétionnaires en ce qui concerne le maintien de l'ordre**

La présente section énonce les catégories de règles enfreintes de façon disproportionnée par des détenus de race noire par rapport aux détenus de race blanche.

Dans l'ensemble, les détenus de race noire sont les plus surreprésentés et ceux de race blanche les plus sous-représentés dans les rapports de mauvaise conduite pour avoir sciemment désobéi à un ordre. En revanche, les détenus de race noire étaient les plus sous-représentés et ceux de race blanche les plus surreprésentés dans les rapports de mauvaise conduite pour possession de substances ou d'objets interdits.

Nos recherches indiquent que les détenus de race noire sont plus susceptibles d'être accusés de mauvaise conduite lorsque leur comportement doit être interprété subjectivement. Cependant, ces détenus sont moins susceptibles d'être accusés de mauvaise conduite lorsque les pouvoirs discrétionnaires des agents de services correctionnels sont limités par la nécessité de

présenter une preuve objective, telle que la possession de substances interdites. Par contre, les détenus de race blanche sont surreprésentés dans les catégories de mauvaise conduite qui limitent le pouvoir discrétionnaire des agents de services correctionnels, et sous-représentés dans les catégories où les agents ont une plus grande marge de manoeuvre.

### **Pouvoirs discrétionnaires en ce qui concerne l'imposition de peines**

L'analyse des peines imposées aux deux groupes de détenus a révélé des différences fondées sur la race. Dans l'ensemble, les détenus de race noire sont les plus surreprésentés et ceux de race blanche les plus sous-représentés au regard de l'imposition de la réclusion ou de l'isolement comme peine.

Il était de toute évidence important d'analyser le lien entre le genre de mauvaise conduite et les peines imposées pour déterminer si la surreprésentation des détenus de race noire lorsque la peine imposée est l'isolement ne faisait que refléter la nature des accusations ou si elle traduisait plutôt les effets combinés des choix faits quant au maintien de l'ordre et aux peines à imposer. Cette analyse ne démontre absolument aucune corrélation entre le genre d'accusation et la peine imposée.

Il faudrait donc normaliser les procédures disciplinaires et les rendre plus objectives.

### **9.1 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, de concert avec le coordonnateur de la lutte contre le racisme :**

**a) examine les règlements du ministère des Services correctionnels afin d'éliminer, dans la mesure du possible, les éléments subjectifs des définitions de mauvaise conduite;**

**b) examine les politiques permettant de recourir au processus disciplinaire et d'imposer des peines afin de favoriser une plus grande réserve et une meilleure uniformité.**

### **Utilisation de la force par le personnel des établissements correctionnels**

Au cours de nos discussions avec des centaines de détenus, le recours abusif à la force par les agents de services correctionnels dans les établissements correctionnels a été fréquemment soulevé. Les détenus de race noire, notamment, se considèrent vulnérables à la violence physique des gardiens.

Leur point de vue a été étayé par d'anciens agents de services correctionnels. Un agent a notamment expliqué que ces incidents découlent de la philosophie traditionnelle des établissements correctionnels, qui est encore profondément enracinée chez de nombreux membres du personnel, selon laquelle les détenus doivent être punis. Il est possible que ces «vieilles valeurs» jouent un rôle important dans le recours à la force, mais d'autres agents de services correctionnels pensent que le racisme représente un catalyseur.

Les détenus, le personnel et la direction des établissements, les avocats et les groupes de soutien des détenus ont exprimé une autre préoccupation, à savoir la difficulté de confirmer les cas de recours abusif à la force à cause d'une sorte de silence concerté qui règne dans les prisons. Ainsi, les gardiens se protègent entre eux et les plaintes des détenus ne sont pas prises au sérieux.

Le milieu clos des établissements correctionnels fait en sorte qu'il est rarement possible, de l'extérieur, de vérifier la conduite des agents de services correctionnels.

L'obligation des employés et de l'établissement de rendre des comptes est difficile à faire respecter en raison des sentences de courte durée purgées dans les

établissements provinciaux, des obstacles au dépôt de plaintes et du manque de crédibilité des détenus qui tentent de prouver la mauvaise conduite des agents de services correctionnels.

### **Pouvoir discrétionnaire d'accorder une libération**

Le système de services correctionnels de l'Ontario compte deux programmes discrétionnaires de libération, à savoir le programme d'absences temporaires et la libération conditionnelle, qui permettent à certains détenus d'entreprendre leur réintégration dans la collectivité pendant qu'ils purgent leur sentence. Ces deux programmes comportent des conditions en vertu desquelles les détenus demeurent sous l'autorité des services correctionnels pendant qu'ils sont à l'extérieur de l'établissement. Ils peuvent être tenus de revenir à un établissement correctionnel s'ils sont réputés avoir enfreint une condition de leur libération.

### **Programme d'absences temporaires**

En plus d'accorder aux détenus les avantages pratiques et psychologiques d'une sortie à l'extérieur de l'établissement, les absences temporaires peuvent influencer favorablement sur le traitement des détenus après leur retour à l'établissement correctionnel et sur leur date de libération définitive. Les participants à ce programme sont souvent considérés comme étant plus fiables et dignes de confiance que les autres détenus, et traités en conséquence. La participation fructueuse à un programme d'absences temporaires peut également influencer positivement la Commission des libérations conditionnelles lorsque le détenu demande à purger le reste de sa peine sous supervision dans la collectivité.

Les détenus de race noire et d'autres détenus racialisés ainsi que les membres de certains organismes communautaires ont fait part de leurs préoccupations à la présente



Commission concernant l'accès aux programmes d'absences temporaires. Certains détenus ont déclaré avoir eu de la difficulté à présenter une demande d'absence temporaire et beaucoup ont constaté avec déception que le genre de programme qu'ils espéraient obtenir n'était pas disponible à l'établissement correctionnel où ils étaient détenus. D'autres ont perçu des différences de nature raciale dans les taux d'approbation. Dans certains établissements, les détenus étaient préoccupés par le manque de renseignements précis sur les décideurs et les décisions prises en matière d'absences temporaires. Ils ont dit qu'il leur avait été très difficile d'apprendre les raisons du refus d'une demande ou de trouver la personne responsable des recommandations et des approbations.

### **Obstacles de nature linguistique**

Pour accéder aux programmes d'absences temporaires, il faut non seulement y être admissible, mais également connaître leur existence et comprendre le processus d'approbation. Ces renseignements sont habituellement communiqués oralement ou par vidéo pendant une séance d'orientation qui a lieu peu après l'arrivée du détenu à l'établissement. Des renseignements sur les absences temporaires peuvent également être affichés aux murs ou figurer dans des dépliants ou des guides remis aux détenus.

Malheureusement, ces renseignements ne sont disponibles qu'en français ou en anglais, de sorte que les besoins des détenus faisant partie de minorités linguistiques ne sont pas comblés. Aucun des établissements visés par l'étude menée par la Commission n'avait recours aux services d'interprètes professionnels pour renseigner les détenus des minorités linguistiques sur les programmes d'absences temporaires.

Les formulaires de demande ne sont disponibles qu'en français et en anglais. En outre, les politiques du ministère prévoient que le processus de demande d'absence

temporaire est laissé entièrement à la discrétion des chefs d'établissement, même si ces politiques accordent aux détenus le *droit* de présenter des observations orales ou écrites pour étayer une demande. Enfin, il n'existe aucune disposition permanente pour l'obtention de services d'interprétation.

### **Incohérence des procédures**

Le ministère a énoncé certains critères de base pour l'évaluation des demandes d'absence temporaire. Aucune autre orientation n'est donnée dans la loi ou les politiques. Faute de normes provinciales globales visant le processus d'absence temporaire, des différences marquées ont vu le jour entre les établissements de l'Ontario. Les procédures d'examen des demandes d'absence temporaire et de recommandation au chef d'établissement varient également. Les différences entre les procédures des établissements sont déconcertantes et peuvent faire en sorte que le processus est jugé arbitraire.

On retrouve également des incohérences à l'intérieur des établissements, en particulier dans ceux où le personnel en poste recueille les renseignements, en rend compte et fait des recommandations au chef d'établissement concernant les demandes d'absence temporaire. Même si les auteurs de demande reçoivent un double de leur formulaire de demande portant une signature dans la case réservée à la recommandation, ils considèrent que le processus est anonyme et que personne n'a de comptes à rendre.

Les cadres supérieurs des établissements où un tel système est en place affirment qu'il permet aux exécutants de participer à l'établissement des programmes et aux agents de services correctionnels de mieux contrôler les détenus. On croit que ceux-ci sont plus susceptibles de participer aux programmes de l'établissement s'ils savent que n'importe lequel des nombreux membres du personnel peut évaluer une demande d'absence temporaire. L'équité exige que les



détenus connaissent l'identité de ceux qui les jugent. Une signature griffonnée sur un formulaire de recommandation est insuffisante pour respecter ce principe de justice fondamentale.

**9.2 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, avec les conseils et l'appui de son coordonnateur de la lutte contre le racisme, examine les politiques et les procédures visant le système d'absences temporaires afin d'établir des normes globales pour l'ensemble du ministère, prévoyant notamment l'élimination des obstacles à la communication.**

#### **Gestion des cas et accès aux programmes d'absence temporaire**

Les différences que l'on constate dans les programmes d'absences temporaires reflètent en partie les différences quant aux méthodes employées au sein des services correctionnels ontariens. Les établissements qui mettent l'accent sur cette importante forme de réinsertion sociale investissent généralement davantage dans la préparation et le choix des détenus. Ils adoptent une attitude proactive et incitent les détenus à présenter une demande d'absence temporaire, les conseillent et les aident à profiter de ces occasions. D'autres établissements se contentent de réagir aux initiatives des détenus ou de répondre à leurs propres besoins en adaptant le moins possible leurs priorités quant au contrôle.

**9.3 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, de concert avec son coordonnateur de la lutte contre le racisme, établisse un système de gestion des cas dans tous les établissements correctionnels pour faire en sorte que chaque détenu soit**

**renseigné et conseillé sur tous les programmes et services offerts par l'établissement.**

#### **Libération conditionnelle**

La libération conditionnelle est plus systématique que les absences temporaires. Les critères d'admissibilité sont des normes nationales, la décision d'accorder ou de révoquer une libération conditionnelle est prise par une commission provinciale et les personnes libérées sont supervisées par le personnel du ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels. Cependant, la préparation des détenus au processus de demande de libération conditionnelle relève du personnel des établissements. Comme dans le cas des programmes d'absence temporaire, cette situation peut donner lieu à beaucoup de disparités entre les établissements correctionnels de l'Ontario et au sein même de ces établissements sur le plan de la qualité de la préparation.

L'absence d'aide aux détenus racialisés pour présenter leur demande de libération conditionnelle a constitué un thème important de nos consultations avec les groupes de défense et les détenus. Ceux-ci ont affirmé que de nombreux détenus, particulièrement ceux des minorités linguistiques, connaissent mal le système de libération conditionnelle et ne savent pas à qui s'adresser pour obtenir des conseils. Par conséquent, ils sont très vulnérables aux agents de services correctionnels qui peuvent leur fournir des renseignements faux ou trompeurs, les dissuader de présenter une demande ou les menacer de ne pas les appuyer dans leurs démarches.

Nous avons également parlé du traitement différent des demandes de libération conditionnelle selon la race. Il semble que pendant les audiences, les détenus racialisés soient examinés de façon plus approfondie que les détenus de race blanche, et parfois avec un manque de respect. Ainsi, ils perdent confiance dans la

justice du processus. Il semble également qu'on considère qu'ils ont besoin d'être incarcérés plus longtemps que les détenus de race blanche ou, si on leur accorde une libération conditionnelle, qu'ils doivent être assujettis à des conditions de libération plus strictes et inutiles.

#### **Préparation à la libération conditionnelle**

Les visites que nous avons faites dans les établissements correctionnels, nos entrevues avec des détenus, des employés de services correctionnels, des défenseurs des droits des détenus et des membres de la Commission des libérations conditionnelles, de même que notre observation de certaines audiences de libération conditionnelle, révèlent que dans de nombreux établissements, la préparation à la libération conditionnelle est réactive et incohérente. Les renseignements sur la libération conditionnelle sont fournis aux détenus dans des dépliants et sur vidéo, mais on fait peu de choses pour s'assurer que les détenus les reçoivent et les comprennent. Encore une fois, les besoins des membres des minorités linguistiques sont généralement négligés. Ni les dépliants, ni les vidéos ne sont disponibles en d'autres langues que l'anglais et le français et nous n'avons relevé aucune disposition officielle pour obtenir les services d'interprètes au besoin.

Les établissements correctionnels comptent des agents de liaison qui coordonnent le processus de libération conditionnelle. Les agents de liaison rencontrent les détenus qui demandent une libération conditionnelle afin de déterminer les aspects du plan de libération qui doivent être examinés et vérifiés par un agent de libération conditionnelle dans la collectivité. Ces entrevues devraient permettre aux détenus de poser des questions et de demander des explications sur le processus de libération conditionnelle. Pourtant, dans les faits, les détenus reçoivent peu d'information parce que les agents de liaison

croulent sous la paperasserie et ne connaissent souvent pas très bien leur rôle.

**9.4 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et la Commission des libérations conditionnelles de l'Ontario, de concert avec le coordonnateur de la lutte contre le racisme du ministère, confèrent aux agents de liaison le rôle officiel d'agent de gestion de cas dans le cadre d'un système tel que celui préconisé dans la recommandation 9.3. Les agents de liaison devraient notamment aider les détenus à préparer leur demande de libération conditionnelle et s'employer à éliminer les obstacles à la communication.**

#### **Audiences de libération conditionnelle**

Lors d'une audience de libération conditionnelle, un comité de trois membres de la Commission des libérations conditionnelles interroge le détenu qui peut recevoir l'«aide» d'un avocat ou d'une autre personne de leur choix.

Les membres de la Commission des libérations conditionnelles doivent lire tout le dossier sur l'auteur de la demande avant une audience. Cependant, faute de temps et à cause des coûts, particulièrement lorsque les peines sont très courtes, ils se fondent plutôt sur le résumé préparé par les services policiers au sujet de l'infraction et de l'accusé aux fins de l'enquête sur le cautionnement. Faute de règles régissant le contenu de ces documents, ceux-ci contiennent souvent des commentaires gratuits et parfois racistes.

Notre observation des audiences de libération conditionnelle a mis en lumière des stéréotypes à l'égard des personnes racialisées, particulièrement en ce qui a trait aux drogues. En outre, des stéréotypes ont été émis au sujet de la résidence des détenus provenant de communautés racialisées. Pour



la plupart, les commentaires au sujet de détenus de race noire ou autochtones faits par des membres de la Commission des libérations conditionnelles n'ont pas été contestés par leurs collègues.

### **Responsabilité**

Contrairement aux tribunaux, où l'ouverture et la visibilité sont fondamentales, les établissements correctionnels sont conçus et administrés de manière à en exclure le public. Il est donc essentiel que des mécanismes soient mis en place pour qu'il soit rendu compte de la conduite et des pratiques officielles au public. Nous recommandons des moyens de rendre compte au public : les comités consultatifs communautaires et les services juridiques spécialisés.

### **Coordonnateur de la lutte contre le racisme**

Il est essentiel que ce bureau reçoive un financement suffisant et bénéficie du plein appui du ministre pour pouvoir s'acquitter de son mandat de manière proactive et originale. Un certain nombre de recommandations contenues dans notre rapport provisoire visaient précisément la responsabilisation des établissements correctionnels de l'Ontario. L'intervention permanente de la collectivité dans le secteur correctionnel est de toute première importance.

### **Comités consultatifs communautaires**

Nos consultations révèlent qu'un élément essentiel de toute stratégie visant à réduire la discrimination dans les établissements correctionnels réside dans un examen public minutieux de leurs activités. Le système carcéral fédéral a contribué à la mise sur pied des comités consultatifs de citoyens, qui sont autorisés en vertu des règlements. Les membres de ces comités ont un accès raisonnable à toutes les parties des établissements correctionnels ainsi qu'au

personnel et aux détenus, et on leur permet d'observer les audiences disciplinaires et les audiences de libération avec le consentement des détenus concernés.

Certains de ces comités ont des interactions importantes avec les détenus et le personnel. Les membres peuvent escorter les détenus qui ont obtenu une permission de sortir, négocier avec les directeurs de pénitenciers et le personnel au sujet des griefs de détenus et prendre des dispositions pour que les détenus participent à des programmes d'éducation communautaire. Une présence communautaire semblable devrait être assurée dans les établissements correctionnels provinciaux. Les membres proviendraient de tous les secteurs des établissements et seraient représentatifs de la population carcérale.

### **9.5 La Commission recommande que :**

- a) le solliciteur général, de concert avec le Bureau du coordonnateur de la lutte contre le racisme et les organismes communautaires locaux, établisse un comité consultatif communautaire pour chaque établissement correctionnel;**
- b) les membres du comité représentent différents antécédents et compétences et reflètent la diversité de la collectivité et que les personnes ayant un casier judiciaire demeurent éligibles;**
- c) les membres des comités aient des pouvoirs d'inspection en vertu de la *Loi sur l'inspection des établissements publics* et aient accès à toutes les parties de l'établissement, ainsi qu'aux audiences disciplinaires et aux audiences de libération avec le consentement des détenus concernés;**
- d) le comité soit notamment chargé de résoudre les griefs de façon informelle, d'aider les détenus dans d'autres circonstances et de renseigner la collectivité sur le système correctionnel;**



**e) les comités soient expressément autorisés à conseiller les chefs d'établissement et à exiger de ces derniers une réponse écrite complète à ces conseils.**

**9.6 La Commission recommande que :**

- a) le solliciteur général établisse un conseil ontarien des comités consultatifs composé de représentants des comités consultatifs communautaires de toutes les régions de l'Ontario;**
- b) le conseil constitue un lien entre les comités consultatifs locaux et un moyen de faire circuler de l'information entre eux, qu'il organise des assemblées annuelles pour l'échange de renseignements et d'idées et qu'il travaille de concert avec le coordonnateur de la lutte contre le racisme dans les établissements pour contrôler les problèmes qui surviennent à l'échelle provinciale et faire des recommandations au ministre.**

**Clinique d'aide juridique à l'intention des détenus**

Outre l'obligation de rendre compte à la collectivité, les pratiques des établissements correctionnels devraient faire l'objet d'un examen minutieux en regard des normes juridiques auxquelles elles sont assujetties. Cependant, le peu de visibilité des décisions prises dans les établissements correctionnels et l'imprécision des normes qui les régissent rendent particulièrement difficile ce genre de responsabilité. Un modèle spécial doit être élaboré pour fournir aux détenus des conseils et une représentation juridiques efficaces.

De tels services de consultation et de défense pour les détenus des établissements correctionnels provinciaux sont de toute évidence nécessaires. Le modèle de clinique d'aide juridique à l'intention des détenus permet la création d'une expertise dans ce

domaine, ce qui se fait rarement en pratique privée. La continuité de la pratique et l'accumulation de connaissances sur les établissements correctionnels permettraient de mieux identifier les problèmes d'ordre systémique et l'adoption de stratégies cohérentes pour s'y attaquer.

**9.7 La Commission recommande que soit établi, dans le cadre du Régime d'aide juridique de l'Ontario, un projet pilote de clinique d'aide juridique à l'intention des détenus dans la région de Toronto qui serait doté d'un effectif composé d'avocats et d'agents parajuridiques salariés à plein temps.**

# 10

## *Le système de police communautaire*

Le système de police communautaire est un partenariat entre la police et la communauté. Il suppose une responsabilisation des membres de la communauté et des agents de police, ainsi qu'une ouverture des services de police qui doivent rendre compte de leurs actions à la communauté. Il est axé sur le maintien de la paix, la résolution des problèmes, la prévention du crime, la réduction des obstacles entre la police et la communauté, le recours à des solutions constructives au lieu de l'application stricte de la loi pour certaines infractions et certains contrevenants, et la participation des citoyens à toutes ces activités. Les stratégies utilisées par le système de police communautaire varient de façon considérable d'un endroit à l'autre parce qu'elles dépendent des besoins perçus de la communauté, de l'organisation et des ressources de la police, de l'imagination, du leadership et de la capacité d'innovation de tous les intéressés.

Malheureusement, un grand nombre des problèmes qui se posent dans les services policiers traditionnels se retrouvent dans les systèmes de police communautaire. L'un des plus grands défis à relever consiste à trouver une réponse efficace aux préoccupations du public concernant le racisme systémique dans les services de police.

Nos consultations préliminaires ont indiqué que nombreux sont ceux qui déclarent continuer à souffrir du racisme systémique dans les pratiques de la police, et que cela demeure une importante source de préoccupations. D'après les témoignages que nous avons recueillis, certaines personnes

sont absolument convaincues que les autorités policières tolèrent ce type de comportement insultant. Nous avons aussi constaté que le principe de la police communautaire est considéré avec beaucoup de suspicion, particulièrement parmi les jeunes noirs et membres d'autres groupes racialisés. Beaucoup se sentent exclus des partenariats coopératifs avec la police préconisés par le système de police communautaire et craignent que l'égalité raciale ne figure pas à l'ordre du jour de la police communautaire.

Ce sont de toute évidence les autorités policières qui ont le plus d'influence sur les pratiques des agents de police. Les situations plus complexes se produisent lorsque la police se retrouve associée à la discrimination réelle ou perçue d'autres personnes ou d'autres institutions. Ceci peut arriver lorsqu'une personne qui fait appel aux services de police procède, peut-être implicitement, à partir d'hypothèses racialisées. Un marchand qui entretient des stéréotypes racialisés sur la criminalité, par exemple, pourrait appeler la police et exiger qu'une accusation soit déposée contre un jeune Noir qui vole une casquette de baseball alors que, si le voleur est un jeune Blanc, il y verra une frasque déplaisante qui ne vaut pas la peine d'être signalée.

Un grand nombre des plaintes que nous avons entendues portaient sur ce type de situation où des policiers étaient entraînés dans des formes discriminatoires d'application de la loi en réponse aux gens qui faisaient appel à leurs services. Un point soulevé à plusieurs reprises concerne la

discrimination présumée se produire dans les cas où les autorités scolaires ont recours à la police face au comportement dangereux des élèves. Le personnel de sécurité employé par des compagnies privées, notamment dans les centres commerciaux et d'autres lieux ouverts au public, peut aussi créer des problèmes en matière de police communautaire.

### Les perceptions d'inégalité dans les services policiers

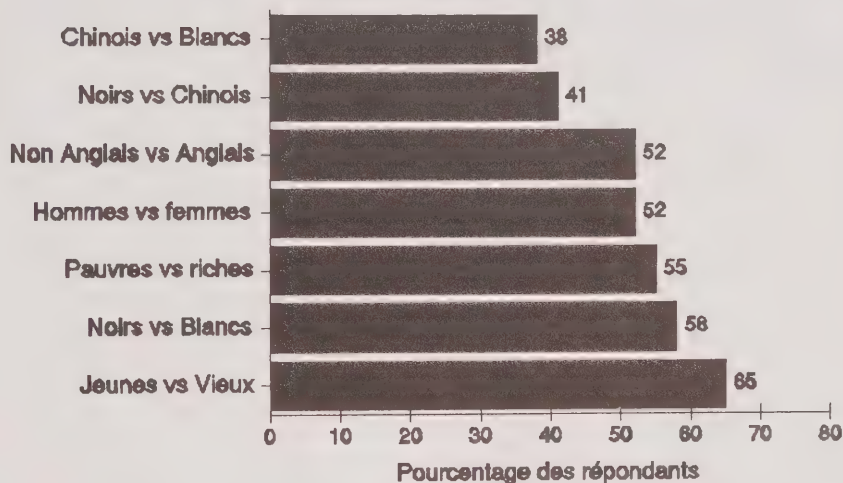
Depuis longtemps, l'un des aspects des difficultés de la police dans les communautés noires et autres communautés racialisées vient du fait que les membres de ces communautés ont le sentiment qu'ils sont

traités de façon discriminatoire. Nous avons donc accompagné nos consultations d'un sondage auprès des résidents de Toronto, la ville la plus importante et la plus diversifiée de l'Ontario. Nous rapportons ici leurs réactions à la question qui demandait si la police traite les gens avec impartialité.

### Nos constatations

La plupart des résidents blancs, noirs et chinois de Toronto pensent que la police ne traite pas tout le monde de la même façon.

**Figure 10-1 : Croyance que la police de la communauté urbaine de Toronto traite certains groupes différemment**





D'après ces résultats, il est clair non seulement que les résidents noirs, chinois et blancs de la communauté urbaine de Toronto perçoivent la présence de préjugés raciaux dans les pratiques de la police, mais aussi qu'ils perçoivent une hiérarchie dans ces préjugés. Bien que les répondants pensent qu'il existe une discrimination envers les Chinois, ils ne pensent pas qu'elle soit aussi courante et aussi grave que la discrimination envers les Noirs.

### **L'intégration de l'égalité raciale dans les services policiers**

Les grands corps de police urbains de l'Ontario, particulièrement le Service de police de la communauté urbaine de Toronto, se rendent parfaitement compte qu'ils doivent intégrer l'égalité raciale à leurs services. Ces dernières années, ils ont apporté des changements importants à leurs politiques et procédures, réformé et professionnalisé leurs pratiques de recrutement et d'embauche et fait des efforts pour rejoindre les communautés noires et racialisées. Nos recherches indiquent néanmoins que cela ne suffit pas. Comme le résumait succinctement un récent rapport du Service de police de la communauté urbaine de Toronto sur la police et les relations entre les races intitulé *Moving Forward Together*, «le moment n'est pas à la complaisance [...] le moment est venu pour un nouveau départ».

En août 1994, la Commission des services policiers de la communauté urbaine de Toronto a appliqué l'une des recommandations de *Moving Forward Together* en approuvant le mandat suivant :

Le Service de police de la communauté urbaine de Toronto s'engage à dispenser des services équitables en éliminant les obstacles à l'accessibilité et en traitant toutes les personnes au sein de la communauté et de l'organisation avec respect et équité, sans expression ni

manifestation de préjugés, de sectarisme, de discrimination ni de harcèlement envers quiconque.

Lors de la même réunion, la Commission des services policiers a aussi adopté des objectifs de mise en œuvre. En définissant les attentes et en fixant les objectifs pour l'intégration de l'égalité raciale à tous les aspects des services de police, le Service de police de la communauté urbaine de Toronto a établi une base solide pour l'obligation de la police de rendre compte au public. Il faut prendre les mesures nécessaires pour mieux faire connaître le rapport *Moving Forward Together*. En assurant une plus grande circulation au plan d'action qu'il recommande, on rendrait publique la volonté de changement et on montrerait ce qui a été accompli.

#### **10.1 La Commission recommande que :**

- a) chaque service de police de l'Ontario qui ne l'a pas encore fait procède à un examen complet de son engagement envers l'égalité raciale dans ses activités policières, examen auquel participeront des membres des services policiers, des groupes communautaires et des particuliers concernés;**
- b) les services policiers assurent une vaste diffusion de leurs plans d'action concernant l'égalité dans les langues les plus couramment parlées dans les secteurs qu'ils desservent;**
- c) les progrès de la mise en œuvre de ces plans d'action fassent l'objet d'un rapport à la commission locale des services policiers tous les trois mois et soient largement diffusés.**

## **L'obligation de rendre compte à la communauté**

Lors des consultations, les gens se sont constamment plaints à la Commission du fait que les autorités policières, dans leurs structures traditionnelles, ne sont pas suffisamment accessibles à la communauté et responsables devant elle. Les principales institutions de contrôle civil de l'Ontario, les commissions des services policiers, ont été déclarées trop faibles pour imposer une réglementation efficace, trop éloignées des préoccupations des gens ordinaires et trop proches des autorités policières pour fournir la supervision nécessaire.

Les discussions sur les pouvoirs des commissions des services policiers et des chefs de police ont eu tendance à se concentrer sur le système policier traditionnel. Dans ce système, la commission des services policiers est un mécanisme hiérarchisé dans une structure où l'autorité policière et la prestation des services sont centralisées. Or, le système de police communautaire suppose un partenariat et une coopération entre les agents de police locaux et les quartiers où ils travaillent. Le principe de la police communautaire nécessite ainsi la mise en place d'un mécanisme de responsabilisation plus étendu et plus complet qui permette aux membres des différentes communautés locales de participer aux processus de prise de décisions qui ont un effet sur les priorités, les allocations et la mise en œuvre des services policiers dans leurs quartiers.

Si les exercices de consultation non officielle n'ont pas réussi à produire des partenariats de travail, c'est en partie parce que les représentants de la communauté ne disposent pas des informations dont ils ont besoin pour participer de façon efficace aux décisions sur les problèmes, les priorités et les politiques. Bien que les individus et les groupes puissent être au courant des préoccupations des membres de certains quartiers, ils dépendent en grande partie de

la police pour les informations systématiques sur les actes criminels, les opérations policières et les choix dont dispose la police. La consultation est parfois perçue comme un moyen de justifier les actions de la police et non comme un partenariat qui permet de définir les problèmes et d'élaborer des solutions conjointement.

Une autre limitation des méthodes traditionnelles de consultation a été leur incapacité à tenir compte de la complexité et de la diversité de la communauté en cause. Même dans le plus petit secteur policier, la communauté est rarement homogène. Ce que certaines personnes perçoivent comme un problème n'est pour d'autres qu'une activité sociale inoffensive. Bien que la responsabilité devant la communauté exige que la police définisse son travail de concert avec la communauté, les agents ne peuvent pas agir seulement au nom des gens qui maintiennent que la présence ou les activités des autres constituent un problème.

Deux réformes contribueraient grandement à renforcer l'obligation de rendre compte de la police et à promouvoir la confiance parmi les membres des communautés noires et d'autres groupes racialisés. Nous proposons pour commencer la création de comités locaux de la police communautaire (CPC) organisés autour des niveaux divisionnaires des services de police, ou de secteurs géographiques ou de groupements communautaires plus petits, suivant les circonstances. La seconde proposition est d'organiser des «sondages sur la sécurité communautaire» pour fournir à la communauté des informations systématiques sur les préoccupations et les problèmes locaux en matière de sécurité.

**10.2 La Commission recommande que les commissions des services policiers établissent des comités locaux de la police communautaire (CPC), soit au niveau divisionnaire de chaque service policier, soit sur la base d'un autre**



secteur géographique ou groupement communautaire jugé approprié en fonction du territoire.

a) Les CPC devraient être composés de sept membres dont chacun aurait un mandat de trois ans.

b) Les membres des CPC devraient être choisis parmi les organismes communautaires actifs dans le territoire de la division et nommés par les commissions des services policiers à l'issue d'une recherche complète, ouverte et annoncée publiquement.

c) Tous les efforts devraient être faits pour veiller à ce que les CPC comptent autant d'hommes que de femmes et comprennent des jeunes personnes et des membres des communautés racialisées locales. L'existence d'un casier judiciaire ne devrait pas interdire la nomination au comité.

d) Chaque CPC devrait avoir un coordonnateur désigné chargé des questions administratives.

e) Les membres des CPC devraient être remboursés de leurs frais raisonnables et recevoir des honoraires.

f) Les CPC devraient se réunir tous les mois. Leurs réunions devraient être ouvertes au public et ne pas être généralement organisées dans les postes de police.

g) Les commissions locales des services policiers devraient être chargées de surveiller le travail des CPC.

**10.3 La Commission recommande que chaque comité de la police communautaire soit investi des responsabilités suivantes :**

a) élaborer, de concert avec la division locale de la police et les personnes et organismes communautaires intéressés, des ententes avec la police afin de définir des objectifs en matière

d'activités policières et des normes de performance pour les agents de police qui reflètent les besoins de la communauté locale, et de surveiller la mise en œuvre de ces objectifs et de ces normes;

b) élaborer, de concert avec la division locale de la police, des politiques et des pratiques policières selon les besoins. À ce titre, les membres des CPC devraient être chargés de transmettre les préoccupations de la communauté au personnel de la division, de formuler des réponses et de communiquer les politiques et procédures proposées en retour à la communauté;

c) servir de liaison entre les commissions des services policiers et la communauté locale. À ce titre, les CPC devraient être chargés d'informer la communauté des politiques de la commission des services policiers et de tenir la commission au courant des problèmes de la communauté;

d) aider à régler les plaintes à l'amiable si telle est la volonté à la fois du surintendant de la division et des plaignants;

e) travailler de concert avec la police, les membres de la communauté juridique et les autorités judiciaires à la promotion de l'éducation de la communauté en matière juridique et autre relativement à la sécurité et au fonctionnement du système de justice pénale.

**10.4 La Commission recommande que :**

a) le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, en association avec les commissions des services policiers, finance des sondages communautaires sur la sécurité dans chaque communauté locale;



- b) les sondages aient lieu au moins une fois tous les cinq ans dans chaque communauté locale;**
- c) des résumés des résultats des sondages soient largement diffusés.**

### **L'inégalité raciale dans les arrêts pratiqués par la police**

La police exerce depuis longtemps son pouvoir d'arrêter, à son gré, les gens qui se trouvent sur les routes et autres lieux publics pour les questionner. Les personnes ainsi arrêtées ressentent souvent cette action de la police comme une intrusion importune des représentants de l'État dans leur vie privée. Les arrêts répétés renforcent le sentiment d'intrusion si bien que même une requête polie peut être perçue comme un harcèlement.

Des recherches faites en Ontario et ailleurs indiquent que le pouvoir et l'agressivité dont fait montre la police pour forcer les personnes noires et membres d'autres groupes racialisés et les jeunes ouvriers de toutes origines à s'arrêter ont des objectifs autres que la prévention du crime et la détection des délinquants. C'est un moyen pour les policiers de se prouver à eux-mêmes, aux gens qu'ils arrêtent, aux résidents et aux commerçants locaux que la police contrôle les lieux publics. Les résultats de la Commission indiquent que le pouvoir exercé par la police pour arrêter les gens aux fins de contrôle est racialisé.

La Commission a reçu de nombreuses plaintes en provenance de toutes les régions de la province au sujet des rapports excessifs et humiliants de la police avec les Ontariens noirs et membres d'autres groupes racialisés. Pour mieux cerner le problème, nous avons effectué un sondage auprès de résidents noirs, blancs et chinois de la communauté urbaine de Toronto. Nous leur avons entre autres demandé combien de fois la police les avait arrêtés au cours des deux dernières années. Nous avons aussi voulu savoir si ces personnes étaient en voiture ou à pied au

moment des arrêts et si elles avaient eu l'impression que la police les avait traitées injustement ou non.

### **La fréquence des arrêts**

Les graphiques qui suivent illustrent les réponses que nous avons recueillies. Les gens arrêtés par la police peuvent avoir bien des raisons de penser qu'ils sont traités injustement. Un agent de police peut dire ou faire quelque chose qui les embarrasse ou les humilie, ou la raison réelle ou perçue de l'intervention peut paraître injuste. Nous avons demandé aux personnes échantillonnées qui avaient été arrêtées par la police au cours des deux dernières années pourquoi elles pensaient que la police les avait arrêtées.

La plupart des gens des trois groupes pensaient qu'ils avaient été arrêtés pour un motif légitime comme une infraction au *Code de la route*, une vérification de routine ou le fait qu'ils étaient ivres dans une voiture ou un lieu public. Pourtant, beaucoup de répondants noirs sont convaincus d'avoir été arrêtés en partie ou uniquement à cause de leur race.

Certains répondants estimaient qu'on pouvait attribuer les arrêts de la police à une combinaison de leur race et d'autres facteurs, parmi lesquels le fait qu'ils conduisaient une voiture haut de gamme, le fait que la police les soupçonnait d'être en possession de drogues ou encore parce que la compagne à leurs côtés était blanche. Certaines personnes blanches ont aussi mentionné la race lorsqu'on leur a demandé pourquoi la police les avait obligées à s'arrêter, mais elles ont ajouté que c'était la race de la personne qui les accompagnait qui était importante, pas la leur.

### **La portée des résultats**

Les différences quant à l'impression que les arrêts par la police ont laissé aux personnes interrogées lors de notre enquête nous portent à croire que les agents de police

basent leurs décisions relatives aux arrêts sur la race des personnes concernées. Les données que nous avons recueillies ne suggèrent toutefois pas que tous les agents de police de la communauté urbaine de Toronto sont des racistes déclarés. Bien que ce soit une erreur de conclure que tous les agents de police font ouvertement preuve de racisme, on ne saurait écarter la possibilité que certains agents particulièrement racistes sont responsables du nombre disproportionné d'arrêts de personnes noires.

Les différences entre les races dans le nombre des arrêts signalés et la façon dont ils sont perçus suggèrent qu'il ne faut pas chercher la cause dans la présence de «quelques brebis galeuses» au sein de la police. On a plus de chances de trouver une explication plausible si l'on arrive à déterminer pourquoi les agents de police considèrent une personne ou une situation avec suspicion. Les études indiquent que les agents de police réagissent à une combinaison des caractéristiques qu'ils observent chez les individus lorsqu'ils décident d'entrer en contact avec eux. Elles indiquent également que, dans les sociétés racialisées, la race peut devenir un facteur même si les règles officielles interdisent la discrimination. Les constatations de la Commission semblent indiquer que les caractéristiques racialisées, particulièrement celles des personnes noires, en combinaison avec d'autres facteurs, éveillent les soupçons de la police, au moins dans la communauté urbaine de Toronto. Parmi les autres facteurs qui peuvent attirer l'attention de la police, on peut citer le sexe (masculin), la jeunesse, la marque et l'état de la voiture (le cas échéant), le lieu, les vêtements et enfin la situation socio-économique et le mode de vie présumés. Les personnes noires perçues comme présentant beaucoup de ces caractéristiques courent un plus grand risque d'être arrêtées à pied ou en voiture.

Si l'on veut que les services de la police communautaire réussissent à créer l'égalité

raciale là où la police traditionnelle a échoué et donnent confiance au public que la police traite tout le monde de façon équitable, il faut modifier la façon dont les agents de police exercent leur pouvoir discrétionnaire d'interpeller les gens. Cette tâche représente un défi d'autant plus grand que le système de police communautaire encourage l'augmentation et non la réduction des rapports entre les agents de police et les membres de la communauté.

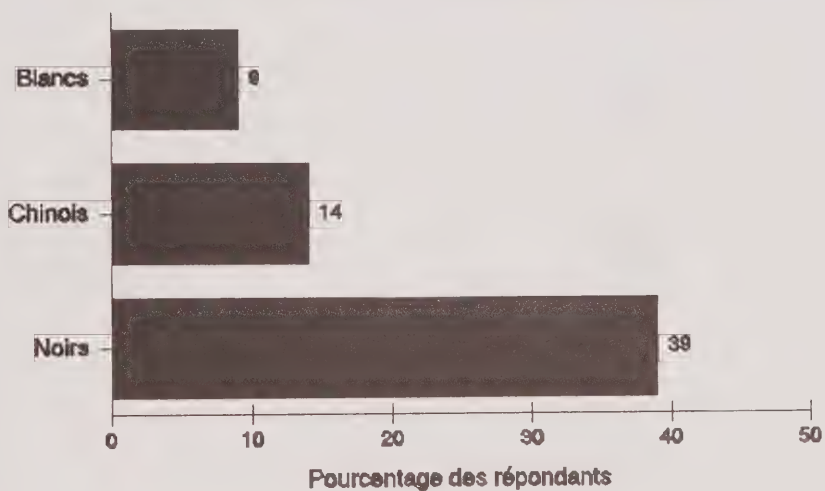
#### **10.5 La Commission recommande :**

- a) que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, en consultation avec les services de police et les organismes communautaires, élabore des directives concernant le pouvoir exercé par la police d'arrêter et de questionner les gens, dans le but d'éliminer le traitement différentiel des personnes noires et membres d'autres groupes racialisés;**
- b) que ces directives soient traduites dans les langues les plus couramment parlées en Ontario et fassent l'objet d'une large diffusion.**

**Tableau 10-1 : Nombre d'arrêts des résidents de la communauté urbaine de Toronto par la police au cours des deux dernières années, selon la race**

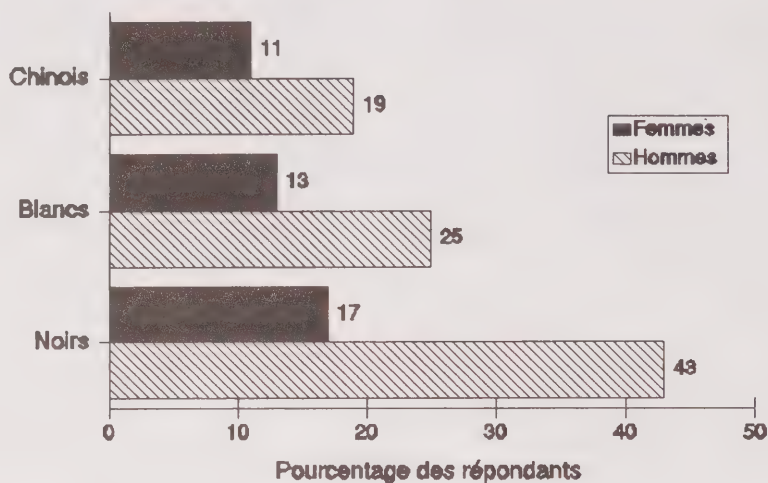
	Noirs	Chinois	Blancs
Aucun	71,9 %	85,4 %	81,8 %
Un arrêt	11,3 %	9,9 %	10,2 %
Deux arrêts ou plus	16,8 %	4,7 %	8 %
Échantillon total sondé	417	405	435

**Figure 10-2 : Croyance des répondants qu'ils ont été traités injustement par la police de la communauté urbaine de Toronto la dernière fois qu'ils ont été arrêtés, selon la race**

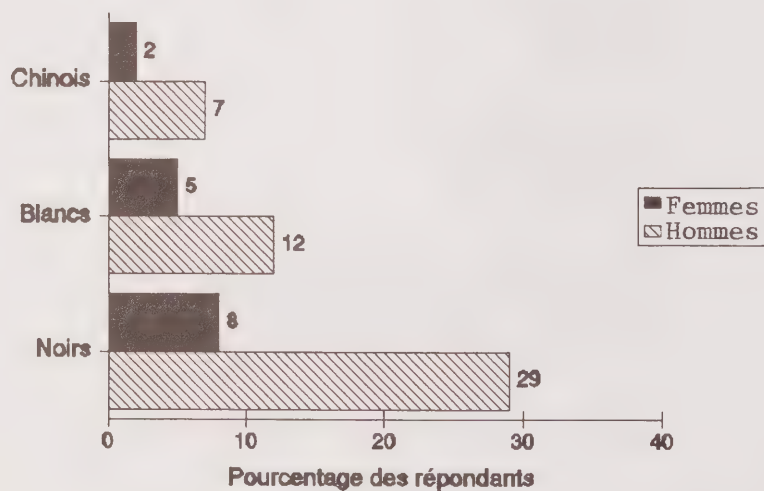




**Figure 10-3 : Pourcentage des répondants arrêtés par la police au cours des deux dernières années, selon la race et le sexe**



**Figure 10-4 : Pourcentage des répondants arrêtés deux fois ou plus par la police au cours des deux dernières années, selon la race et le sexe**



**Tableau 10-2 : Nombre d'hommes de la communauté urbaine de Toronto parmi notre échantillon arrêtés par la police ces deux dernières années, selon la race et l'âge**

Catégories d'âge	Noirs	Chinois	Blancs
18 à 24 ans	50 %	21,7 %	47,6 %
25 à 40 ans	47,7 %	19,4 %	28,9 %
41 ans et plus	33,9 %	14,3 %	17 %
<b>Sur l'échantillon total d'hommes sondés</b>	<b>42,7 %</b>	<b>18,9 %</b>	<b>25,1 %</b>

**Tableau 10-3 : Nombre d'hommes de la communauté urbaine de Toronto parmi notre échantillon arrêtés par la police deux fois ou plus ces deux dernières années, selon la race et l'âge**

Catégories d'âge	Noirs	Chinois	Blancs
18 à 24 ans	46,2 %	10,9 %	23,8 %
25 à 40 ans	33 %	6,9 %	16,9 %
41 ans et plus	15,3 %	4,8 %	5,7 %
<b>Sur l'échantillon total d'hommes sondés</b>	<b>28,7 %</b>	<b>7,4 %</b>	<b>12,3 %</b>

**10.6 La Commission recommande que le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, en consultation avec les organismes communautaires :**

- a) formule un énoncé de politique concernant les plaintes du public et lui assure une vaste diffusion parmi les membres de la communauté locale. Cet énoncé devrait insister sur la fonction des plaintes non seulement en réponse à des incidents spécifiques mais aussi pour aider à identifier et à résoudre les problèmes systémiques;**
- b) élabore une base de données où seraient conservées toutes les plaintes du public, par catégories, ce qui permettrait à la police de surveiller en particulier les plaintes concernant l'arrêt des personnes noires et membres d'autres groupes racialisés. La base de données devrait être utilisée pour produire des rapports trimestriels des profils et des tendances;**
- c) finance l'éducation du public sur les mécanismes officiels et non officiels de dépôt de plaintes au sujet de la police.**

### **La police communautaire et la discipline scolaire**

Beaucoup d'écoles de l'Ontario ont établi des rapports de coopération avec les services de police locaux. Bien que les conseils scolaires conservent une certaine souplesse en ce qui concerne leurs politiques et procédures et leurs plans de mise en œuvre, le ministère de l'Éducation exige l'intervention de la police pour certains types d'incidents à l'école, tels que les infractions associées à la présence d'armes ou de drogues et les voies de fait graves. Cette approche est parfois appelée la «tolérance zéro» de la violence.

Il faut utiliser le droit criminel avec modération si l'on veut éviter que la «tolérance zéro» ne devienne un véhicule

pour la «surcriminalisation» des élèves. Beaucoup de jeunes Noirs et leurs parents se sont dits gravement préoccupés par le fait que ni les écoles ni la police ne font preuve de modération. Ils disent que la police est souvent appelée en réponse à des incidents banals qui auraient autrefois relevé du règlement intérieur de l'école.

Bon nombre des personnes que nous avons consultées pensaient que, dans leur application, les politiques de sécurité à l'école prenaient pour cible les élèves noirs. Elles soutenaient que certaines écoles n'hésitaient pas à appeler la police si c'étaient des élèves noirs qui étaient les auteurs supposés d'actions dangereuses ou répréhensibles alors que, si c'étaient des élèves blancs, elles avaient davantage tendance à régler les choses elles-mêmes.

Curieux d'en savoir plus sur l'étendue des perceptions d'injustice dans les pratiques disciplinaires des écoles, nous avons procédé à un sondage auprès du personnel et des élèves de 11 écoles secondaires urbaines relevant de deux conseils de l'éducation.

L'analyse des réponses aux sondages nous a menés à trois constatations inquiétantes. Tout d'abord, un tiers des membres du personnel (35 %) pensent que les élèves noirs sont plus souvent impliqués que les élèves blancs dans des incidents qui «exigent» l'intervention de la police à l'école. Seulement 1 % des membres du personnel pensent que les élèves noirs sont moins souvent impliqués dans ce type d'incidents. Malgré cela, le personnel ne perçoit généralement pas que les politiques de «tolérance zéro» prennent pour cible les élèves des communautés noires ou d'autres communautés racialisées.

Par contraste, certains membres du personnel ont parlé des dynamiques à caractère raciste qui peuvent amener les enseignants à percevoir, à tort, le comportement des élèves noirs comme «dangereux». Ces personnes ont insisté sur les stéréotypes, les provocations racistes des



élèves et la mauvaise interprétation que font les enseignants des normes culturelles qui leur sont étrangères.

Second facteur troublant, plus de la moitié (56 %) des membres du personnel qui ont répondu au sondage pensent que les enseignants ont moins tendance à confronter les élèves noirs par peur d'être traités de racistes, et un tiers (33 %) pensent qu'il est possible que les enseignants aient la même réaction face aux élèves membres d'autres minorités raciales. Les commentaires qui ont accompagné les sondages des élèves suggèrent que les peurs des enseignants sont connues de leurs classes. De toute évidence, le fait que les autorités scolaires ont davantage tendance à demander à la police d'intervenir dans le cas des élèves noirs peut être lié à la réticence de certains enseignants à confronter ces élèves.

La troisième constatation inquiétante est que les élèves noirs ont une perception aiguë des différences liées à la race dans l'utilisation que fait l'école de la police et dans la façon dont les agents de police traitent les élèves noirs. Par exemple, 50 % des élèves noirs pensent que leur école a davantage tendance à appeler la police pour les incidents concernant des élèves noirs que des élèves d'autres groupes raciaux. Par contraste, seulement 4 % des élèves blancs, 9 % des élèves de l'Est de l'Asie et 17 % des élèves du Sud de l'Asie pensent que leur école a davantage tendance à appeler la police en cas d'incidents qui mettent en cause des membres de leur groupe racial plutôt que des autres.

À la question qui leur demandait si la police, une fois appelée dans leur école, traitait tous les élèves de la même façon sans égard pour la race, 53 % des élèves noirs ont répondu que la police traite les élèves noirs moins bien que les membres des autres groupes raciaux. Un nombre important d'élèves du Sud de l'Asie (28 %) estiment aussi que la police traite les membres de leur groupe racial moins bien que les autres. Par

contre, seulement 4 % des élèves blancs et 14 % des élèves de l'Est de l'Asie estiment que la police traite les membres de leur groupe racial moins bien que les autres.

Les politiques relatives à l'intervention de la police dans les écoles ne doivent pas compromettre le système de police communautaire dans le secteur local.

#### **10.7 La Commission recommande que les commissions des services policiers, de concert avec le comité de la police communautaire :**

- a) veillent à ce que les politiques relatives au maintien de l'ordre dans les écoles reflètent les politiques et les normes du système de police communautaire dans le secteur correspondant;**
- b) entament des consultations avec les autorités scolaires concernant les politiques du conseil de l'éducation ou de l'école sur l'intervention de la police dans les écoles;**
- c) informent les parents et les jeunes des problèmes associés au maintien de l'ordre dans les écoles et communiquent aux autorités scolaires les préoccupations sur le contenu ou la mise en œuvre des politiques pertinentes.**

#### **La police communautaire et les agents de sécurité des centres commerciaux**

Les mauvais rapports entre les agents de sécurité et les jeunes peuvent avoir un impact sérieux sur l'application du principe de la police communautaire. Les jeunes ne font souvent pas la différence entre les actions de la police et celles des agents de sécurité privés parce qu'ils sont généralement plus préoccupés par ce qui leur arrive que par la question de savoir si ces agents sont au service d'un employeur du secteur public ou privé.

C'est une loi provinciale, la *Loi sur l'entrée sans autorisation*, qui donne aux

agents de sécurité le pouvoir d'expulser et de bannir les gens des centres commerciaux et autres lieux ouverts au public. Il n'est pas nécessaire de donner une raison ou une justification à l'appui de la décision. Si la personne ne quitte pas les lieux immédiatement, elle peut être accusée d'entrée sans autorisation et, si elle est jugée coupable, elle peut être condamnée à une amende maximale de 1 000 \$.

Les jeunes noirs et membres d'autres groupes racialisés n'ont pas cessé de répéter à la Commission que les agents de sécurité des centres commerciaux les prenaient pour cible. Ils ont déclaré que leurs activités faisaient l'objet d'une surveillance excessive, que les agents de sécurité se montraient grossiers et agressifs envers eux et qu'ils faisaient preuve de discrimination dans leurs «ordres d'expulsion» aux termes de la *Loi sur l'entrée sans autorisation*. Beaucoup de jeunes soutiennent aussi que les agents de sécurité réagissent de façon excessive et les embarrassent ou les humilient en faisant appel à la police. Les choses ne semblent guère avoir changé depuis la publication du rapport Anand en 1987.

Dans le cadre d'une étude financée par la Commission, un organisme communautaire philippin a examiné les expériences de 33 jeunes Philippins qui fréquentaient un centre commercial dans la communauté urbaine de Toronto. Près de la moitié (45 %) ont déclaré qu'ils avaient été harcelés par les agents de sécurité, avec insultes racistes, fouilles et inspection de leurs achats. Certains jeunes ont également dit qu'on leur avait interdit l'entrée du centre (6 %), qu'on les avait expulsés de force (15 %) et menacés de sanctions (4 %). Certains avaient été bannis du centre commercial pour une durée déterminée (6 %) ou indéterminée (11 %).

Nous proposons de modifier deux éléments du système de police privée. Le premier limiterait le pouvoir d'exclure certaines personnes des lieux ouverts au

public. L'exclusion ne devrait être possible que lorsqu'elle est fondée sur une norme objective de mauvaise conduite. Un ordre de bannissement ne nous semble nécessaire en aucune circonstance, puisqu'on peut répondre à la mauvaise conduite répétée par une invocation répétée du pouvoir d'exclusion.

#### **10.8 La Commission recommande que la *Loi sur l'entrée sans autorisation* soit modifiée :**

- a) pour comprendre une définition de ce qui constitue une mauvaise conduite suffisante pour justifier l'exclusion ou la détention d'une personne qui visite un lieu ouvert au public et faire de cette mauvaise conduite une condition de l'ordre d'exclusion ou de détention;**
- b) pour abolir le droit de bannir un visiteur d'un espace utilisé par le public.**

Un risque possible de cette recommandation est que les agents de sécurité compensent la perte de leur pouvoir privé de bannir les individus en faisant appel à la police publique. Il faudrait donc que les comités de la police communautaire soient conscients de ce danger et qu'ils surveillent de façon générale les exigences que les agents de sécurité privés imposent aux services de police communautaires.

Notre seconde recommandation concerne la formation professionnelle et la délivrance de permis dans l'industrie de la sécurité privée. À l'heure actuelle, l'Ontario exige des agents de sécurité qu'ils aient un permis s'ils sont employés par des compagnies spécialisées dans l'offre de services de sécurité. Le personnel de sécurité employé directement, cependant, n'a pas besoin de détenir un permis de la province; de plus, ni les uns ni les autres ne sont tenus de recevoir une formation qui les préparerait à travailler dans des communautés multiraciales variées.

**10.9 La Commission recommande que, dans le cadre de son examen de la *Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens*, le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels :**

- a) entreprenne des consultations importantes pour veiller à ce que la loi réponde aux besoins des jeunes et aux préoccupations particulières des jeunes noirs et membres d'autres groupes racialisés;**
- b) examine si les exigences de la loi en termes d'octroi de permis devraient continuer à exclure le personnel de sécurité qui patrouille les lieux ouverts au public;**
- c) envisage de poser comme condition à l'octroi ou au renouvellement d'un tel permis au personnel de sécurité qui patrouille les lieux ouverts au public la participation à une formation antiraciste;**
- d) envisage de demander au Registrateur des enquêteurs privés et des gardiens de désigner les programmes de formation antiraciste appropriés à cet effet.**

En guise de conclusion, la Commission a une suggestion pour les propriétaires et gérants de centres commerciaux. Elle estime en effet qu'ils pourraient améliorer les choses en affichant des panneaux bien en évidence à l'entrée de leurs centres ou espaces ouverts au public, expliquant dans une langue simple et claire les principales dispositions de la *Loi sur l'entrée sans autorisation* et la marche à suivre pour déposer une plainte contre un agent de sécurité titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens* ou contre tout autre agent de sécurité qu'ils emploient.



## *Les réactions systémiques à l'usage d'armes à feu par la police*

Le nombre d'incidents impliquant l'usage d'armes à feu en Ontario et les circonstances dans lesquelles ils se sont produits ont convaincu bon nombre d'Ontariens de race noire qu'ils sont plus vulnérables à la violence policière que le reste de la population. Les décès et blessures sont venus à représenter la manifestation suprême de la discrimination et du harcèlement quotidiens auxquels doivent faire face de nombreuses personnes de race noire dans leurs relations avec la police. Bref, les cas où la police tire sur des civils sont perçus non pas comme des incidents isolés, mais plutôt comme des tragédies qui touchent l'ensemble de la communauté noire et reflètent le caractère destructeur du racisme systémique.

Depuis 1978, des agents de police en service ayant fait usage d'une arme à feu ont atteint au moins 16 personnes de race noire, dont dix ont été tuées. Dans neuf cas, des accusations criminelles ont été portées contre les agents responsables. Aucun n'a été reconnu coupable. La réaction du système de justice pénale à ces événements tragiques a été considérée comme témoignant d'une responsabilisation insuffisante.

En 1988, après que des agents de police eurent tiré sur trois hommes de race noire en quatre mois, le gouvernement de l'Ontario a établi le Groupe d'étude sur les relations entre la police et les minorités raciales, qui a recommandé de modifier la loi et les procédures régissant le recours à la force par la police et de réformer la formation de la police afin de réduire le risque d'usage injustifié d'armes à feu. Le Groupe d'étude a également proposé la création d'un

organisme indépendant qui serait chargé d'enquêter sur les cas d'usage d'armes à feu et de déterminer si des accusations devraient être portées.

À la fin de 1991, au cours d'une période de 50 jours, quatre autres civils de race noire ont été blessés ou tués par balles par des agents de police. Les protestations de la communauté noire et le rapport présenté par Stephen Lewis au premier ministre de l'Ontario, en juin 1992, ont mené à la création de la Commission.

Dans le cadre de son mandat, qui consiste à enquêter sur le racisme systémique dans le système de justice pénale, la Commission doit déterminer «la façon dont le système de justice pénale devrait traiter les accusations portées à l'avenir contre des responsables et des membres du personnel du système de justice pénale relativement à leur comportement envers des membres de minorités raciales». La Commission a demandé à M. Harry Glasbeek d'étudier cette question. Dans le présent chapitre, nous abordons des questions touchant l'enquête, les accusations, le procès criminel et l'enquête du coroner.

### **Enquête et accusations**

À la suite de ces incidents, la police entreprend normalement son enquête en divulguant des explications aux médias. En général, on soutient que l'agent de police faisait face à un grave danger et a agi en toute légalité. La victime est généralement présentée comme une personne qui commettait un crime, qui a un casier judiciaire ou qui était dangereuse. Le statut

d'immigrant ou de réfugié de la victime est souvent divulgué, et on laisse ainsi entendre que la victime est «étrangère» et constitue une menace pour la société canadienne. Dans ces cas, la police est beaucoup moins objective que ce à quoi on pourrait s'attendre, et elle manipule l'opinion publique en contrôlant l'information. Cette situation remet en cause la capacité du système d'évaluer objectivement la conduite de la police et de répondre aux inquiétudes de la collectivité à la suite d'allégations de violence raciste.

Les enquêtes menées à la suite des décès et blessures causés par des agents de police posent également des problèmes pratiques pour les membres des communautés noires et d'autres communautés racialisées. Ce sont peut-être les agents de police qui, en tant qu'enquêteurs spécialisés, disposent des compétences techniques les plus poussées pour la collecte de preuves, ce processus étant parfois difficile. Par contre, il est de notoriété publique que les agents de police entretiennent des liens étroits et font preuve de loyauté les uns envers les autres. Les enquêtes auxquelles la police soumet ses propres agents manquent donc de crédibilité, même lorsqu'elles sont menées dans les règles.

Dans les cas récents, l'enquête a été habituellement confiée à un corps de police indépendant. Souvent, par contre, l'enquête est d'abord entreprise par le corps de police de l'agent responsable.

Comme c'est la police elle-même qui fait enquête, certains remettent en cause le sérieux avec lequel le système de justice pénale envisage l'usage d'armes à feu contre des civils. Des membres des communautés noires et d'autres communautés racialisées, de même qu'une coalition d'organismes communautaires, ont réclamé pendant des années la formation d'un organisme civil indépendant chargé de faire enquête sur de tels cas. En 1990, le gouvernement a constitué l'Unité des enquêtes spéciales

(UES) qui, en raison de sa structure et de son rendement, ne répond pas au besoin de mener des enquêtes indépendantes et efficaces.

Comme le gouvernement ne lui a pas accordé le soutien financier dont elle avait besoin pour exercer ses activités, l'UES a conclu en avril 1991 ce que l'on a appelé un protocole d'entente secret avec les corps de police de l'Ontario et le bureau du solliciteur général. En vertu de ce protocole, l'Unité confiait aux corps de police locaux des enquêtes qui, pourtant, relevaient de son mandat. Cette situation n'a été révélée au public que le 9 novembre 1991, après qu'un agent de police a tiré sur un autre membre de la communauté noire. Pour bien des membres de la communauté noire, cet arrangement confirmait que les responsables du système de justice pénale, tout en cherchant à montrer au public qu'ils faisaient preuve d'ouverture, avaient convenu dans la coulisse d'éviter d'assumer leurs responsabilités et l'examen public.

### **11.1 La Commission recommande que l'Unité des enquêtes spéciales reçoive un financement accru afin de lui permettre de remplir efficacement les fonctions qui lui sont attribuées par la loi.**

L'opposition et l'obstruction dont font preuve certains corps de police représentent un problème fondamental pour l'UES. Par exemple, des corps de police mettent du temps à informer l'UES d'un incident, et il est difficile d'obtenir d'eux des notes, rapports et autres éléments de preuve. Ces retards donnent à penser que la police «filtre» ou examine la forme et le contenu des éléments de preuve et des renseignements transmis, et qu'elle a donc quelque chose à cacher.

**11.2 La Commission recommande que la *Loi sur les services policiers* soit modifiée afin que l'agent de police impliqué dans une enquête relevant de la compétence de l'UES soit tenu de fournir à celle-ci les renseignements et éléments de preuve demandés dans un délai d'au plus 24 heures.**

**11.3 La Commission recommande que les règlements pris en application de la *Loi sur les services policiers* soient modifiés afin que le directeur de l'UES soit autorisé à accuser d'inconduite l'agent de police qui néglige de fournir ces renseignements ou éléments de preuve en temps utile.**

Un troisième problème se pose lorsque l'agent de police ayant tiré sur un civil refuse de répondre aux questions des enquêteurs de l'UES, en invoquant habituellement son droit, protégé par la constitution, de refuser de donner un témoignage incriminant.

Tous les agents de police doivent reconnaître que le pouvoir de porter et d'utiliser une arme à feu dans l'exercice de leurs fonctions est assorti de l'obligation d'expliquer toutes les circonstances où cette arme a été employée. Les agents qui refusent de fournir des explications empêchent l'UES de mener des enquêtes approfondies conformément à la loi et ne respectent pas leur obligation de rendre des comptes à leurs supérieurs dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation est indispensable pour préserver la confiance du public.

**11.4 La Commission recommande que la *Loi sur les services policiers* soit modifiée afin de prévoir la suspension sans solde de l'agent de police qui refuse de répondre aux questions d'un enquêteur de l'UES.**

**11.5 La Commission recommande que les règlements pris en application de la *Loi sur les services policiers* soient modifiés afin qu'après avoir appris du directeur de l'UES qu'un de ses agents a refusé de fournir des renseignements complets à un enquêteur de l'UES, le chef de police suspende immédiatement l'agent visé, sans solde.**

En ce qui concerne la mise en accusation, les agents de police sont traités bien différemment des autres suspects. Ceux-ci, en général, sont accusés sur-le-champ d'avoir commis l'acte criminel le plus grave dans les circonstances en attendant la conclusion de l'enquête. Par contre, avant que des accusations ne soient portées dans les cas où la police a tiré sur un civil, une enquête complète est menée, et les accusations semblent souvent moins graves que les faits pourraient le justifier.

Si l'UES pouvait mener des enquêtes rapides et exhaustives, bon nombre des problèmes reliés aux accusations seraient réglés. Le directeur de l'UES pourrait alors déterminer l'opportunité de porter des accusations et, le cas échéant, les accusations à porter. Une fois portées, les accusations relèvent du procureur de la Couronne. Depuis quelques années, toutes les accusations portées par l'UES sont confiées à un groupe spécial de procureurs de la Couronne qui est indépendant des corps de police. Dans les cas où une personne a été tuée ou blessée par la police, un procureur de cette unité devrait être chargé de la poursuite, de l'accusation jusqu'à la décision prise à la conclusion du procès.

**11.6 La Commission recommande :**  
a) que le ministère du Procureur général soit doté d'une Unité des poursuites spéciales qui serait chargée d'intenter les poursuites relatives aux accusations portées par l'UES;



- b) que des directives soient élaborées pour cette unité en collaboration avec les corps de police, l'UES, des avocats de la défense et des représentants des communautés racialisées;**
- c) que le public soit informé de l'existence de cette unité et des directives qui la régissent.**

### **Le procès criminel**

Même si d'autres responsables du système judiciaire se montrent insultants à leur égard ou commettent des irrégularités, les membres des communautés racialisées s'attendent à ce que le juge (et le jury), lors du procès criminel, rétablissent les faits et dévoilent les comportements racistes qui ont été manifestés, le cas échéant. Ces attentes sont irréalistes. À moins qu'un comportement ouvertement raciste n'ait été signalé, le racisme systémique est rarement considéré comme un facteur pertinent dans le cadre d'un procès criminel. De toute évidence, un procès criminel comporte de nombreux éléments symboliques, mais il ne porte que sur des questions précises envisagées de façon restreinte. Une enquête générale sur le racisme ne peut avoir lieu dans le cadre d'un procès criminel.

Lorsque l'accusé est un agent de police qui aurait tiré sur une personne de race noire, de nombreux éléments du procès criminel suscitent un sentiment d'injustice au sein, notamment, de la communauté noire. Le procureur de la Couronne appelle habituellement d'autres agents de police à témoigner afin d'établir les circonstances de l'incident. Cependant, ces agents sont susceptibles de faire tout en leur pouvoir pour présenter leur collègue sous un jour favorable.

La défense a souvent pour stratégie de miner la crédibilité de la victime. En invoquant des condamnations antérieures ou une instabilité mentale, elle laisse entendre que la victime est portée à adopter des comportements violents. Cependant, en vertu

des règles de preuve, il est habituellement impossible de faire état de cas antérieurs d'inconduite de la part de l'agent accusé, ou d'autres incidents lors desquels il a maltraité des gens dans l'exercice de ses fonctions. Une différence frappante est alors établie entre la victime et l'agent.

Lorsque, le juge, les jurés et l'accusé sont tous de race blanche et que la victime est de race noire, on peut comprendre que des membres de la communauté noire doutent de la justice du procès. Évidemment, l'agent accusé peut se prévaloir des mêmes règles que tout autre accusé. Cependant, ces règles n'ont pas les mêmes effets dans son cas. Par exemple, lorsque des agents de police, en tant que témoins de la Couronne, se montrent nettement récalcitrants, il conviendrait de les soumettre à une interrogation plus rigoureuse, sans pour autant aller jusqu'à les considérer comme «hostiles».

Les avocats et le juge pourraient prendre d'autres mesures pour éviter de laisser croire que des facteurs reliés à la race entrent en jeu et favorisent l'agent de police. Par exemple, si la victime est de race noire alors que l'accusé, le juge et les jurés sont tous de race blanche, la Couronne devrait peut-être demander au juge d'ordonner à l'avocat de la défense d'éviter de décrire l'agent, même indirectement, comme étant «semblable» aux jurés mais «différent» de la victime.

L'élaboration et l'application réfléchies des règles de preuve et de procédure pourraient rendre ces procès criminels plus équitables aux yeux des communautés racialisées. À tout le moins, elles permettraient de régler certains malentendus et de susciter une certaine confiance. Cependant, elles ne peuvent modifier les caractéristiques fondamentales du procès criminel, dont l'objet et la portée resteront limités. Dans les cas où des personnes ont été blessées ou tuées par la police, les poursuites criminelles doivent être efficaces et impartiales. Cependant, il ne revient pas à

la Commission d'étudier toutes les circonstances, y compris les facteurs raciaux, qui entourent ces incidents.

### **L'enquête du coroner**

M. Glasbeek a conclu que dans le cadre d'une enquête du coroner, il est possible d'aborder le racisme systémique de façon plus approfondie que lors d'un procès criminel. La *Loi sur les coroners* prévoit que l'enquête porte sur les circonstances du décès, ses causes ainsi que sur le moment et l'endroit où il s'est produit. Elle encourage le jury à faire des recommandations «visant à empêcher qu'un décès se produise dans des circonstances semblables ou portant sur une question découlant de l'enquête». De toute évidence, les questions touchant le racisme systémique dans les cas où la police a tué ou blessé quelqu'un par balles sont visées par cette disposition.

Néanmoins, malgré de fortes pressions, les coroners ont refusé pendant de nombreuses années de tenir compte des questions raciales. Dans certains cas, ils ont également refusé d'entendre les particuliers et groupes qui souhaitaient soulever ces questions. En général, cette approche restrictive a été confirmée par les tribunaux.

Depuis quelques années, les tribunaux accueillent mieux les demandes de personnes voulant obtenir qualité pour agir à l'enquête. Cependant, l'enquête du coroner demeure une tribune restreinte pour l'étude de questions légales, procédurales et sociales complexes. L'Ontario est la seule province où le coroner doit être médecin. Cette restriction limite la capacité des coroners de traiter de questions juridiques et d'autres questions complexes tout en établissant un équilibre leur permettant de tenir une enquête exhaustive sans pour autant franchir les limites de la pertinence.

**11.7 La Commission recommande que dans les cas où la police a blessé ou tué un civil par balles, une personne ayant**

**reçu une formation juridique soit nommée coroner aux fins de l'enquête. Cette nomination devrait se faire après consultation publique.**

Les coroners, qui n'ont pas de formation juridique, se fient beaucoup au procureur de la Couronne affecté à l'enquête pour obtenir des conseils juridiques. Ces rapports engendrent un sentiment d'injustice, en raison des rapports étroits entre la police et les procureurs de la Couronne. Des problèmes semblables se posent lorsque le coroner s'en remet aux enquêteurs du corps de police auquel appartient l'agent ayant blessé ou tué quelqu'un par balles.

**11.8 La Commission recommande que dans les cas où la police a blessé ou tué un civil par balles, le coroner consulte uniquement les enquêteurs de l'UES et les procureurs de la Couronne de l'Unité des poursuites spéciales du ministère du Procureur général.**

### **Autres tribunes**

La *Loi sur les services policiers* prévoit la formation de la Commission civile des services policiers de l'Ontario (CCSPO), qui jouit de pouvoirs étendus lui permettant de faire enquête sur la conduite de la police à sa discrétion ou sur demande. La CCSPO n'a jamais exercé son pouvoir d'examiner le rôle du racisme dans les cas où la police a tué ou blessé des personnes par balles. La CCSPO nous a indiqué que son budget actuel est nettement insuffisant pour lui permettre de mener des enquêtes publiques approfondies.

**11.9 La Commission recommande que la Commission civile des services policiers de l'Ontario reçoive, outre son budget actuel, le financement nécessaire pour mener les enquêtes qu'elle juge appropriées en ce qui concerne la conduite de la police.**

Cependant, il pourrait se révéler nécessaire de créer, pour la responsabilisation de la police, un nouvel organisme qui prendrait des mesures correctives précises. Le modèle général d'application de l'antidiscrimination pourrait constituer un bon point de départ du fait qu'il comprend une variété d'aspects : enquête, conciliation, arbitrage indépendant (au besoin) et le pouvoir de rendre des ordonnances remédiatrices de grande portée, prévoyant notamment l'indemnisation des victimes. Cet organisme aurait un mandat étendu qui irait au-delà du traditionnel règlement de plaintes pour se pencher plutôt sur des questions systémiques. La police, les avocats, les responsables gouvernementaux, les membres des communautés racialisées et d'autres intéressés devraient entreprendre l'élaboration d'un modèle en vue d'atteindre ces objectifs.



# 12

## *Stratégie pour assurer l'égalité dans le système judiciaire*

Les réformes doivent s'appuyer sur un cadre en vue de parvenir à l'égalité raciale dans l'administration de la justice. Ce cadre comporte quatre mesures clés : dispenser une formation antiraciste au personnel du système judiciaire, employer davantage de personnes racialisées dans le système d'administration de la justice, augmenter la participation des personnes racialisées à l'élaboration des politiques judiciaires et surveiller les pratiques pour détecter tout indice d'inégalité raciale.

### **Ouvrer pour la justice**

Le principal modèle de changement institutionnel pour assurer l'égalité raciale vise la formation du personnel existant et l'élimination des obstacles à l'emploi et à la nomination de personnes racialisées. Ces changements pourraient également renforcer la confiance du public dans l'engagement du système envers l'égalité dans la prestation des services.

### **La formation antiraciste**

Un grand nombre des personnes qui ont participé aux consultations et aux débats publics de la Commission ont recommandé une formation dans le domaine de l'«antiracisme», de l'«équité» ou de la «diversité» pour contrer le racisme systémique dans l'administration de la justice. Les sondages de la Commission auprès des juges indiquent également qu'ils sont en faveur d'une telle formation.

Aucune catégorie d'emploi du système judiciaire de l'Ontario n'a de programme d'antiracisme complet et définitif mais la

plupart ont l'intention d'en mettre un en œuvre ou ont déjà tenté d'en adopter un. Ces initiatives ont suscité des réactions mixtes. Par exemple, un programme sur l'antiracisme à l'intention des procureurs de la Couronne s'est heurté à une résistance considérable de la part de certains participants et a été suspendu par le ministère du Procureur général à la fin de 1994. Par contre, une bande vidéo de formation sur la race, la culture et les tribunaux, remise à tous les juges lors de leur nomination, semble avoir été bien accueillie.

Les évaluations des programmes de formation sur les relations interraciales dispensés à la police, qui sont les mieux établis dans le système judiciaire, remettent en question leur contenu et leur organisation. Une étude indique que les relations interraciales et la formation interculturelle ont peu de chances de modifier les attitudes et le comportement de la police.

La formation ne représente qu'un aspect de l'ensemble de la stratégie générale visant à assurer l'égalité raciale dans le système de justice pénale et elle a beaucoup plus de chances de succès si les politiques et les pratiques vont dans le même sens. L'efficacité de la formation dépend aussi de ce qu'elle cherche à changer. Les recherches sur la formation professionnelle identifient trois modèles principaux pour renforcer l'égalité raciale dans les services. L'un s'efforce de donner aux participants une meilleure connaissance des autres cultures, le deuxième insiste sur le changement d'attitude

et le troisième porte directement sur le comportement.

La formation «multiculturelle» ou «interculturelle» cherche à initier les participants aux modes de vie, aux valeurs et aux croyances des personnes «culturellement différentes» qu'ils peuvent rencontrer dans le cadre de leur travail. Ces programmes partent du principe que la connaissance dissipera les préjugés et aidera les participants à être plus compréhensifs quand ils auront affaire à des gens d'une culture différente. Ce modèle est amplement utilisé par la police, mais un expert met en garde contre le fait qu'il peut promouvoir indirectement les attitudes et les comportements mêmes qu'il cherche à enrayer.

La «sensibilisation au racisme» est une formation qui vise davantage les attitudes que les connaissances. Ce modèle s'efforce de s'attaquer directement à ce qui est perçu comme constituant les racines du comportement raciste : des croyances et des préjugés dont on n'a souvent même pas conscience. Les participants sont amenés à réfléchir sur les origines historiques des croyances que certaines races sont supérieures ou inférieures à d'autres. On les aide à voir de quelles façons subtiles ces idées imprègnent leur culture et les systèmes dans lesquels ils travaillent, et on espère qu'ils agiront sur leur subconscient pour se débarrasser de leurs attitudes racistes implicites.

Ces programmes soulèvent aussi de la controverse, particulièrement parmi les participants qui ne comprennent pas bien ce qu'on entend par racisme systémique. Beaucoup ont du mal à faire le rapport entre le développement de la pensée raciste et leur vie et leur travail de tous les jours. Certains trouvent que ces programmes s'appuient trop sur la confrontation et réagissent par la défensive, le déni ou la résistance au changement.

Le troisième modèle d'antiracisme est comportemental et cherche à donner aux stagiaires les compétences qui leur permettront de reconnaître et de redresser les actions qui excluent les gens racialisés ou témoignent d'une discrimination à leur égard. Les programmes peuvent insister sur les facteurs organisationnels et systémiques qui influencent le comportement, tout en développant la pensée critique et les techniques de résolution des problèmes pour aider à éviter les comportements qui risquent d'avoir des répercussions racistes. Le contenu des programmes est tiré en grande partie des tâches professionnelles que les participants accomplissent dans le cadre de leur vie de travail. Les objectifs sont de faire prendre conscience aux participants des pratiques discriminatoires subtiles auxquels eux-mêmes ou leurs collègues peuvent se livrer et de les aider à acquérir les compétences nécessaires pour modifier leur comportement.

L'un des avantages d'une méthode comportementale axée sur la performance au travail réside dans le fait qu'elle permet d'éviter les questions d'éthique qui se posent lorsque l'on essaie de changer les croyances ou les attitudes. Même si les croyances personnelles peuvent être considérées comme privées, la conduite du personnel judiciaire est d'une importance cruciale pour le public et elle peut faire l'objet d'une formation. En outre, beaucoup de spécialistes croient qu'une approche comportementale a plus de chances d'avoir les effets désirés sur les pratiques systémiques que les tentatives de modification des attitudes du personnel.

Quelle que soit la combinaison de modèles adoptée, la formation antiraciste a un rôle crucial à jouer dans l'établissement de l'égalité raciale dans le système de justice pénale. Tout le personnel du système judiciaire devrait avoir les compétences nécessaires pour reconnaître tout comportement discriminatoire, irrespectueux ou exclusif dans leur travail et celui des

autres, et pour réagir en conséquence. Ils devraient aussi avoir la formation requise pour adapter les services lorsque cela s'avère nécessaire pour veiller à ce que tous les utilisateurs soient traités de façon égale.

**12.1 La Commission recommande que des programmes de formation antiraciste basés sur un modèle comportemental soient créés pour chaque groupe professionnel du système judiciaire.**

**12.2 La Commission recommande que :**

- a) les ministères du Procureur général et du Solliciteur général et des Services correctionnels établissent un conseil consultatif chargé de prodiguer des conseils sur la formation antiraciste dans l'ensemble du système de justice pénale;**
- b) la moitié des membres du conseil proviennent des organismes communautaires spécialisés dans l'antiracisme, l'autre moitié étant constituée, de façon représentative, de juges, d'avocats et de membres du personnel correctionnel. Le conseil devrait être présidé conjointement par un juge et un membre de la communauté;**
- c) un programme d'orientation soit institué à l'intention des membres du conseil consultatif;**
- d) les membres du conseil soient remboursés, sur une base raisonnable, de leurs frais et reçoivent des honoraires.**

### **L'égalité sur le plan des emplois et des nominations du personnel judiciaire**

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'une des raisons à l'origine du fort sentiment d'exclusion que ressentent beaucoup de personnes noires et membres d'autres groupes racialisés par rapport au

système judiciaire est la sous-représentation des membres de leur communauté parmi ceux qui sont employés dans le domaine de la justice. D'autres résultats de la Commission suggèrent que nombreux sont ceux qui jugent souhaitable d'accroître la représentation des personnes racialisées dans le système judiciaire.

Le sondage que nous avons effectué auprès des résidents noirs, blancs et chinois de la communauté urbaine de Toronto, par exemple, révèle qu'une forte proportion des répondants, sans égard à la race, s'entendent sur le fait que le système de justice pénale devrait engager davantage de membres des minorités raciales. Un grand nombre des juges qui ont répondu à notre sondage se sont également déclarés en faveur d'une représentation accrue de personnes racialisées dans le système de justice pénale.

Dans les bureaucraties gouvernementales, les employés membres des communautés racialisées sont généralement des nominations récentes, occupent le bas de l'échelle et travaillent souvent à contrat pour une durée limitée. Les restrictions budgétaires ont bloqué les promotions, compromis le maintien à leur poste des employés membres des minorités et mis un terme à leur recrutement.

La Commission ne suggère pas qu'il faille augmenter les effectifs du système de justice pénale afin d'accroître le nombre des personnes racialisées dans les postes judiciaires, car une croissance serait en conflit avec le principe fondamental de retenue dans l'application du processus criminel. Cependant, tout recrutement et toute promotion futurs devraient refléter les principes de l'équité d'emploi.

Alors que la rédaction de ce rapport tirait à sa fin, le gouvernement de l'Ontario a déposé un projet de loi pour abroger la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* qui visait à accélérer le démantèlement des obstacles arbitraires à l'emploi. Avec ou sans législation, il faut continuer à soutenir le



principe de l'équité d'emploi. L'égalité raciale est un droit fondamental au Canada. Garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*, c'est un élément essentiel de l'intégrité du système de justice pénale.

**12.3 La Commission recommande que les autorités du système de justice pénale responsables des nominations et de l'emploi intensifient leurs efforts pour démanteler les obstacles au recrutement, à l'embauche, au maintien et à la promotion des personnes racialisées et continue à surveiller les progrès effectués vers une représentation appropriée.**

### **Égalité dans les lieux de travail**

Les employés du système judiciaire membres des communautés racialisées souffrent souvent d'un manque de soutien de la part de leurs collègues et voient remettre en question leurs titres, leurs compétences et leur aptitude à l'emploi. Les consultations de la Commission avec les membres du personnel correctionnel et les mémoires qu'ils lui ont remis ont révélé de nombreuses expériences de traitement humiliant, insultant et irrespectueux. Certains ont parlé de ce qu'on ressent quand on est perçu comme un employé «symbolique», embauché ou promu pour atteindre un quota. Le harcèlement dans le lieu de travail est illégal et expressément interdit par la Politique de prévention de la discrimination et du harcèlement au travail du gouvernement de l'Ontario.

Malgré cette politique, les employés du système judiciaire membres des communautés racialisées continuent à faire l'objet de traitements offensants et démoralisants. Le modèle comportemental de formation antiraciste que nous proposons devrait aider tous les employés à s'acquitter de leur obligation de traiter leurs collègues racialisés avec égalité, et renforcer l'aptitude des cadres à identifier les traitements

humiliants dont peut être victime le personnel racialisé et à réagir.

### **12.4 La Commission recommande que :**

- a) les Bureaux des coordonnateurs de l'antiracisme mettent en place des programmes systémiques de vérification de l'antiracisme dans les milieux de travail des prisons de l'Ontario;
- b) des vérifications initiales de chaque établissement soient effectuées dans les douze mois, à la suite de quoi on procéderait tous les deux ans à une vérification de certains établissements choisis au hasard;
- c) le programme de vérification soit élaboré en consultation avec des experts communautaires de l'antiracisme et des milieux organisationnels;
- d) les résultats des vérifications soient rendus publics dans une variété de langues et largement diffusés.

### **Participation à l'élaboration des politiques**

Pour assurer l'égalité dans le système de justice pénale, il est essentiel que les membres des communautés racialisées participent au processus d'élaboration des politiques. L'inclusion de membres de la communauté dans le processus d'élaboration des politiques permettra d'améliorer les connaissances et de rehausser la confiance dans le processus de justice pénale alors que l'exclusion risque d'engendrer la suspicion et l'aliénation à l'égard du système.

La Commission a reçu de nombreuses plaintes sur les obstacles auxquels se heurtent les membres des communautés racialisées dans leurs efforts pour participer à l'élaboration des politiques de justice pénale. Quatre obstacles principaux ont été identifiés. Le premier est un manque d'informations générales sur la façon de participer efficacement au processus. Les

membres des communautés racialisées ne savent souvent pas comment sont élaborées les politiques et c'est pourquoi ils ne peuvent pas faire part de leurs opinions et de leurs préoccupations aux décideurs. Un obstacle connexe est le manque d'information sur les questions de politique à l'étude à un moment particulier. Si les propositions de politique ne sont pas partagées à temps avec les communautés, nul ne pourra apporter une contribution utile, quelles que soient ses connaissances et ses compétences. Un troisième obstacle est que les membres des communautés racialisées ne disposent généralement pas des ressources nécessaires pour obtenir des conseils professionnels et techniques sur la façon de prendre contact avec les décideurs et de définir leur position à l'égard des politiques. Ces conseils sont essentiels si l'on veut intervenir de façon efficace. Le dernier obstacle peut être considéré comme «l'héritage» des efforts sporadiques déployés dans le passé pour consulter les membres des communautés racialisées sur les politiques relatives à la justice pénale. Il s'est agi le plus souvent de consultations effectuées à la hâte et une fois le processus bien avancé, ce qui a amené les participants à conclure que leur participation n'avait quasiment aucune importance.

**12.5 La Commission recommande que les ministères du Procureur général, du Solliciteur général et des Services correctionnels, et des Services sociaux et communautaires :**

- a) établissent des normes pour assurer la participation de la communauté à l'élaboration des politiques relatives à la justice pénale;
- b) élaborent un programme de formation à l'intention des membres de la communauté qui désirent participer à l'élaboration des politiques relatives à la justice pénale.

**Suivi des résultats**

Compte tenu des conclusions de la Commission, qui a découvert des preuves de discrimination raciale en divers points clés du processus de justice pénale, on peut se demander si le cadre visant à assurer l'égalité devrait comprendre un contrôle qui permettrait de faire des comparaisons statistiques continues du traitement des personnes racialisées et des personnes blanches.

Le principal argument contre la collecte de statistiques sur le traitement des personnes racialisées dans le système de justice pénale est que ces données sont souvent mal interprétées et utilisées pour établir des liens hypothétiques et faux entre la race et la criminalité.

D'autres personnes consultées par la Commission étaient prêtes à envisager un suivi général à condition que les hypothèses sous-jacentes et les objectifs de la collecte et de l'analyse des données soient orientés vers la détection du racisme et que des contrôles communautaires limitent le risque d'utilisation des données à des fins nocives.

Les résultats présentés plus haut dans le présent rapport démontrent clairement que le système de justice pénale de l'Ontario pourrait tirer profit d'un suivi systématique soigneusement planifié et surveillé. Mais le suivi, bien sûr, n'aide qu'à identifier les problèmes; il ne garantit pas leur règlement. L'idée de suivi peut aussi se heurter aux préoccupations de la communauté quant au danger de mauvaise utilisation des données. C'est là un problème difficile à surmonter.

**12.6 La Commission recommande que :**

- a) les ministères du Procureur général et du Solliciteur général et des Services correctionnels financent un projet pilote visant à assurer le suivi du traitement des personnes racialisées dans le système de justice pénale de l'Ontario. Le projet devrait être confié

à un organisme de recherche du secteur public qui soit indépendant des autorités judiciaires provinciales;

b) l'impact du projet sur l'égalité raciale dans le système de justice pénale et sur les personnes racialisées de l'Ontario soit évalué après cinq ans;

c) les membres des communautés racialisées participent à l'élaboration et à l'évaluation du projet. Il faudra mettre en place des mesures de protection contre la mauvaise utilisation de ces informations au niveau de la collecte, de la conservation et de la diffusion des données.



# 13

## *Et maintenant*

Le racisme systémique, le processus social qui produit l'inégalité raciale dans la façon dont les gens sont traités, est présent dans le système de justice pénale de l'Ontario. Les conclusions de la Commission ne laissent aucun doute sur le fait que les personnes racialisées perçoivent le système comme injuste et qu'à certains points clés de l'administration de la justice, l'exercice du pouvoir a des répercussions plus dures sur les personnes de race noire que sur les personnes de race blanche. La conclusion est inéluctable : les pratiques du système de justice pénale tolèrent la racialisation.

### **Que faut-il faire?**

Le racisme systémique est un processus social. Pour éliminer ses effets du système de justice pénale, il faut une action collective de la part de tous ses membres. Il faut s'atteler à la tâche et de tout faire pour assurer l'égalité raciale. Ceci exigera que l'on intègre les principes d'inclusion, de sensibilité au public et d'obligation de rendre compte à tous les aspects du système de justice pénale et que l'on prenne un engagement général envers la retenue dans le recours aux procédures criminelles.

Le système de justice pénale est utilisé de façon abusive pour traiter improprement des problèmes sociaux mineurs. Il est essentiel de respecter le principe de la retenue si l'on veut que le système de justice pénale résiste à ceux qui veulent lui soumettre tous les problèmes sociaux, y compris ceux, nombreux, qu'il ne peut pas régler.

Il faut trouver d'autres moyens de régler les problèmes, les conflits et les différends mineurs de façon à ne pas entraver l'aptitude du système à régler de façon efficace et sensible les causes qui relèvent véritablement de sa compétence. Si la justice criminelle est effectivement une façon de déclarer et de démontrer son respect pour certaines valeurs sociales fondamentales, il ne faut pas laisser l'usage abusif saper sa force morale lorsque ces valeurs ne sont pas en cause.

Finalement, alors que le manque de retenue peut renforcer la racialisation, la retenue aide le système judiciaire à s'en défaire. Un système sans retenue peut contribuer à la racialisation dans l'ensemble de la société en appliquant sans discrimination son pouvoir aux incidents les plus triviaux qui sont alors enregistrés comme des infractions. Du fait que les personnes racialisées, à la différence des personnes blanches, sont vues comme des représentantes de leur race, le traitement de chaque infraction triviale commise par une personne racialisée renforce les stéréotypes sur la criminalité inhérente à la communauté dont elle est membre.

Un système sans retenue favorise aussi la tolérance de la racialisation au sein de l'organisation. Le personnel d'un tel système peut se voir dans l'obligation de prendre des raccourcis simplement pour venir à bout de son travail. Les jugements hâtifs basés sur des tendances générales et des hypothèses non vérifiées abondent dans ce type d'environnement. Les personnes en charge peuvent être trop occupées pour même songer que leurs pratiques peuvent présenter

un risque de discrimination ou d'impropriété, sans parler de détecter des preuves de préjugés ailleurs dans le système.

Par contre, un système de justice pénale qui fait preuve de retenue peut éliminer la racialisation en refusant d'exercer un contrôle mesquin sur les gens perçus comme des gêneurs. Le personnel d'un système qui fait preuve de retenue a le temps et les ressources nécessaires pour exercer son pouvoir avec plus de discernement et obtenir les renseignements supplémentaires dont il a besoin pour juger équitablement les personnes dont il ne connaît pas les antécédents. Il est capable de réagir promptement aux indications que les services doivent être modifiés pour assurer l'égalité dans une communauté de plus en plus diversifiée. Les autorités d'un système qui fait preuve de retenue peuvent prendre le temps de surveiller leurs propres pratiques et celles des autres pour y détecter tout signe de discrimination.

Outre qu'il doit faire preuve de retenue, notre système de justice pénale doit s'efforcer d'être inclusif, sensible au public et responsable devant lui. Un système de justice pénale **inclusif** intègre les besoins de tous les utilisateurs en une totalité sans faille. Cette adaptation n'est pas considérée comme une forme de traitement spécial mais intégrée aux pratiques courantes. Un système **inclusif** sait reconnaître et intégrer les besoins de tous ses clients et évite de donner la faveur à ceux qui rentrent dans ses catégories uniformes. En outre, il veille à assurer la plus grande participation possible des différentes communautés à l'élaboration des politiques, à la gestion du système et à la prestation des services. En lançant une invitation à participer aux diverses communautés, il leur redonnera confiance dans un système de justice ouvert à tous.

Un système de justice pénale **sensible au public** accepte la critique. Il cherche à connaître l'opinion de toutes les personnes touchées par le système, en traitant le point

de vue des personnes racialisées avec le même respect que celui des autres. En acceptant la critique, un système sensible réduit le risque que ses pratiques tolèrent passivement la racialisation.

Un système de justice pénale **sensible au public** est prêt à répondre aux préoccupations de ceux qui l'utilisent. Il traite les critiques comme une invitation à mieux faire et tient à améliorer ses pratiques. Il se fonde sur les besoins de ses utilisateurs plutôt que sur le confort de son personnel pour établir ses priorités. Un système sensible au public est conscient des symptômes de racialisation dans ses pratiques.

Un système de justice pénale **responsable devant le public** travaille en partenariat avec la communauté qu'il sert et traite les personnes racialisées comme des membres de plein droit de ce partenariat. Il fait rapport de ses actions et de ses décisions, les explique et les justifie, et collabore avec la communauté pour fixer ses orientations. Grâce au partenariat avec la communauté, un système **responsable devant le public** réduit les risques d'acceptation inconsciente de pratiques qui produisent l'égalité raciale.





# **Annexes**

**Annexe A      Mandat**

**Annexe B      Documents de travail**

**Annexe C      Consultations et tribunes publiques**

**Annexe D      Mémoires**

## Annexe A

### Mandat

#### Constitution de la Commission

Le gouvernement de l'Ontario a créé la Commission par le décret n° 2909/92, le 1<sup>er</sup> octobre 1992, sur la recommandation du procureur général.

#### Mandat de la Commission

**ATTENDU** que Stephen Lewis, dans son rapport au premier ministre de l'Ontario, recommande la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner la question du racisme et le système de justice pénale;

**ATTENDU ÉGALEMENT** que le gouvernement est sensible à l'apparition, dans l'ensemble de la société et de ses institutions, de tendances et de pratiques qui, sans viser nécessairement à défavoriser un groupe quelconque, sont néanmoins désavantageuses ou potentiellement discriminatoires à l'égard de certains éléments de la société (ces tendances et pratiques étant connues sous l'appellation de racisme systémique);

**ATTENDU ÉGALEMENT** qu'il y va de l'intérêt public de mener une enquête sur le racisme systémique et le système de justice pénale en Ontario;

**À CES CAUSES**, David Cole et Margaret Gittens sont nommés coprésidents et Toni Williams, Sri-Guggan Sri-Skanda-Rajah, Moy Tam et Ed Ratushny sont nommés membres de la Commission instituée afin de faire enquête sur le racisme systémique et le système de justice pénale en Ontario, de faire rapport et de présenter des recommandations à ce sujet, conformément aux modalités suivantes:

1. La commission réalisera le mandat établi ci-après en s'abstenant de formuler des conclusions juridiques sur la responsabilité pénale ou civile de toute personne physique ou morale :

- a) Faire enquête sur la façon dont l'exercice de pouvoirs discrétionnaires aux niveaux déterminants du processus décisionnel du système de justice pénale nuit aux minorités raciales; faire rapport et présenter des recommandations à ce sujet. Les travaux de la commission comporteront entre autres des recherches empiriques.
- b) Faire enquête sur le traitement accordé aux minorités raciales dans les établissements correctionnels réservés aux adultes et aux

jeunes; faire rapport et présenter des recommandations à ce sujet. La Commission se penchera également sur toute autre question touchant les services correctionnels dans le cadre de l'étude du système de justice pénale prévue aux termes du présent mandat.

- c) Faire enquête sur les politiques du ministère du Solliciteur général en matière de services policiers communautaires, sur la mise en oeuvre de ces politiques dans les diverses collectivités de la province ainsi que sur les modèles de services policiers présentement appliqués par les commissions de police; faire rapport et présenter des recommandations à ce sujet.
- d) Faire enquête (par voie de recherches comparatives seulement, sans audiences) sur la façon dont le système de justice pénale devrait traiter les accusations portées à l'avenir contre des responsables et des membres du personnel du système de justice pénale relativement à leur comportement envers des membres de minorités raciales; faire rapport et présenter des recommandations à ce sujet. La Commission s'abstiendra de formuler des conclusions ou des recommandations relativement à des affaires en cours ou déjà réglées. Ses recommandations porteront notamment sur les modalités d'application des pratiques, règles et procédures à respecter à l'avenir au sein du système de justice pénale, au cas où se présentent de telles accusations.
- e) Faire enquête sur les mesures de lutte contre le racisme systémique actuellement mises en oeuvre relativement à l'éducation, la formation, l'avancement et au contrôle disciplinaire des responsables et du personnel du système de justice pénale; faire rapport et présenter des recommandations quant à l'amélioration de ces mesures ou quant à l'adoption de mesures supplémentaires. Sont exclues du mandat de la Commission les questions relatives à la sélection, l'éducation, la

formation, l'avancement et le contrôle disciplinaire des membres de corps policiers déjà abordées par le Groupe d'étude sur les relations interraciales et la surveillance policière.

- f) Faire enquête sur les pratiques d'élaboration par le gouvernement, ses ministères et organismes, des politiques fixant les attributions du système de justice pénale; faire rapport et présenter des recommandations à ce sujet, notamment en ce qui a trait à la possibilité de les améliorer pour éviter qu'elles ne reflètent, voire renforcent, le racisme systémique.
  - g) Faire enquête sur la façon de faire participer les groupes minoritaires raciaux à l'élaboration et à la mise en oeuvre des réformes, tant actuelles que futures, du système de justice pénale; faire rapport et présenter des recommandations à ce sujet.
  - h) Faire enquête sur l'accès à la justice pénale par les groupes minoritaires raciaux, notamment en ce qui concerne l'aide juridique en matière pénale; faire rapport et présenter des recommandations à ce sujet.
  - i) Par dérogation aux limites normales de son mandat, la Commission est chargée d'évaluer la nécessité d'entreprendre des études ultérieures sur la pénétration du droit par le racisme, et de formuler des recommandations à ce sujet.
2. La Commission est chargée d'exercer son mandat de façon innovatrice et imaginative, en tenant des assemblées publiques et des séances axées sur des groupes donnés, en recueillant des mémoires et en effectuant des recherches empiriques et autres. La Commission tiendra des consultations à vaste échelle avec les responsables et le personnel du système de justice pénale. Elle s'efforcera d'obtenir dans toute la mesure du possible la participation du public à ses travaux. Il lui est loisible de s'adresser au gouvernement pour obtenir les pouvoirs prévus par la *Loi sur les enquêtes publiques* relativement à certains organismes ou à certaines questions.
  3. La Commission placera au centre de ses travaux d'analyse du racisme systémique la question du racisme à l'égard des personnes de race noire,

tout en tenant compte de l'expérience et de la vulnérabilité de tous les autres groupes raciaux minoritaires, y compris des femmes membres de groupes raciaux minoritaires.

4. La Commission accordera une attention toute particulière aux incidences du racisme systémique sur les jeunes membres de groupes minoritaires raciaux.
5. La Commission veillera à ce que ses propres travaux n'empiètent pas sur d'autres travaux d'étude en cours. Elle tiendra compte des mesures que le gouvernement est prêt à mettre en oeuvre dans une optique systémique, avec la participation du public, en vue de régler des préoccupations collectives.
6. Quoique son mandat porte sur l'étude du racisme systémique au sein du système de justice pénale dans toute la province, la Commission se penchera plus particulièrement sur le cas des agglomérations urbaines en Ontario.
7. La Commission, de concert avec le gouvernement provincial, entreprendra des discussions avec le gouvernement fédéral pour déterminer jusqu'où elle devrait pousser l'étude de l'incidence des établissements relevant du fédéral sur l'administration de la justice en Ontario.
8. La Commission remettra au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport intérimaire sur le traitement des minorités raciales au sein d'établissements correctionnels réservés aux jeunes et aux adultes, dans les quatre mois de sa création. Elle remettra son rapport définitif au lieutenant-gouverneur en conseil dans les douze mois de sa création.
9. Si des cas particuliers de comportement abusif sont portés à la connaissance de la Commission, elle ne fera pas enquête ni ne cherchera à émettre de conclusion à leur sujet, mais en déférera aux organismes compétents.

Les ministères, régies, commissions, conseils et autres organismes du gouvernement sont tenus d'accorder leur entière collaboration à la Commission et, de façon plus précise, de lui fournir tous les renseignements utiles. Ils exerceront les pouvoirs discrétionnaires que leur confère la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* d'une façon qui favorise la réalisation du mandat de la



Commission. Tous les autres intervenants dans le système de justice pénale ne relevant pas du gouvernement sont également priés d'accorder leur entière collaboration à la Commission.

La Commission est habilitée à engager les avocats, conseillers, recherchistes, le personnel et les experts-conseils qu'elle estime utiles, sous réserve des limites de son budget et de l'approbation du barème de rémunération par le Conseil de gestion du gouvernement.

## Annexe B

### Documents de travail

#### Volume technique

Ce volume présente les méthodologies de recherche utilisées pour les principaux projets de recherche réalisés par la Commission. Il décrit des questions liées à la recherche comme la définition des problèmes, les techniques d'échantillonnage, la rédaction des questionnaires, la définition des variables et la disponibilité des données. Ce volume contient également des copies de tous les instruments de sondage utilisés dans certaines études de la Commission.

Les projets de recherche décrits sont les suivants :

*Integrated Analysis of Decision-Making in the Criminal Justice System*  
*Public Opinion Survey of Metropolitan Toronto Residents*  
*Surveys of Legal Professionals*  
*Correctional Statistics*  
*Prison Discipline Study*  
*Public Forums and Focus Groups*  
*Surveys of High School Staff and Students*  
*Racial Minority Police Officers Survey*

Le volume technique peut être consulté dans les lieux suivants :

Bibliothèque de référence de la communauté urbaine de Toronto  
Bibliothèque centrale de North York  
Bibliothèque de l'Université polytechnique Ryerson  
Bibliothèque du centre de criminologie de l'Université de Toronto  
Bibliothèque de l'École de droit Osgoode Hall

Le volume technique ne présente pas les résultats de recherche. Ceux-ci se trouvent dans notre rapport et dans les différents documents de recherche qui ont été préparés pour chacun des projets décrits.

#### Documents de recherche

Les documents de recherche suivants sont aussi disponibles dans les lieux mentionnés ci-dessus :

*Race, Bail and Imprisonment* — Anthony N. Doob  
*The Influence of Race on Sentencing Patterns in Toronto* — Julian V. Roberts  
*Perceptions of Bias and Racism within the Ontario Criminal Justice System: Results*

*from a Public Opinion Survey* — Scot Wortley

*The Collection and Use of Race Crime Statistics* — Scot Wortley

*Staff and Students' Perceptions of Disciplinary Practices, the Use of Police and Race Relations at School: A Preliminary Report* — Martin Ruck

*Report on Jury Representativeness in Ontario* — Langston Sibbles

*Report on Youth and Street Harassment* — Katherine Liao

*Police Services Boards and Police Governance in Ontario* — Katherine Liao

*Interpretation Services in the Criminal Justice System* — Siu Fong

*Use of Force in Ontario Prisons* — Sadian Campbell

*Participation by Racial Community Groups in Criminal Justice Policy Development* — Scott and Ayles

*Crime and Colour, Cops and Courts — Systemic Racism in the Ontario Criminal Justice System in Social and Historical Context, 1892-1961* — Clayton Mosher

*Police Shootings of Black People in Ontario* — Harry Glasbeek

#### Bibliographie

Une bibliographie, préparée pour la Commission par le centre de criminologie de l'Université de Toronto, a été publiée par le centre sous le titre :

*Racism in the Criminal Justice System: A Bibliography*

#### Autre matériel de travail

Les autres études, documents de recherche et matériel de travail de la Commission seront conservés à l'Unité de gestion des documents jusqu'à la fin de 1998 puis déposés définitivement aux Archives de l'Ontario.

## Annexe C

### Consultations et tribunes publiques

#### Consultations

- Aboriginal Consultation
- Aboriginal Consultation, comité directeur intérimaire
- Administrateur scolaire (Quartier 7), conseil de l'éducation de Toronto
- Advocates' Society
- Agent de liaison avec les tribunaux, Services de probation, ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels
- Agent de probation, jeunes contrevenants
- Agentes de police membres des minorités raciales
- Agents de police Larry Killens, Elliot Lake
- Agents de probation de Scarborough
- Agents des services correctionnels
- Agents correctionnels principaux
- Agents de classification
- Agents de probation
- Alliance de la capitale nationale sur les relations interraciales
- Asian Group, Collins Bay Institution, détenus
- Association of Black Law Enforcers
- Association of Correctional Managers
- Association du Barreau canadien
- Avocat au criminel
- Avocat principal des Services correctionnels
- Avocat de service
- Avocats membres des minorités raciales
- Bangladesh Awami Society
- Bénévoles des services correctionnels
- BIFA IndoPersian Group, Collins Bay Institution, détenus
- BIFA Group, Joyceville Institution, détenus
- Black Clergy
- Black Coalition for AIDS Prevention
- Black Inmates & Friends Assembly, (BIFA) Group, Warkworth Institution, détenus
- Black Inmates & Friends Assembly, directeur général
- Black Youth Achievements, Law Awareness Group
- Bureau du commissaire aux plaintes contre la police
- Bureau de la justice pour la jeunesse
- Canadian Centre on Police Race Relations
- Canadian Alliance of Black Educators
- Caribbean Association of Peel
- Central Toronto Youth Services
- Centre correctionnel de Maplehurst, détenus, administrateurs et personnel principal
- Centre Vanier pour femmes, cadres et membres du personnel
- Centre communautaire de Harbourfront
- Centre correctionnel Maplehurst, chef d'établissement adjoint
- Centre de détention de l'Ouest de la communauté urbaine de Toronto,
- Centre de détention de l'Est de la communauté urbaine de Toronto
- Centre correctionnel Mimico, membres du personnel
- Centre de détention de l'Est de la communauté urbaine de Toronto, membres du personnel
- Centre correctionnel Maplehurst, membres du personnel
- Centre correctionnel Mimico, conseil des congés temporaires
- Centre for Criminology, chercheuse Tammy Landau
- Centre Vanier pour femmes
- Centre correctionnel de Guelph, détenus, administrateurs et cadres
- Centre correctionnel de Guelph, membres du personnel
- Centre correctionnel de Millbrook, détenus, administrateurs et personnel principal
- Centre canadien de la statistique juridique
- Charitable Organization of Jamaican Ex-Policemen and Associates (COJEP)
- Chef de police Tom O'Grady
- Chef de secteur, ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels
- Chef du centre correctionnel Mimico
- Chef du programme de probation, jeunes contrevenants
- Chef du bureau d'assistance à l'enfance et à la famille
- Chefs d'établissement (Services correctionnels fédéraux et provinciaux)
- Chefs des établissements correctionnels de la communauté urbaine de Toronto
- Comité national mixte de l'Association canadienne des chefs de police et de l'Alliance nationale sur les relations entre les races
- Comité consultatif du ministre sur les services correctionnels
- Commissaires du conseil de police, Service de police de la communauté urbaine de Toronto
- Commission civile des services policiers de l'Ontario, président et personnel
- Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, président
- Commission ontarienne des libérations conditionnelles, président et vice-président
- Commission ontarienne des libérations conditionnelle, région du Centre
- Commission ontarienne des libérations conditionnelles, vice-président de la région de l'Ouest



Commission ontarienne des libérations conditionnelles,  
 vice-président de la région du Centre  
 Commission ontarienne des libérations conditionnelles,  
 comité de lutte contre le racisme  
 Commission ontarienne des droits de la personne,  
 Division des politiques  
 Commission royale sur l'éducation, commissaires  
 Commission royale sur l'éducation, équipe de  
 recherche  
 Community Service Association, président  
 Conseil de l'éducation de Scarborough, services aux  
 élèves et à la communauté  
 Conseil du Service de police de la communauté  
 urbaine de Toronto  
 Conseil de l'éducation de Scarborough, directeurs  
 d'école secondaire  
 Conseil de l'éducation de Toronto, bureau des  
 services communautaires  
 Conseil de l'éducation de Toronto, camp antiraciste,  
 élèves et personnel enseignant  
 Conseil de l'éducation de Scarborough, unité de  
 recherche  
 Conseil de l'éducation de Toronto, Division des  
 programmes d'études  
 Conseil de l'éducation de Toronto, agent des  
 programmes  
 Conseil de l'éducation de Scarborough, coordonnateur  
 des rapports interraciaux  
 Conseil de l'éducation de Toronto, équipe chargée du  
 règlement des conflits  
 Conseil des services de police, London  
 Conseil des traducteurs et interprètes du Canada,  
 représentant  
 Conseil du Service de police d'Ottawa  
 Conseil communautaire et police régionale  
 d'Ottawa-Carleton  
 Conseil national des Canadiens chinois  
 Conseil multiconfessionnel ontarien des services  
 spirituels et religieux  
 Conseiller principal, Recherche et statistiques,  
 Solliciteur général  
 Coroner en chef  
 Correctional Law Project lawyers  
 Cour de justice de l'Ontario (Division provinciale),  
 juges principaux de la région de Toronto  
 Criminal Lawyers, Collective of the Ontario Law  
 Union  
 David Hall, gérant du Dufferin Mall  
 Solliciteur général adjoint et cadres supérieurs  
 Directeur de l'Unité des enquêtes spéciales  
 Directeur du conseil de l'éducation de la communauté  
 urbaine de Toronto  
 Directeur et personnel du projet de révision de  
 l'administration de la justice  
 Directeurs régionaux des établissements correctionnels  
 Directeurs des services correctionnels  
 Direction de l'administration des griefs, MSGSC,  
 membres du personnel  
 Direction des services à l'enfance  
 Elizabeth Fry Society, région de Peel  
 Elizabeth Fry Society, directeur général, personnel  
 principal et résidentes  
 Enseignants et personnel scolaire du conseil de  
 l'éducation de Toronto  
 Établissement pénitentiaire de Kingston  
 Force de police d'Ottawa, Bias Crime Unit  
 Fresh Arts  
 Gay-Lesbian Police Liaison Committee  
 Gerald Lapkin, coordonnateur des juges de paix  
 Groupes communautaires concernés par les services  
 correctionnels aux adultes  
 Harambee Centre Youth Group  
 Harbourfront Forum  
 Héritage Canada  
 Immigrant and Visible Minority Women Against  
 Abuse  
 Immigration et Services correctionnels  
 Implementation of Martins Report Legal professionals  
 Inspecteur Frank, police d'Amsterdam (Hollande)  
 Institut correctionnel de l'Ontario, détenus,  
 administrateurs et personnel principal  
 Interpretation Services: Service Providers in the  
 Criminal Justice System  
 Interpreter Services: Social Service Providers  
 Interprètes judiciaires  
 Jamaican Canadian Association  
 Juge, Judicial Legal Education  
 Juge C.L. Dubin  
 Juges de paix  
 Juges de la Division provinciale  
 Juges principaux  
 Juges de la Cour d'appel  
 Justice for Graciela Montans: Meeting Violence  
 Against Women-Systemic Racism in the Criminal  
 Justice System  
 Kababayan-Filipino Youth Group  
 Law Enforcement Personnel & Youth  
 Lawrence Heights: Black Youth & Coping  
 London Cultural Interpretation Service  
 London Coordinating Committee to End Women  
 Abuse  
 London Coordinating Committee to End Women  
 Abuse, Multicultural Subcommittee  
 London Inter-Community Health Centre  
 London Psychiatric Hospital Administration  
 Membre de la Commission ontarienne des libérations  
 conditionnelles, région de l'Ouest  
 Membre de la Commission ontarienne des libérations  
 conditionnelles, région du Centre

Membre de la Commission ontarienne des libérations conditionnelles, Toronto

Membre de la Commission ontarienne des libérations conditionnelles

Membres de la Commission ontarienne des libérations conditionnelles, région du Centre-Ouest

Membres du barreau local

Mesures de rechange et caution

Metro Youth Council

Metro Toronto Police Street Crime Unit Officers

Metro Toronto Chinese & Southeast Asian Legal Clinic, directeur général

Ministère des Services sociaux et communautaires, services de probation de North York, programme de mesures de rechange à l'intention des jeunes

Ministère des Services sociaux et communautaires, services de probation de Scarborough, programme de mesures de rechange à l'intention des jeunes

Ministère du procureur général et Direction générale de la condition féminine de l'Ontario, groupe de travail féministe sur le système de justice pénale

Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, chef de l'équité en matière d'emploi

Ministère des Services sociaux et communautaires, membres du personnel et membres du Syndicat des employées et employés de la fonction publique

Ministère des Services sociaux et communautaires, agents de probation

Ministère du Procureur général, interprète

Ministère de l'Éducation, secrétariat à la prévention de la violence

Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et ministère des Services sociaux et communautaires, personnel des services correctionnels

National Council of Jamaicans and Supportive Organizations in Canada

National Council of Jamaicans and Supportive Organizations Canada

National Black Police Association

National Black Law Students Association

Native Court Workers Conference

NOW Magazine, journaliste

Ombudsman et personnel

Ontario Association of Chiefs of Police, comité directeur

Ontario Association of Interval and Transition Houses

Ontario Association of Police Services Boards, administrateur

Ontario Black Coalition for Employment Equity

Operation Springboard

OPS Network for Racial Minorities

Organizations Working with Youth Exposed to the Criminal Justice System

Organizations of Parents of Black Children

Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization

Over-policing of Youth in Public Spaces-JOY Change of Future

Over-policing of Youth in Public Spaces-Metro Police Headquarters, Police Officers

Over-policing of Youth in Public Spaces-Youth Pat Case, Ester Cole, conseil de l'éducation de Toronto

Patricia Erickson, chercheuse principale, Fondation de recherche sur l'alcoolisme et la toxicomanie et Benedikt Fischer (Allemagne), chercheuse

Personnel du programme destiné aux contrevenants, Services correctionnels; Secrétariat des politiques et de la planification, Services correctionnels; Direction des services à l'enfance, Services sociaux et communautaires

Personnel du programme de travailleurs judiciaires canadiens-africains, ministère du Procureur général

Personnel enseignant du conseil de l'éducation de Scarborough

Pittsburgh Institution, Multicultural Group, détenus

Police communautaire, représentants et activistes communautaires

Police communautaire, activistes noirs et membres d'autres minorités raciales, cadres de la police et membres du conseil du Service de police

Police communautaire, agents de police membres des minorités raciales

Procureur général, Direction de l'élaboration des politiques

Procureur général, Services de recherche

Procureur de la Couronne de Brampton

Procureur général, Direction des services juridiques

Procureur général, agent du programme d'équité en matière d'emploi

Procureurs fédéraux

Procureurs de la Couronne

Professor Simon Holdaway, University of Leeds

Professor Andrew Ashworth, Professor of Law, Cambridge University, Royaume-Uni

Professor Michael Tonry, Centre of Criminology

Professor David Denney - University Lecturer in social work, (Londres, Angleterre)

Programme de mise en liberté sous caution d'Ottawa

Provincial Council of Elizabeth Fry Societies

Psychologues et représentants de la Division des services correctionnels

Race Relations and Police Monitoring and Audit Board, président

Régime d'aide juridique de l'Ontario, personnel principal

Représentants des services correctionnels  
 Représentants du Barreau  
 Représentants des groupes autochtones  
 Représentants du programme de mise en liberté sous caution de Toronto  
 Rosedale Heights, élèves  
 Roundtable Discussion on Juries  
 Safe School Coalition  
 Secrétariat du conseil de gestion, Direction de l'équité en matière d'emploi  
 Secrétariat ontarien à l'antiracisme, unité du secteur public  
 Secrétariat ontarien à l'antiracisme, participants au programme de placement communautaire  
 Secrétariat du conseil de gestion, Services de counseling pour les employés  
 Sergent chargé du personnel, Service de police de la communauté urbaine de Toronto  
 Services correctionnels fédéraux, région de l'Ontario  
 Services correctionnels, coordonnateurs de l'Unité de l'antiracisme,  
 Service de police de la communauté urbaine de Toronto  
 Service de police d'Ottawa, agent principal  
 Service de police de la communauté urbaine de Toronto  
 Service de police de London, agents principaux  
 Service de police de Gloucester  
 Service de police d'Ottawa, directeur de la recherche  
 Services d'interprétation et de traduction judiciaires, ministère du Procureur général  
 Services correctionnels, programme d'équité en matière d'emploi  
 Société du barreau du Haut-Canada, comité sur l'équité, président  
 Sous-ministre, Services correctionnels  
 Sous-ministres adjoints, Services correctionnels  
 Spécialistes des statistiques sur les races, membres de la communauté, universitaires, représentants du gouvernement, membres de la police  
 Spécialistes et représentants du programme d'équité d'emploi  
 Spécialistes de la justice pénale  
 Sprucedale Youth Centre, administrateurs et agent des programmes et du placement  
 Stephen Lewis  
 Street Outreach Services  
 Street Crime Unit - 5 District  
 Syl Apps, cadre  
 Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario  
 Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, agent des griefs  
 Terry O'Connel, agent de police, Wagga, Wagga, Nouvelle Galles du Sud

Unité de recrutement et de formation du personnel correctionnel  
 Universitaires, avocats et membres du public  
 Université York, Institute of Social Research  
 University of Western Ontario, Office of Race Relations  
 Urban Alliance of London  
 Women Immigrants of London  
 Youth & Pre-Trial Encounters, avocat de la défense  
 Youth Link, Conseiller  
 Youth Unity Symposium  
 Youth Link  
 Youth Community Services, bibliothèques publiques de North York  
 Youth Exposed to the Criminal Justice System  
 Youths-Scarborough Civic Centre  
 Youths-African Cultural Organization  
 Youths-Woodgreen Community Centre  
 Youths-Central Neighbourhood House, personnel principal  
 Youths-Central Neighbourhood House, travailleurs auprès des jeunes  
 Youths-Alert Program  
 Youths-Change of Future/Youth  
 Youths-Filipino Youth  
 Youths-Lesbians/Gays of Colour  
 Youths-Marcus Garvey Home  
 Youths-Parents of Black Youth  
 Youths-South Asian Centre

### **Tribunes publiques**

Thunder Bay - West Thunder Bay Community Centre, 4 oct. 1993  
 Sudbury - Civic Square, 6 oct. 1993  
 Ottawa - Sandy Hill Community Centre, 8 oct. 93  
 Windsor - Mackenzie Hall, 13 oct. 1993  
 Chatham - Chatham Cultural Centre, 14 oct. 1993  
 London - London Urban Resource Centre, 15 oct. 1993  
 Ottawa - Dalhousie Community Centre, 16 oct. 1993  
 Kingston - Bibliothèque publique de Kingston, 19 oct. 1993  
 Hamilton - YMCA, 21 oct. 1993  
 Toronto - Regent Park Community Centre, 28 oct. 1993  
 Scarborough - Warden Woods Community Centre, 28 oct. 1993  
 North York - Memorial Hall, 2 nov. 1993  
 Mississauga - Noel Ryan Auditorium, 2 nov. 1993  
 Brampton - Century Gardens Recreation Centre, 3 nov. 1993  
 City of York - Jamaican Canadian Association, 3 nov. 1993  
 Oshawa/Durham - Bibliothèque publique d'Oshawa, 4 nov. 1993



Toronto - Bibliothèque publique de Parkdale,  
4 nov. 1993  
Pickering/Ajax - Bibliothèque publique de Pickering,  
6 nov. 1993  
Brampton - Century Gardens Recreation Centre,  
6 nov. 1993  
North York - Westview Centennial High School,  
9 nov. 1993  
Toronto - Centre des sciences de l'Ontario,  
9 nov. 1993  
Etobicoke - Elmbank Community Centre,  
10 nov. 1993  
Mississauga - Burnhamthorpe Community Centre,  
10 nov. 1993  
Toronto - Scadding Court Community Centre,  
13 nov. 1993  
Scarborough - Tall Pines Community Centre,  
13 nov. 1993  
Oshawa/Durham - Simcoe Hall Settlement House,  
16 nov. 1993  
Pickering/Ajax - Pickering Recreation Centre,  
16 nov. 1993  
Napanee - Family and Children Services of Lennox  
and Addington, 22 nov. 1993  
Kingston - Kingston Global Community Centre,  
22 nov. 1993

## Annexe D Mémoires

- Conseil national des Autochtones du Canada, consulat de la justice autochtone,  
African Community Organization of Windsor  
Ahmed, Zakir, *Hamilton*  
Ames, Robert–Steward Toronto Jail (SEFPO local 530)  
Association du Barreau canadien, *Ottawa*  
Association of Black Law Enforcers, *Mississauga*  
Association canadienne des libertés civiles, *North York*  
Bald, Hilary, *Beamsville*  
Ballosingh, Neal, *Scarborough*  
Balm, Gerald N., *Kitchener*  
Bell, Don, *Mississauga*  
Bennett, Michael, *Sault Ste. Marie*  
Black Action Defence Committee, *Toronto*  
Black Inmates and Friends Assembly, *Toronto*  
Boulay, Michel, *Whitby*  
Brantford Ethnic and Race Relations Committee  
Briggs, Genevieve, *Windsor*  
Canadian Alliance for Visible Minorities, *Ottawa*  
Caribbean Association of Peel, *Mississauga*  
Carr, Don, *Brantford*  
Centre de la santé mentale de la rue Queen — services pastoraux, *Toronto*  
Centre for Intercultural Development, *Winnipeg*  
Chacko, James–School of Social Work, University of Windsor  
Chaplaincy Services Ontario  
Chow, Yuen-Ching, *Rexdale*  
Church Council of Justice and Corrections, *Ottawa*  
Ciona, Dan, County of Brant, *Burford*  
Cochrane, Michael G.–Scott and Aylen, *Toronto*  
Cohen, Howard, avocat, *Toronto*  
Cole, Ester, *Toronto*  
Coll, Philip, *Guelph*  
Commissaire aux plaintes contre la police, *Toronto*  
Commission ontarienne des droits de la personne, *Toronto Centre*  
Commission ontarienne des libérations conditionnelles (région du Centre), *Toronto*  
Community Service Order Association of Ontario  
Community Unity Alliance, *North York*  
Congress of Black Women, *Mississauga*  
Conseil multiconfessionnel ontarien des services spirituels et religieux, *Toronto*  
Conseil national des Canadiens chinois, *Ottawa*  
Connor, Patrick J., *Toronto*  
Copeland, Paul  
Cour de justice de l'Ontario (Division générale)  
M. le Juge O'Leary, *Toronto*  
Cour de justice de l'Ontario (Division provinciale), M<sup>me</sup> la Juge Maryka Omatsu, *North York*  
Cour de justice de l'Ontario (Division générale)  
M. le Juge Roger E. Salhany, *Kitchener*  
Cour de justice de l'Ontario (Division générale)  
M. le Juge de paix Wright, *Thunder Bay*  
Cour de justice de l'Ontario (Division générale)  
M. le Juge T. Zuber, *Windsor*  
Criminal Lawyers Association, *Toronto*,  
Cross Cultural Youth Alliance, *Ottawa*  
Day, Mrs. Jean, *Sarnia*  
Deitch, James S., avocat, *Toronto*  
DeRusha, Haig, *Brampton*  
Doan, Kevin Khoa, *Toronto*  
Doyle, Denise, *Oshawa*  
Doyle-Marshall, William, *Toronto*  
Duffy, Kevin, *Mississauga*  
Elizabeth Fry Society, *Toronto*  
Embury, Randy, *Frankford*  
Eshkibok, Michael, *Sudbury*  
Etherington, Brian, Faculté de droit, Université de Windsor  
Ethnocultural Council of London  
Fagan, John F., avocat, *Willowdale*  
Family and Credit Counselling Service (programme RESOLVE), *Richmond Hill*  
Federation of Sikh Societies of Canada, *Ottawa*  
Fiji, Gurdial Singh, *Rexdale*  
Findlay, James W., *Agincourt*  
Francis, Verlyn F., *Toronto*  
Giroux, Denise and June Ionson, *Hamilton*  
Halton Regional Police Service and Halton Multicultural Council Race Relations Committee, *Mississauga*  
Hamilton-Wentworth Regional Police Services on behalf of the Ontario Association of Chiefs of Police  
Hamilton, Carla, *Kingston*  
Hawthorn, Felicity, avocate  
Horvath, Louis, *Don Mills*  
Howard, Janet, avocate, *Toronto*  
Iggers, Daniel P., *North York*  
Inkumsah, Eben, *North York*  
Islamic Co-ordinating Council of Imams, *Toronto*  
Jacobson, Sheila, *Brampton*  
Jamaican Canadian Association, *City of York*  
Jane-Finch Community Legal Services, *North York*  
Jayewardine, Dr. C.H.S., Faculté de sciences sociales, Université d'Ottawa

Jewiss, Tom–Native Law, Université Trent,  
*Peterborough*

John Howard Society of Kingston District

John Howard Society of Ontario/Reform Office,  
*Kingston*

Kababayan Community Centre, *Toronto*

Kay, Gary P., *Oshawa*

Kaye, F. Dan, *Gloucester*

Keep, Evelyn, *London*

Kellway, Donna Killalea, *Toronto*

Kiederowski, John, Département de criminologie,  
Université d'Ottawa

King, Winston, *Hamilton*

Korean Canadian Women's Association, *Don Mills*

Krueger, Ronald A., avocat, *Toronto*

Labatt, L. M., *Toronto*

League for Human Rights of B'Nai Brith, *North York*

London Alliance on Race Relations

Lockyer, James–Pinkofsky, Lockyer, Kwinter,  
*Toronto*

Loss Protection Services Training Institute, *Etobicoke*

Lumley, Fernando, *Scarborough*

Lynch, Gray, *Kingston*

Magee, Martin, *Brampton*

Mahoney, Robert, *Windsor*

Maidment, J.M., Martial Arts Instruction and  
Consultation, *Etobicoke*

Mayor's Race Relations Committee, *Hamilton*

McGarvey, Matthew, *Toronto*

McMahon, John B., *Toronto*

McMullen, Shirley

Medford, Denys, *Inniskillen*

Meltziner, Julius

Mennonite Central Committee Ontario, *Kitchener*

Ministère des Affaires civiles, Commission de  
l'équité en matière d'emploi, Juanita  
Westmoreland-Traore, *Toronto*

Ministère des Services sociaux et communautaires,  
Probation and Services communautaires, Marc  
Levine, *Toronto*

Ministère du Procureur général, Bureau des avocats  
de la Couronne, Feroza Bhabha, *Toronto*

Ministère du Procureur de la Couronne, Bureau des  
droits à l'égalité, Division de l'élaboration des  
politiques, Thea Herman, *Toronto*

Ministère des Services correctionnels,  
Deborah Newman, *Toronto*

Ministère du Solliciteur général et des Services  
correctionnels, Coroner en chef de l'Ontario,  
James Young, M.D., *Toronto*

Minority Advocacy and Rights Council, *Ottawa*

Mohr, Renate H.

Moore, John Caleb, *Sudbury*

Morris, Deborah, *Ottawa*

Moustacalis, Anthony, avocat de la défense

Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton

Musbah, Mohamed, *Windsor*

National Symposium of Community Safety and Crime  
Prevention

National Association of Women and the Law,  
National Organization of Immigrant and Visible  
Minority Women of Canada and the Canadian  
Association of Elizabeth Fry Societies, *Ottawa*

National Council of Canadian Filipino Associates,  
*Toronto*

Native African Inmates and Families Association,  
*Willowdale*

Norris, John, avocat, Ruby & Edwardh, *Toronto*

North York Committee on Community Ethnic and  
Race Relations

Obembe, Bolaji, *Brampton*

Onkwehohwe Anti-Racism, *Barrie*

Ontario Association of Correctional Managers,  
*Burlington*

Ontario Association of Corrections and Criminology,  
*Toronto*

Ontario Association of Police Services Boards,  
*Toronto*

Ontario Conference of Catholic Bishops, Committee  
on Institutional Chaplaincy, *Toronto*

Ontario Public Service Network for Racial Minorities

Ottawa Carleton Immigrant Services Organization,  
*Ottawa*

Peabody, Al, *Toronto*

Perera, Ranjit, *Orleans*

Piccinin, Nilo A., *Willowdale*

Police Association of Ontario, *Mississauga*

Police d'Ottawa

Prison Violence Project, *Kingston*

Probation Officers Association of Ontario, Policy &  
Planning, *Scarborough*

Quinte United Immigrant Services, *Belleville*

Race Relations Committee, *Kitchener-Waterloo*

Regional Multicultural Youth Council, *Thunder Bay*

Regional Multifaith Committee on Chaplaincy  
Windsor-Woodstock Region

Réseau des Femmes du Sud de l'Ontario, *Hastings*

Rodd, Jane, *Guelph*

Sabsay, Lorne, avocat, *Toronto*

Samuels, Althea, *Ottawa*

Schrama, Peter, *Toronto*

Shearing, Clifford

Singh, Gurnam, *Guelph*

Skorpid, Doris, *Hamilton*

Société d'aide à l'enfance de la communauté urbaine  
de Toronto

Spiritual Assembly of the Baha'is of Hamilton

Stacey, M. Lorraine, *Chatham*

Students of Law for the Advancement of Minorities,  
Faculté de droit, Université de Toronto



Sudbury Multicultural Association  
 Sudbury Race Relations Committee  
 Sudbury Regional Police Service  
 Suriya, Senaka K., *Ottawa*  
 Syndicat des employées et employés de la fonction  
 publique de l'Ontario, *North York*  
 Syndicat des employées et employés de la fonction  
 publique de l'Ontario - comité des droits de la  
 personne – région 2  
 Tanovich, David M., *Toronto*  
 Tye, Robert, *Etobicoke*  
 Ukrainian Canadian Civil Liberties Association,  
*Toronto*  
 Urban Alliance on Race Relations, *Toronto*  
 USWA-Local 1405, District 6, *Windsor*  
 Valentine, Robert, *Oakville*  
 Van Egmond, John  
 Verbrugge, Marcus, *Hamilton*  
 Vietnamese Association, *Toronto*  
 Walters, Ewart, *Ottawa*  
 Warmington, Cleveland, *Toronto*  
 Waterloo Regional Police Services Board, *Kitchener,*  
*Cambridge, Waterloo*  
 Whittingham, Jane, *St. Catherines*  
 Whyy Mee Family Counselling Foundation of  
 Metropolitan Toronto  
 Williams, Jasmine, *Ottawa*  
 Willing, Stephen H., *Windsor*  
 Woolner, Susan J., avocate, *Toronto*  
 Working Group on Criminal Justice and Mental  
 Health, *Toronto*  
 Xavier, Pat, *Toronto*  
 Yachetti, Roger D.,-Yachetti, Lanza & Restivo,  
*Hamilton*













